

## LE QUÉBEC

### Libman dit que c'est pire ici qu'à Sault Ste. Marie

Le président du PE affirme que les anglophones du Québec endurent plus que les francophones de Sault Ste. Marie et que les écoles anglaises sont menacées. **A-7**

## LE CANADA

### Des villes de l'Ouest préchent le bilinguisme

Victoria, en Colombie-Britannique, a lancé un mouvement en faveur de la réconciliation entre anglophones et francophones qui fait tache d'huile. **A-8**

## LA RÉGION

### La zone agricole de la CUQ perd des terrains

La CUQ a réussi à faire exclure plus de 860 hectares de la zone agricole permanente, qui seront consacrés à des projets industriels et commerciaux. **A-3**

## L'ÉCONOMIE

### L'écart s'élargit entre les emplois bien et mal payés

Les disparités régionales s'accroissent, le fossé pourrait se creuser davantage entre les emplois bien rémunérés et ceux qui le sont moins bien. **B-1**

## LES ARTS

### Mme Bonenfant au nouveau Salon du livre de Québec

Mme Claire Bonenfant a été élue présidente du Salon du livre de Québec. La vice-présidence va à Jean Payeur, et Denis LeBrun est secrétaire-trésorier. **A-20**

## LE SPORT

### Les Canucks écrasés 10-1 à Montréal

Dans un match inégal, les Canadiens ont humilié les Canucks 10-1. En moins de cinq minutes ils menaient 4-0 et Stéphane Richer s'est offert sept points. **S-2 et S-3**

## L'ÉDITORIAL

### Oui au TGV pour 1997

Ottawa, l'Ontario et le Québec doivent accepter la proposition d'alliance de l'entreprise privée et poursuivre l'analyse du dossier des trains à grande vitesse. **A-22**

## L'INDEX

Québec et l'Est québécois **A-3 à A-5, A-14 et A-15**

Le Québec **A-6 à A-13**

Le Canada **A-8 et B-14**

Le Monde **A-16 à A-18**

Annonces classées **B-9 à B-14**

Arts **A-19 à A-21**

Bandes dessinées **S-15**

Bridge **B-13**

Décès **B-15**

Économie **B-1 à B-8**

Éditorial **A-22**

Feuilleton **B-11**

Horoscope **B-14**

Les idées du jour **A-23**

Mots croisés **B-10**

Mot mystère **B-10**

Où aller à Québec **A-20**

Pierre Champagne **A-5**

## LA MÉTÉO

Ennuagement en matinée. Neige débutant en fin de journée. Maximum : -6. Demain : neige mêlée de grésil. **S-16**

## La violence atteint des proportions dramatiques

# Moscou perd le contrôle au Tadjikistan

MOSCOU (AFP, AP) — La flambée de violence anti-russe a pris des proportions dramatiques hier en Asie centrale soviétique, la situation ayant échappé à tout contrôle après trois jours d'affrontements, selon la télévision.

Alors qu'à Moscou le président Mikhaïl Gorbatchev condamnait verbalement cette autre révolte dans une autre des républiques soviétiques, trois leaders du Tadjikistan remettaient leur démission afin d'atténuer la tension.

Le commandant militaire de Douchanbé, la capitale du Tadjikistan, M. Mamadaiev Navjovanov, cité par l'agence TASS, a parlé de 12 morts et 143 blessés

hier, dont 50 blessés parmi les forces de l'ordre. Le précédent bilan donné mardi par la télévision faisait état de 37 morts et de 80 blessés.

M. Navjovanov, ministre de l'Intérieur de la république, estime à environ 5000 le nombre des protestataires qui participent directement aux affrontements, ils sont armés essentiellement de cocktails Molotov.

La télévision à Moscou a montré des images d'une foule rassemblée devant le bâtiment du Comité Central du parti tandis que des fumées provoquées par un incendie étaient visibles en arrière plan. Une voiture officielle brûlait au milieu de la chaussée tandis que des magasins avaient été saccagés et pillés.

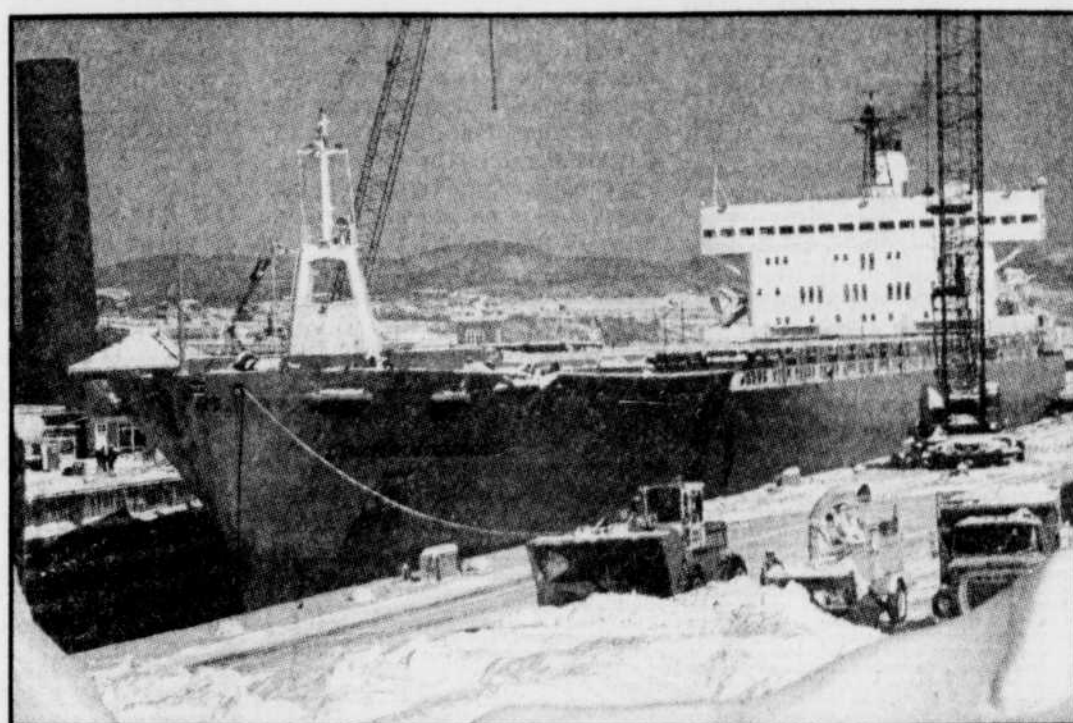
Les journalistes soviétiques

sont pris à parti par les manifestants, un caméraman de Lénin-grad a été tué, un autre reporter est dans un état grave à l'hôpital, plusieurs autres ont été blessés, selon Interfax, une publication de Radio-Moscou.

Il était impossible de joindre cette ville d'Asie Centrale, à près de 4000 km au sud-est de

Suite A-2, Tadjikistan...

## Une importante réparation pour MIL Davie



Pendant que les négociations relatives à son avenir piétinent, MIL Davie peut se mettre sous la dent des travaux de réparation. Le « Canmar Ambassador », propriété de Channel, est entré en cale sèche mardi. Il est parmi les plus gros navires à être mis en cale sèche au Canada. Pendant une semaine, pas moins de 70 travailleurs effectueront différents travaux à la coque de ce superconteneur de 231 mètres de long qui assure la navette entre le Royaume-Uni et Montréal.

Autre texte en page A-12

## Hydro n'y voit aucun danger

# Les détecteurs de bris de Manic 5 sont « morts »

Le système de détection de bris au barrage Daniel-Johnson, à Manic 5, n'a jamais été en état de fonctionnement et ne l'est pas davantage aujourd'hui. Ce que reconnaît, avec bémols et nuances, Hydro-Québec.

par ROGER BELLEFUEILLE  
LE SOLEIL

Cette constatation a été communiquée lors d'une réunion de cadres d'Hydro-Québec de la région de Manicouagan, tenue le 15 septembre 1989. Cette réunion avait été convoquée par l'ingénieur Robert Abdallah pour faire le point sur les différents systèmes d'alerte à Manic 5.

À la rubrique « Détection de bris de barrage », le compte rendu signale, textuellement : « Il est mentionné par les représentants du chantier Manic 5,

que le système de détection de bris de barrage n'est pas fonctionnel et que celui-ci ne l'a jamais été. Les panneaux indicateurs ins-

Suite A-2, Hydro...

## Arcand de nouveau en finale pour un Oscar

MONTREAL — Le cinéaste Denys Arcand se retrouve là où il était en 1987. *Jésus de Montréal* s'est niché parmi les cinq finalistes de l'Oscar du meilleur film en langue étrangère, comme *Le Déclin de l'empire américain*.

par PIERRE ROBERGE  
de la Presse canadienne

L'enthousiasme mesuré, Arcand voyait déjà, hier, une forte opposition sur la route de la statuette dorée, décernée le lundi 26 mars, croyant même que *Cinéma Paradiso*, de Giuseppe Tornatore, part favori. Il y a trois ans, le film hollandais *L'Assaut* avait eu l'Oscar.

Autre chance de gloire donc, pour Arcand qui s'y attendait un peu. « En décembre, des

Suite A-2, Arcand...

## Violent incendie chez Beauce Fibre de verre

Les pompiers de Ste-Clothilde, de St-Ephrem et d'East Broughton ont uni leurs efforts jusqu'à tard hier soir pour combattre un violent incendie qui s'était déclaré en fin d'après-midi à l'usine Beauce Fibre de verre de Ste-Clothilde.

par ANNE-LOUISE CHAMPAGNE  
LE SOLEIL

Les flammes ont pris naissance dans une petite pièce de 10 pieds sur 10 pieds située dans la partie arrière de l'usine. Cette pièce abrite un robot dont la fonction est de couler la fibre de verre liquide dans des moules. Une défectuosité, dont on ignore l'origine, est survenue dans les composantes du robot et a

enflammé la fibre de verre. Des produits chimiques encore plus inflammables que cette résine se trouvaient également dans la petite pièce, formant un cocktail qui n'a pas tardé à exploser.

A ce moment, 80 des 120 travailleurs de l'usine se trouvaient sur place mais personne n'a été blessé.

Irritant mais non toxique  
À l'arrivée des premiers  
Suite A-2, Incendie...



Une épaisse fumée se dégageait de la partie arrière de l'usine, résultat de la combustion de la résine et du fibre de verre. Cette fumée a été jugée non toxique par les experts.

## Le juge Dionne suspendu

LONGUEUIL (PC) — Le juge Denys Dionne, de la cour du Québec, à Longueuil, a été suspendu jusqu'à ce que le Conseil de la magistrature se soit prononcé sur les plaintes qui ont été déposées contre lui.

Le juge en chef Albert Gobeil a pris cette décision, hier, à la suite d'une demande qui lui avait été faite par le Barreau de Longueuil.

Au moins deux plaintes ont été déposées contre le juge Dionne devant le Conseil de la

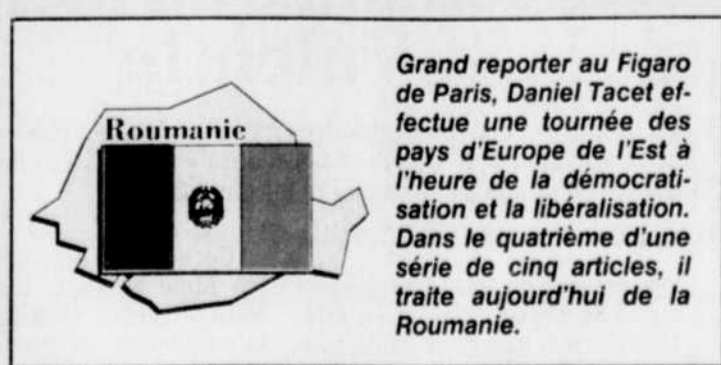
Suite A-2, Juge...

## En attendant la « vraie » révolution

BUCAREST — La plus grande porcherie au monde se trouve à Comtin, près de Timisora, devenue la ville martyre de la « révolution ». Pourtant les habitants de la région n'ont jamais vu la trace d'un jambon. Tout était expédié, à partir de cette usine voulue par Ceausescu, vers l'Union soviétique. Il fallait rembourser les dettes contractées au cours des années 1970 auprès des banques occidentales.

par DANIEL TACET  
collaboration spéciale

Sur ce point, au moins, le dictateur aura tenu son pari : devenir le meilleur élève du



Grand reporter au Figaro de Paris, Daniel Tacet effectue une tournée des pays d'Europe de l'Est à l'heure de la démocratisation et la libéralisation. Dans le quatrième d'une série de cinq articles, il traite aujourd'hui de la Roumanie.

Fonds monétaire international. Mais à quel prix ? Une population affamée, détruite moralement.

« C'est en affamant son peuple que le tyran a perdu la partie, dit un journaliste roumain, la peur et la faim ne font jamais bon ménage bien longtemps. Nous avons des traditions. Un Pol Pot ne pourrait être européen. »

L'espoir et la crainte. L'espoir de retrouver les libertés perdues et le sens de l'individualisme anéanti par les brimades. La crainte, hélas, de voir ressurgir une nomenclature revue et corrigée par les effets de cette « révolution » qui a tant donné mauvaise conscience aux Occidentaux pendant les fêtes de

Suite A-2, Roumanie...



Le 26 décembre dernier, les soldats roumains mettaient la fleur au fusil pour « célébrer » l'exécution de Ceausescu.

REÇUS D'IMPÔT INSTANTANÉS • INSAISSISSABILITÉ

"Je pense à mon REER  
Je choisis..."

**TRUST PRÊT ET REVENU**

FONDS  
CANADIEN

17,9%

Rendement annuel au 31/12/89, incluant le réinvestissement des revenus. Le rendement passé ne garantit pas les résultats futurs et toute offre doit être faite par prospectus.

FONDS "H"

12%

Rendement annuel moyen pour dix ans au 31/12/89, incluant le réinvestissement des revenus. Le rendement passé ne garantit pas les résultats futurs et toute offre doit être faite par prospectus.

DÉPÔT  
GARANTI

+ 1/2 %  
un an, intérêt annuel  
+ 1/4 %  
3 et 5 ans  
intérêt annuel ou composé

Galerias de la Capitale  
626-1221  
Place de la Cité  
652-1221  
Place d'Youville  
692-1221

## Suites de la première page

## Roumanie...

Noël. Mais aussi, de la part d'un peuple asservi bien avant l'accession au pouvoir des communistes le sentiment que la véritable révolution reste à faire. Celle des esprits.

Car voilà un gouvernement provisoire qui veut se constituer en parti, des responsables qui ne veulent déjà pas entendre parler d'opposition. Des dirigeants, enfin, qui connaissent trop les ficelles du pouvoir pour ne pas y avoir été mêlés, à quel titre que ce soit, sous Ceaucescu. Une révolution usurpée, confisquée ? Le danger est là en Roumanie et les Occidentaux si prompts à venir en aide aux nouveaux dirigeants à la fin de l'année dernière commencent à se poser des questions. Tel responsable ? Il aurait été l'épuration au cours des années 1960. Le jeune Petre Roman tellement « français » qu'il a fait ses études à Toulouse à une époque où aucun Roumain « ordinaire » ne pouvait quitter son pays ? Son père, ancien des brigades d'Espagne aurait été un agent du KGB en 1950 tandis que lui-même aurait vécu maritalement pendant des années avec la fille de Ceaucescu ? Le « Kennedy roumain » serait-il un tricheur ? Les rumeurs vont bon train à Bucarest, prénommée naguère le « petit Paris », mais dont la moitié de la vieille ville a été détruite par le « Génie des Carpates » pour y édifier à sa place la « plus belle avenue du monde ». Les rumeurs... une méthode bien stalinienne, la révolution culturelle, à l'évidence, reste à faire à Bucarest. Pas étonnant si des intellectuels, comme Mme Cornéa, ont quitté vite fait le Conseil du Front national...

## Massacre des esprits

Qu'en est-il exactement ? La Roumanie a subi le régime le plus dur que le communisme a infligé aux pays de l'Est depuis la guerre. Ce sont des générations, des couches entières de la population qui ont été brisées dans leur esprit. Il n'y a plus d'élite valable en Roumanie et les intellectuels qui ont pu fuir l'ont fait depuis longtemps. Des gens déracinés aussi. En 1950, les deux tiers de la population vivaient à la campagne et avaient fait de ce pays le grenier de l'Europe centrale. Cette population a été déplacée — déportée — vers les villes. Elle n'a plus de racines, de valeurs. Un massacre idéologique total. Alors, comme pour exorciser ses propres démons, la Roumanie a tué Ceaucescu et son épouse à la suite d'un simulacre de jugement. Une telle attitude relève davantage de la psychanalyse collective que de la raison. Les séquelles seront perceptibles pendant longtemps.

L'espoir vient de l'économie. Les deux mamelles du pays restent le pétrole mal exploité et l'agriculture grandement détruite. Il faudra reconstituer aussi une élite de techniciens et laisser surgir une nouvelle génération de politiciens non compromise avec l'ancien régime. Tout cela demandera du temps. Mais ces Latins de l'Europe centrale trop heureux de retrouver un semblant de liberté n'accepteront pas les leçons de l'Occident. Affaire à suivre...

Demain: la RDA

## Arcand...

membres de la Motion Picture Arts and Sciences Academy avaient demandé leur copie de *Jésus de Montréal*, alors je savais que j'étais là », souligne le cinéaste.

L'histoire de cet acteur (Lothaire Bluteau) réduit à jouer dans des séances déguisées pour touristes est un sujet « bizarre », reconnaît le scénariste et réalisateur né en 1941.

Mais *Jésus de Montréal* est actuellement parmi les 10 films les plus vus en Grande-Bretagne, il est encore à l'affiche au Québec, neuf mois après sa sortie, et, en Ontario depuis 15 semaines, le distributeur Orion (celui de Woody Allen) vient de conclure une entente avec les producteurs montréalais.

Alors Denys Arcand doit faire quelque chose qui touche les gens en général, sa façon et son approche très personnelles arrivent à bon port, par des voies diverses : au Canada anglais, *Jésus of Montreal* est exploité en version sous-titrée. En Allemagne et en Italie, les distributeurs ont tenu à faire les frais d'un doublage.

## Ça aide

« Être en lice pour un Oscar, observe-t-il, ça vous rend la vie plus facile, histoire de faire le montage financier du prochain film. » Arcand compte signer en mai son contrat avec les producteurs Roger Frappier et Pierre Gendron, pour tourner probablement à l'automne de 1991.

Voilà Arcand aux Oscars avec un deuxième film consécutif. On lui demande presque la recette. « Il n'y a pas de truc qui marche à coup sûr... mais il arrive qu'une magie s'installe. En tout cas vous partez avec une histoire, que vous essayez de dire le plus intelligemment possible. »

Sourire en coin, Yves Jacques, qui joue l'avocat cynique dans le film, dit que sa réaction en apprenant que *Jésus* est parmi les cinq a été : « C'est normal, c'est Denys Arcand. »

On voit plus de déploiement et de tremblement cinématographiques dans le dernier que dans *Le Déclin*, signale le comédien, sans doute cela a-t-il pu frapper le jury de sélection hollywoodien.

Or franchir cette étape était ardu, dit le producteur Frappier : « On comptait pas moins de 36 films dans la catégorie en langue étrangère, chacun soumis par un pays individuel. Alors cette sélection est une victoire en soi. »

Lothaire Bluteau, interprète du rôle titre, prend cette notoriété avec un grain de sel : « Les Oscars, c'est sûrement l'apothéose de l'industrie. Peut-être même que pour eux (les bonzes de Hollywood), 'art' est le dernier mot obscène. »

Or voilà qu'on va parler de lui, acteur célèbre mais discret, en ce lieu surnommé « Tinseltown » (Clingquantville). Heureux de cette « publicité qui ne serait pas achetable autrement », Bluteau reconnaît qu'« il faut être solide face à l'organigramme du show-business ».

« J'ai des amis paralysés par la crainte de prendre des risques, prêts à des compromis avant même d'avoir un rôle. Justement il ne faut pas se compromettre ou vendre ses rêves, car alors que nous reste-t-il ? Quand on tient à ses convictions, dit-il, c'est possible de tout faire. »

## Hydro...

tallés à quatre (4) endroits différents à Manic 5 n'ont jamais été raccordés. »

Le procès-verbal de cette rencontre à laquelle assistaient 13 cadres de ce secteur a été transmis, par la bande, au Syndicat des employé(e)s de métiers d'Hydro-Québec. Ces syndicats sont actuellement en négociation avec l'employeur pour le renouvellement de leur contrat de travail.

Porte-parole d'Hydro-Québec, à Baie-Comeau, M. Michel Bernier a signalé au SOLEIL que cela ne change en rien l'intégrité du système global de surveillance du barrage.

Il s'agit, a-t-il précisé, d'instruments mis en place à titre expérimental, dont un fil optique courant tout au long de l'ouvrage, dans la foulée de recommandations d'experts qui s'étaient penchés sur les fissures décelées en 1981-1982.

M. Bernier a expliqué que ces instruments ont été installés par une firme de sous-traitance et que pour cette raison, les syndicats n'ont jamais accepté de faire les raccordements nécessaires.

Ce dont a convenu au SOLEIL le président local du syndicat des employés de métiers, M. Marc Paquet, ajoutant que cette responsabilité est du ressort d'un autre syndicat.

Quant au porte-parole d'Hydro-Québec qui accuse le syndicat, dans le présent contexte de négociation, de vouloir faire peur au monde au mépris de « toute moralité publique », il soutient que la population n'a aucunement à s'alarmer. Que le barrage Daniel Johnson, avec ses 1300 instruments de contrôle et ses 6000 points de lecture est l'une des structures du genre les mieux surveillées au monde.

Les travaux de confortement thermiques, toujours recommandés par

## Sondage Gallup

## Pour la majorité des Canadiens

## La guerre froide n'est pas terminée

Malgré la réduction des tensions entre les deux blocs, seulement 24 % du public canadien croit que la guerre froide est terminée. Il reste encore 59 % des gens qui pensent que ce phénomène d'après-guerre existe toujours, alors que 17 % n'ont pas d'opinion.

Une analyse régionale des résultats de ce sondage Gallup fait ressortir des différences marquées entre les cinq entités géographiques du pays. Ainsi, alors que seulement 14 % des Québécois croient que c'est fini, c'est 33 % des citoyens de Colombie-Britannique qui pensent de même. Ailleurs, 25 % des Canadiens de l'Atlantique, 27 % des gens des Prairies et 28 % des Ontariens croient que les tensions de la guerre froide sont disparues.

## Mulroney commente

Le gouvernement canadien a été critiqué pour sa lenteur à reconnaître les grands changements dans le monde. Ce n'est qu'à la fin de l'année dernière que le premier ministre Mulroney s'est rendu en Union soviétique. Il était alors un des derniers leaders des principales démocraties occidentales à se rendre à Moscou depuis que Gorbatchev a pris le pouvoir.

Durant son séjour, il déclarait :

« Tout le monde espère que la guerre froide est finie, c'est sur quoi l'on travaille. Toutefois, rien n'est mort et enterré encore, mais nous espérons tous être là pour ces funérailles particulières. »

## Le facteur éducation

Les chiffres du sondage indiquent que le degré d'éducation des répondants est un facteur déterminant. Si seulement 18 % des gens ayant fait des études secondaires ou collégiales disent que la guerre froide est terminée, ce pourcentage grimpe à 34 % pour les répondants ayant fréquenté l'université.

Finalement, 37 % des Torontois croient que les tensions Est-Ouest sont finies, mais c'est seulement 19 % chez les Montréalais.

Les résultats du sondage ont été obtenus à partir d'entrevues personnelles réalisées auprès de 1051 adultes, entre le 10 et le 13 janvier dernier. Un échantillonage national de cette taille est exact à plus ou moins 4 % d'erreur, 19 fois sur 20.

les experts, a-t-il ajouté, seront entrepris cette année au coût de 20 millions \$.

## Demande d'enquête

Quant au syndicat, il vient de réclamer, dans une lettre adressée au premier ministre Bourassa, la tenue d'une enquête « publique et neutre » sur l'état de ce barrage. Une enquête qui devrait porter sur les moyens de détection de bris, du système d'avertissement d'urgence et des moyens de communication envisagés, le cas échéant, pour les employés et la population environnante, dont la plus forte concentration se trouve à Baie-Comeau.

## Juge...

magistrature pour des propos qu'il aurait tenus lors d'un procès qui a eu lieu au palais de justice de Longueuil en janvier 1989 et qui ont soulevé de nombreuses protestations.

La lecture des notes sténographiques révèle que le juge aurait alors déclaré : « Comme on dit, toute règle est faite comme une femme, pour être violée. »

Lundi dernier, le ministre de la Justice, M. Gil Rémillard, a demandé au Conseil de la magistrature de faire enquête sur cette affaire.

Une demande semblable a été faite mardi par le Barreau de Longueuil. Le bâtonnier, Me Jacques Chandonnet, a déclaré que les paroles attribuées au juge Dionne constituent « un manque grave au devoir de dignité, d'honneur, de réserve, de courtoisie et de sérénité qui incombent à un magistrat ».

Les plaintes doivent être étudiées par le Conseil de la magistrature le 21 février.

Le Conseil avait déjà réprimandé le juge Dionne il y a quelques semaines pour des propos tenus lors du procès d'un syndiqué de la FTQ. Le magistrat avait alors comparé le milieu syndical au crime organisé.

## Incendie...

pompiers, le brasier faisait sentir sa chaleur à plusieurs pieds de distance. Une épaisse colonne de fumée s'est ensuite dégagée de la partie arrière de l'usine. Dès lors, les pompiers se sont acharnés à éviter la propagation des flammes vers l'avant. Un mur de ciment qui séparait les deux ailes de l'usine a facilité la tâche et, vers les 22 h, l'incendie était déclaré maîtrisé.

Les experts de Canutec et Urgence Environnement se sont rendus sur les lieux pour évaluer si la fumée qui se dégageait du brasier de fibre de verre était toxique. Pas de problème sérieux de ce côté, semblait-il, sauf que les gens souffrant déjà de problèmes respiratoires pouvaient ressentir quelque irritation.

## Une affaire de famille

Beauce Fibre de verre est une entreprise qui existe depuis une trentaine d'années. La partie arrière, où l'incendie s'est déclaré, était neuve, datant de cet été seulement.

Aucun des cinq copropriétaires n'osait avancer de chiffres pour évaluer l'étendue des dégâts. L'un d'eux, René Bernard, a expliqué que la partie brûlée abritait principalement l'inventaire et avec un peu de machinerie. Le stock entreposé consistait surtout en des pièces destinées à l'industrie automobile. Peu d'appareils se trouvaient dans cette partie; la chaîne de montage comme telle était dans la partie avant. L'usine de 50 000 pieds carrés a-t-elle été touchée à 50 %, 75 % de sa surface ? Les propriétaires n'osaient se prononcer hier soir.

## Des condoms au menu de la St-Valentin

Fleurs, fruits, chocolats et autres gâteries n'étaient pas les seules offrandes, hier, à l'occasion de la « fête des amoureux ». Saint-Valentin avait aussi ajouté les condoms.

Des équipes du MIELS-Québec et du CLSC-Basse-Ville ont en effet ratissé, en soirée, bars, cafés, saunas et autres lieux publics pour distribuer prophylactiques... et conseils de prudence dans les relations sexuelles.

Les coins plus particulièrement visés étaient, à la haute-ville, la rue Cartier et la rue Saint-Jean, le Faubourg Saint-Jean-Baptiste ainsi que le Vieux-Québec. À la basse-ville, la distribution des condoms a touché la rue Saint-Joseph, les alentours de la bibliothèque Gabrielle-Roy et le Mail Centre-Ville.

Cet effort de sensibilisation, selon Mme Monique Lapointe, du MIELS-Québec, s'adresse autant à la population en général qu'aux individus, d'un sexe ou de l'autre, dont le comportement comporte des facteurs de risques : homo et bisexualité, toxicomanie intraveineuse, partenaires multiples, etc.

Ce blitz d'information cherche aussi à éliminer les craintes irrationnelles qui continuent à courir sur les risques de propagation du sida. Encore trop de gens, estime Mme Lapointe, croient que le virus s'attrape par un baiser ou une poignée de mains.

« Pensez-vous que la guerre froide est effectivement terminée ou pas ? »

Oui ou non la guerre froide est terminée

|                      | Oui | Non | Ne sait pas |
|----------------------|-----|-----|-------------|
| NATIONAL             | 24% | 59% | 17%         |
| Région aujourd'hui : |     |     |             |
| Atlantique           | 25  | 60  | 15          |
| Québec               | 14  | 74  | 12          |
| Ontario              | 28  | 57  | 16          |
| Prairies             | 27  | 49  | 24          |
| C.-B.                | 33  | 47  | 20          |
| Toronto              | 37  | 49  | 14          |
| Montréal             | 19  | 69  | 12          |
| Éducation:           |     |     |             |
| Élémentaire          | 18  | 61  | 21          |
| Secondaire           | 23  | 61  | 17          |
| Collégiale           | 22  | 61  | 17          |
| Universitaire        | 34  | 54  | 12          |

N.B. Il se peut que les pourcentages ne totalisent pas exactement 100, en raison de l'arrondissement des données.

## Tadjikistan ...

Moscou par téléphone. Les communications ne passaient plus dans l'après-midi.

## Unités d'élite

Des renforts de parachutistes sont arrivés sur place avec du matériel, a annoncé l'agence officielle. Il pourrait s'agir des « bérêts rouges », les unités d'élite des troupes du ministère de l'Intérieur, chargées du maintien de l'ordre.

L'armée n'est en effet pas intervenue depuis l'imposition, lundi, de l'état d'urgence et du couvre-feu et ne souhaite manifestement pas le faire, selon le témoignage du correspondant local de la radio-télévision soviétique. Des officiers ont ouvertement parlé des déboires qu'avait connus le général Igor Rodionov, commandant de la région militaire de Transcaucasie, la capitale de la Géorgie, muté après une longue polémique nationale à la suite de la mort de 20 manifestants, en avril dernier lors de la répression d'une manifestation.

Les troubles de Douchanbé ont beaucoup de traits communs avec ceux du Caucase, le mois dernier, mais ils n'en partagent pas le caractère de soulèvement armé. En effet, à aucun moment, la presse n'a mentionné l'emploi d'armes à feu par les Tadjiks.

Les manifestants ont tenté dans la matinée d'hier de s'emparer de l'aéroport, selon le bulletin de Radio-Moscou. Ils ont bloqué l'accès aux centres de soins et détruit 22 ambulances, indique par ailleurs TASS.

D'importants groupes de jeunes en costume national parcourent les rues de cette ville de 600 000 habitants (dont 12 % de Russes) tandis que des « hooligans continuent d'arriver des régions voisines ».

Des Tadjiks qui tentaient de s'opposer aux exactions ont été battus et des dizaines de jeunes filles, accusées de ne pas porter le costume traditionnel, ont été violées, selon Interfax. Des groupes d'auto-défense se sont constitués avec des membres du Parti communiste et des anciens combattants d'Afghanistan, a indiqué l'agence soviétique.

## Rectifications

Un texte publié en page C-1 hier, portant le titre « Les lits d'enfants d'avant 1986 sont parfois dangereux », a été amputé de ces derniers paragraphes, avec le résultat qu'il risque d'induire les consommateurs en erreur. Tel que publié, le dernier sous-titre et le dernier paragraphe disent le contraire de l'information que voulait diffuser l'auteur du texte.

Voici donc les trois derniers paragraphes tels qu'ils auraient dû être publiés :

## Prix abordable

Ces statistiques utilisées pour convaincre les parents de veiller à la sécurité de leurs enfants dans le lit, sont aussi très connues de certains vendeurs d'ameublement de chambres d'enfants qui font du porte à porte ou réunissent des gens lors de soirées d'information.

Les lits d'enfants neufs en vente partout sont conformes aux normes de sécurité, assure-t-on chez Consommation et Corporations Canada. Il est donc faux de croire en la nécessité de payer un prix très élevé pour un lit dans lequel l'enfant sera en sécurité.

Pour un peu plus de 100 \$, il est possible de trouver un lit d'enfant. Évidemment, le prix peut aussi dépasser les 500 \$, mais le prix n'est pas fonction de la sécurité, mais uniquement du « look », et de la qualité des matériaux utilisés.

## Drapeau tchécoslovaque

Par ailleurs, une erreur typographique a fait que la bande inférieure du drapeau de la Tchécoslovaquie publié en page A-1 était verte. Dans les faits, la bande inférieure de ce drapeau est rouge.

## Erreur sur le collège

Enfin, ce sont bien des élèves du collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et non de Sainte-Anne-de-Bellevue dont LE SOLEIL rapportait le témoignage, hier, sur les bateaux de la république Dominicaine en page C-8.

6/49  
11-14-25-28-44-47  
(complémentaire)  
30

LA QUOTIDIENNE  
tirage du 14-02-90  
2-8-8  
8-2-5-1

## LE SOLEIL

390, rue St-Vallier Est  
Québec (Québec) G1K 7J6

Service aux abonnés 647-3333  
Annonces classées 647-3311  
Carrières et Professions 647-3270  
Publicité Détaillants 647-3435  
Publicité Générale 647-3266  
Rédaction 647-3394  
Promotion 647-3342  
Renseignements 647-3233

## Un veuf apprend à ses dépens ce que coûte une fausse déclaration d'assurance

Tous les renseignements figurant dans une proposition d'assurance doivent être conformes à la réalité. Il n'est guère prudent de se fier à la parole d'un agent prétendant que ce n'est pas important.

par RICHARD HÉNAULT  
LE SOLEIL

Un citoyen de l'île d'Orléans en a fait l'expérience récemment. À la suite du décès de son épouse, il réclamait un montant de 40 000 \$ prévu à un contrat d'assurance-vie conclu avec la Mutuelle des fonctionnaires. Cette dernière refusait de verser sous prétexte que le contrat a été émis sur la foi de déclarations fausses sans lesquelles elle n'aurait jamais assumé le risque.

Le juge René Letarte, de la cour supérieure, a donné raison à la compagnie d'assurance, déclarant suffisante la somme de 726,27 \$ offerte par cette dernière. Le magistrat analyse toutefois en détails les versions contradictoires du client et de l'agent.

D'une part, l'assuré, père d'un jeune enfant, prétend avoir mentionné une hospitalisation de son épouse durant deux mois. Il lui a même exhibé les médicaments encore utilisés. D'autre part, l'agent soutient qu'il a noté scrupuleusement ses déclarations.

### «Cousu de fil blanc»

Le juge dit n'avoir eu aucune hésitation à rejeter d'emblée la version de l'agent. Alors qu'au début de son témoignage, il jouait presque les vierges offensées, il s'est ensuite accroché à la bouée du trou de mémoire. «Le stratagème est cousu de fil blanc», note le juge Letarte.

L'hospitalisation de la dame avait eu lieu environ deux ans avant l'émission du contrat. Le diagnostic médical concluait à la schizophrénie et dépression nerveuse, avec idées suicidaires. La tarificatrice de la Mutuelle a confirmé que le contrat n'aurait pas été émis si l'assureur avait été correctement informé.

Le décès est ensuite survenu plus de deux ans après l'émission du contrat, à la suite d'un accident d'automobile, au moment où la dame vivait séparée de son mari.

### Le droit

En droit, l'assuré soutenait qu'il n'y a pas fraude puisqu'il a répondu adéquatement à toutes les questions. Il invoque de plus que l'agent d'assurance agissait en tant que représentant de la compagnie.

La Mutuelle, quant à elle, nie qu'en inscrivant des réponses fausses, son agent ait agi comme son préposé. Au contraire, soutient-elle, la proposition résulte de collusion entre l'agent et le preneur.

Pour le juge Letarte, il n'y a aucun doute que l'assuré a signé une déclaration qu'il savait fausse. Il s'en prend toutefois au procédé de l'agent.

D'après lui, ce dernier s'est rendu compte qu'il ne pourrait émettre le contrat à moins de fausses déclarations. «Il se préoccupe bien peu de ce qui peut arriver, écrit le juge, intéressé qu'il est à sa commission de vendeur. Il déclare que tout cela 'ce n'est pas important, on le marquera pas'».

## Un comité Québec-Vanier

Un Comité permanent de relation Vanier-Québec vient de voir le jour. Son mandat est de coordonner les efforts des deux villes dans des dossiers communs. Quatre dossiers font présentement l'objet de discussions entre les deux villes. Il s'agit du détournement de la branche ouest du ruisseau Saint-Michel, l'aménagement du corridor d'aqueduc de Québec qui traverse le territoire de Vanier, le développement du complexe commercial Du Vanier et le rapatriement de la maison Dorion-Coulombe. La création de ce comité fait suite à une suggestion du maire de Vanier, M. Robert Cardinal. Le comité formé de quatre représentants de chaque ville devrait tenir une première réunion d'ici la fin du mois.

## Communauté urbaine de Québec 860 hectares seront exclus de la zone agricole

Pour répondre aux besoins de certaines municipalités membres, la Communauté urbaine de Québec (CUQ) est récemment parvenue à une entente avec la Commission de protection du territoire agricole pour exclure plus de 8,6 millions de mètres carrés (860 hectares) de terrains de la zone agricole permanente de la région de Québec. À moins de changements de dernière heure, c'est quasiment l'équivalent des trois quarts des territoires de Sillery et de Cap-Rouge réunis qui sera ainsi dézoné.

par THIÉRIO DIALLO  
LE SOLEIL

Toutefois, et conformément aux dispositions de la loi, l'entente ne sera définitivement entérinée par les parties qu'une fois que le public intéressé aura été entendu par la Commission de l'aménagement et de la l'environnement de la CUQ. Un avis

de convocation d'audience a été lancé pour le 14 mars à 19 h, au siège social de la CUQ, 399, rue Saint-Joseph Est.

«Cette audience permettra aux personnes intéressées de faire valoir leurs points de vue et il n'est pas exclu alors que l'entente subisse quelques modifications», a déclaré M. André Bouillon, du Service de l'a-

ménagement du territoire de la CUQ.

Ce sont en tout 864 hectares de terrains qui seraient ainsi dézonés à Saint-Augustin, Québec, Sainte-Foy, Beauport et Charlesbourg. La ville de Québec s'est vue par contre refuser une demande de dézonage touchant près de 1400 hectares dans le nord de Neufchâtel et le secteur nord de Lebourgneuf.

La municipalité de Saint-Augustin-de-Desmaures obtiendrait le dézonage d'un secteur enclavé de 66 hectares dans le secteur nord de son parc industriel pour y étendre précisément ses activités industrielles, et un autre de six hectares, au nord du prolongement de la rue

Charron, pour l'implantation éventuelle d'équipements publics. Il s'agirait notamment, dans ce dernier cas, d'une école et d'une bibliothèque municipale.

Québec a pour sa part demandé et obtenu, du moins en principe, le dézonage de 260 hectares de terrains situés à l'est du boulevard Henri-IV pour y poursuivre le développement industriel et commercial du parc Armand-Viau.

Sainte-Foy pourrait, elle aussi, faire exclure 342 hectares de terrains en friche dans les parties au sud et à l'est de l'aéroport, pour des raisons de sécurité. Ce secteur appartient d'ail-

leurs en droit au gouvernement fédéral.

Enfin, l'entente de principe, approuvée par le conseil de la CUQ le 1er novembre dernier, prévoit que Beauport et Charlesbourg pourront faire dézonner respectivement 173 et 23 hectares de terrains, «condamnés» du point de vue agricole, pour accélérer leur développement urbain et faciliter les communications entre quartiers.

Toutes ces demandes de dézonage ont reçu l'assentiment de l'Union des producteurs agricoles. Pour toutes sortes de raisons, dont notamment la forte spéculation et l'âge avancé de certains propriétaires, ces terrains n'étaient plus exploités.

## Un vol au poil !

Il était une fois un individu de mauvais poil qui décida d'aller dérober les recettes d'un dépanneur de Québec.

par NORMAND PROVENCHER  
LE SOLEIL

L'homme, barbu, se présentait donc au milieu de la nuit, après s'être muni d'une arme, dans le dessein évident de rafler le tiroir-caisse à la barbe du commis. Un vol au poil ! Personne ne s'est pris aux cheveux.

Trois heures plus tard, le même individu, après s'être fendu les cheveux en quatre pour trouver un nouveau stratagème, ne trouva rien de mieux que de retourner au même endroit, tel un cheveu sur la soupe, laissant à peine le temps au commis de reprendre du poil de la bête. Mais cette fois-ci, il se présenta le visage glabre, un sparadrap sur le visage témoignant d'une écorchure lors de la délicate opération de rasage. Au poil ! (bis)

Cette histoire n'est pas tirée par les cheveux : elle s'est produite dans la nuit de mardi à mercredi, rue Lamontagne. Le voleur court toujours et... rit sans doute dans sa nouvelle barbe !

## Québec en cartes postales



Mémoire d'hier, réalité d'aujourd'hui est une exposition photos sur la ville de Québec que le collectionneur Yves Beauregard, la directrice de la revue Cap-aux-Diamants, Aline Lebel et le photographe du SOLEIL, Jean-Marie Villeneuve (à droite) vous permettent de revivre depuis, hier, au Centre d'interprétation de la vie urbaine, 43, côte de la Fabrique. Des images saisissantes de la Vieille Capitale croquées par le Français Neurdein en 1907 et reprises, 82 ans plus tard, par le Québécois Villeneuve, jettent un éclairage intéressant sur plusieurs aspects de cette évolution. Le Centre est ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 10 h à 17 h. L'entrée est libre.

## La chambre de commerce de Québec fait connaître ses Grands Québécois 1990

Le peintre Jean-Paul Lemieux, la sénatrice Renaude Lapointe et l'homme d'affaires Jacques Morisset ont été choisis Grands Québécois de l'année 1990.

par PIERRE MARTEL  
LE SOLEIL

À l'occasion d'une soirée-gala, le 4 avril, ils se verront décerner le titre de Grand Québécois et de membre de l'Académie des Grands Québécois.

C'est un jury formé d'anciens présidents de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain et des Grands Québécois de 1989 qui a procédé au choix de Mme Lapointe et de MM. Lemieux et Morisset.

Rappelons que l'Académie

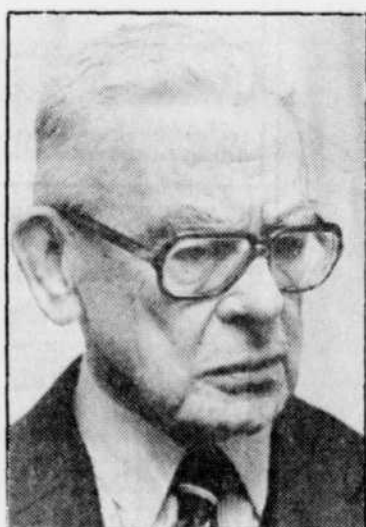
des Grands Québécois a été créée l'an dernier par la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain. Une première série de Grands Québécois a été choisie à ce moment-là. Les trois membres nommés alors à l'Académie ont été le sénateur Jean-Marie Poiras, l'écrivain Roger Lemelin et le père Georges-Henri Lévesque.

### Personnalités

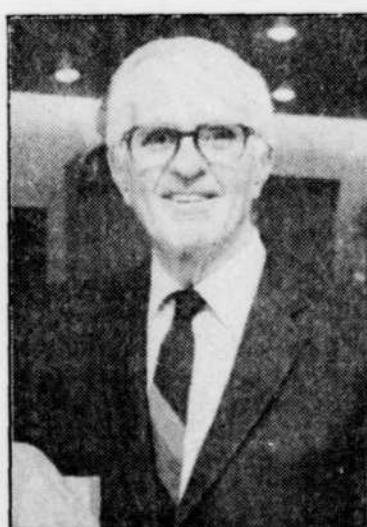
Née en 1912, à Disraëli, la sénatrice Renaude Lapointe a fait une longue carrière dans le journalisme avant d'être nommée au Sénat canadien en 1971. Dans le monde de l'information, elle a oeuvré à tour de rôle au SOLEIL, au *Canadien Libéral*, chez *Time* et *Life*, à Radio-Canada et à *La Presse*.

Quant à Jean-Paul Lemieux, ses talents de peintre ont largement dépassé les frontières du Québec. Médaille du Conseil des arts et compagnon de l'Ordre du Canada, il détient des diplômes honoris causa de l'université Laval, de l'université Bishop, de l'université de Montréal et de l'université Concordia.

Enfin, le troisième Grand Québécois de 1990, M. Jacques Morisset, est un homme d'affaires accompli. En plus d'être président de J.B. Laliberté, M. Morisset est également président de Morisset Automobiles inc. et de Les Immeubles J.B. Laliberté inc. Il siège également au sein de plusieurs conseils d'administration d'entreprises de la région de Québec.



Le peintre Jean-Paul Lemieux



L'homme d'affaires, Jacques Morisset



La sénatrice Renaude Lapointe

## «Cher Glaverbec» Pétition de 804 élèves au ministre

Un groupe de 804 jeunes élèves de l'école Marguerite-Bourgeoys-De La Salle, à Saint-Augustin-de-Desmaures, vient de faire parvenir une pétition au ministre de l'Environnement du Québec, Pierre Paradis, dans le but de le sensibiliser à la pollution qui émanera de la cheminée de l'usine de verre plat Glaverbec, présentement en construction dans le parc industriel de Saint-Augustin.

par GUY DUBÉ  
LE SOLEIL

Parrainée par la direction de l'école, la pétition demande explicitement à la compagnie Glaverbec de doter ses installations d'un épurateur d'air qui diminuerait de 90 % les poussières que crachera la cheminée quand elle entrera en opération.

La lettre se lit comme suit : «Cher Glaverbec, Nous sommes des enfants de Saint-Augustin et nous voulons grandir dans une atmosphère non polluée. Nous vous prions d'installer un épurateur sur votre cheminée d'usine. Ça coûte peut-être des millions de dollars, mais c'est mieux que de détruire la Terre. S'il vous plaît, faites ça pour la vie des enfants. Merci de votre collaboration !»

La missive est signée par Jean-Daniel Alexandre, Audrey Miller, Annick Lepage, Marc-Antoine LaRue et 800 autres élèves de cette école de la commission scolaire des Découvreurs.

Il y a trois semaines, le groupe écologique Greenpeace révélait que l'usine de verre plat polluerait l'air de la région de Québec au moins deux fois plus que ne le laissent entendre les chiffres donnés par Glaverbec au ministère de l'Environnement du Québec (Menviq).

Les secteurs les plus touchés par cette pollution, compte tenu des vents dominants, seront Saint-Augustin, Cap-Rouge, Sainte-Foy et Québec. Coïncidence, le point de chute des poussières par temps normal sera la pointe Sainte-Foy, où sont situés les bureaux du ministère de l'Environnement.

Même si un espace est prévu à cette fin sur le terrain, Glaverbec admet qu'il n'est pas dans son intention d'installer un épurateur d'air, parce que le Menviq ne l'exige pas et que les émanations de poussières devraient en principe se situer en-deçà des normes gouvernementales.

**CUISINES A.C.**  
**MIJOTE DES**  
**ARMOIRES**  
**POUR TOUS LES**  
**BUDGETS**

C U I S I N E S  
**AC**  
I N C.

MANUFACTURIER D'ARMOIRES

710, RUE BOUVIER  
BUREAU 155, QUÉBEC (QC)  
G2V 1C2  
Tél. (418) 627-1321 / Fax. (418) 627-3682  
**L'UNIQUE RÉFÉRENCE**



### Maison des p'tits frères inaugurée

C'est devant une dizaine de « vieux amis », dont on voit ici une représentante, que le maire de Québec, M. Jean-Paul L'Allier, a inauguré hier la maison des petits frères des Pauvres de Québec. Cet organisme à but non lucratif est désormais situé au 297, rue Saint-Luc, dans le quartier Saint-Sauveur. On reconnaît également sur la photo (de gauche à droite), outre le maire, le vice-président de l'organisme, M. Serge Loiselle, le député de Taschereau, M. Jean Leclerc, et le président du conseil d'administration de la communauté religieuse, M. Jean-Marie Toulouse.

### Accusé de proxénétisme et voies de fait

## Roger Gignac cité à son procès

Le juge Jean Drouin a cité Roger Gignac, de Québec, à subir son procès sous des accusations de proxénétisme et de voies de fait.

par RICHARD MÉNAULT  
LE SOLEIL

En décembre, Gignac avait été acquitté d'une accusation identique de proxénétisme. D'ailleurs, son avocat, Me Christian Bélanger, a tenté hier de faire surseoir aux procédures puisque la présente accusation réfère en majeure partie aux événements ayant suscité la première.

Ceci, d'après l'avocat, démontrerait que Gignac est victime de harcèlement de la part des policiers. Le juge Drouin a cependant estimé que cette démarche n'était pas pertinente à ce stade-ci des procédures.

Une des protégées de Gignac a témoigné pour raconter de quelle

façon l'agence d'hôtesse fonctionnait. Elle a aussi déclaré que le prévenu l'avait menacée et s'était livré à des voies de fait sur elle, lors de la première arrestation.

Un policier a ensuite raconté la filature dont Gignac a fait l'objet. Ce dernier a ainsi été vu en compagnie de trois jeunes femmes qu'il conduisait entre un appartement de la rue Bourdages, à Québec, et des motels du boulevard Hamel.

C'est au moment où il allait en chercher deux dans un motel que les policiers l'ont intercepté. Dans son auto, ils ont trouvé un calepin contenant des prénoms de femmes, leurs mensurations, la couleur de leurs cheveux, bref leur description complète. De

plus, il y avait un appareil servant à émettre les reçus lors de transactions faites à l'aide d'une carte de crédit, ainsi que des reçus en blanc.

#### Policier en défense

En défense, Me Bélanger a appelé à la barre le sergent-détective André Pouliot, de la sûreté municipale de Québec. Ce dernier a reconnu que la présente accusation réfère aux mêmes événements que ceux de la première, dont Gignac a été acquitté.

Or, cette dernière accusation n'a été portée que le 18 janvier. La jeune protégée de Gignac n'a fait part aux policiers des menaces dont elle aurait été l'objet qu'en décembre. À la suite des menaces, en septembre, elle avait pris la fuite et s'était réfugiée à Chicoutimi.

Le présumé proxénète devra revenir devant le tribunal lundi.

### Pour aider la Fondation de St-François-d'Assise

## Grande course de p'tits canards sur la rivière Saint-Charles, le 12 mai

Un ! deux ! trois ! Partez ! Le 12 mai, 55 000 petits canards

en plastique seront lancés dans la rivière Saint-Charles pour une grande course... de p'tits canards. Les 10 premiers à franchir le fil d'arrivée mériteront de beaux prix à leur heureux propriétaire.

par LOUISE LEMIEUX  
LE SOLEIL

« La grande course de p'tits canards » est la dernière trouvaille de la Fondation de l'hôpital Saint-François-d'Assise pour ramasser 275 000 \$; l'argent servira à des fins de recherche sur les maladies liées à la grossesse, à la prématurité, au mongolisme.

Un camion déversera les 55 000 palmipèdes de course dans la Saint-Charles du haut du pont Lavigne. La course se terminera à la marina Saint-Roch, 1,3 km plus loin. Le plus rapide des canards de plastique prendra 90 minutes avant de franchir le fil d'arrivée, estime M. Jean-Claude Simard, organisateur de l'activité.

Ces canards porteront un numéro, auquel sera associé le numéro du propriétaire, qui aura payé son canard 5 \$. Les canards gagnants rapporteront à leur « parrain » des prix allant de l'automobile, au voyage en Europe, en passant par un billet de saison de ski et un week-end au Manoir Richelieu.

La course aura lieu, même s'il fait un temps de canard ! assure Jean-Claude Simard en riant.

Les membres de la fondation

ont pèché l'idée de la course de canards de plastique à Calgary et à Ottawa, où elle a obtenu un succès boeuf, l'an dernier. Les profits de la course étaient destinés à amasser des fonds pour des hôpitaux. M. Simard s'attend à ce qu'à Québec aussi, l'activité attire les gens, qui pourront suivre la course depuis les berges de la rivière.

« La formule des concerts et des dîners bénéficie commence à être usée. Il fallait trouver autre chose. Et à 5 \$ pièce, tout le monde pourra acheter son canard », explique Gérard Roy, directeur général de l'hôpital. Les gens pourront acheter leur canard dans les supermarchés Provigo.

La Fondation de l'hôpital Saint-François-d'Assise existe depuis 1984. Elle a réussi à amasser quelque 2 millions \$ qui ont servi à acheter des appareils sophistiqués comme le tomographe axial, l'ostéodensitomètre, un échographe, etc.

#### ■ Pétition pour une école

QUÉBEC — Le projet de construction d'une nouvelle école dans Lebourgneuf a reçu l'appui de 2153 personnes qui ont endossé une pétition remise au ministre de l'Éducation, Claude Ryan. La rencontre avec les membres du comité d'école Saint-Bernard a eu lieu en présence du député de Vanier, Jean-Guy Lemieux.

# Une liquidation qui ne vous laissera pas froid

### Ensemble senior de ski de fond\*

1 pre de skis "Artis 669SR" sans cirage ou "Artis 666SR" avec cirage de 180 à 215 cm..... 29<sup>99</sup>  
1 pre de fixations "Omni"..... 6<sup>99</sup>  
1 pre de bâtons "Excel Nova" de 120 à 150 cm..... 11<sup>99</sup>  
1 pre de bottes "Pacer" pour hommes 7 à 13 ou femmes 5 à 9..... 24<sup>99</sup>  
Notre prix pour l'ensemble..... 73<sup>99</sup>

**44<sup>99</sup>** l'ens.

Solde

ARTIS

**ÉCONOMISEZ 75%**

### Ensemble de ski de fond senior\*

1 pre de skis "Spur-M" de 170 à 215 cm ou "Spur-L" de 170 à 210 cm, 1 pre de fixation & 1 pre de bâtons "Artis"..... 129<sup>99</sup>  
1 pre de bottes "Jalaas" de 4 à 13 avec demis..... 59<sup>99</sup>  
Notre prix pour l'ensemble..... 189<sup>99</sup>

**114<sup>76</sup>** l'ens.

Solde

**59<sup>88</sup>** ch.

Porte-skis  
Système pré-assemblé qui s'installe en quelques secondes! Aucun accessoire permanent requis. 4 grandeurs assorties..... Notre prix 79.99

**4<sup>88</sup>** ch.

Chandail à col roulé  
Chandail en coton & polyester. Pour hommes ou femmes. Couleurs & grandeurs assorties..... Notre prix 7.99

### Ensemble senior de ski de fond

1 pre de skis "Artis 692 SR" de 180 cm à 210 cm, 1 pre de fixation "Artis DKD" & 1 pre de bâtons "Artis"..... 109<sup>99</sup>  
1 pre de bottes "Artis DKD" de pointures 6 à 13..... 59<sup>99</sup>  
Notre prix pour l'ensemble..... 169<sup>99</sup>

**99<sup>98</sup>** l'ens.

Solde

ARTIS

**ÉCONOMISEZ 30%**

**4<sup>88</sup>** la pre

Gants ou mitaines  
Pour hommes ou femmes. Couleurs & styles assortis..... Notre prix 6.99

Pour garçons..... Notre prix 5.99

**ÉCONOMISEZ 70%**



Pascal... L'univers du renouvel!



CENTRE COMMERCIAL  
PLACE FLEUR DE LYS  
552, boul. Hamel  
Tél.: 522-7171



CENTRE COMMERCIAL  
PLACE LAURIER  
2730, boul. Laurier  
Tél.: 653-9307



Ces prix sont en vigueur jusqu'à écoulement de la marchandise. "Notre prix" indique notre prix de tous les jours. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

**PASCAL**



loto-québec

Résultats

**Banco**

Vous pouvez miser jusqu'à 21 h les soirs de tirage

PROCHAIN TIRAGE: 90/02/16

Tirage du 90/02/14

|    |    |    |    |    |
|----|----|----|----|----|
| 1  | 8  | 9  | 11 | 12 |
| 14 | 23 | 24 | 31 | 32 |
| 39 | 43 | 44 | 49 | 53 |
| 60 | 62 | 63 | 67 | 70 |

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

## LE GROUPE AZTEC

Division Francine St-Pierre  
255, rue Fortin, bureau 150, Vanier  
Tél.: 687-3672 Fax: 687-2987

**ENFIN!**  
COURS DE JOUR, DE SOIR  
ET FIN DE SEMAINE  
INTENSIVE

Traitement de texte

WordPerfect 4.2 et 5.0

Samna

AES

Micom

Chiffrier, Lotus 1-2-3

N'hésitez pas à nous appeler!

**687-3672**

## Selon l'Union pour la conservation de la nature

# Le projet de port de transbordement pourrait être soumis à la médiation environnementale

L'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) a proposé hier aux parties concernées « la médiation environnementale » au sujet du projet de Luralco d'établir un port de transbordement à Sillery.

par BENOÎT ROUTHIER  
LE SOLEIL

Pour réussir, cette médiation devra être dirigée par une personnalité ayant la confiance des parties et prévoir l'examen de plus d'un emplacement potentiel. Les recommandations du médiateur devront ensuite être acceptées par les parties, de dire le directeur général de l'UQCN, M. Christian Simard.

Celui-ci croit que la médiation peut se faire en dedans d'un an et que la compagnie Luralco, filiale d'Alumax qui construit une aluminerie à Deschambault, peut accepter un tel délai.

Par contre si la médiation échoue, la procédure fédérale

complète d'examen public devrait être enclenchée, il pourrait alors s'écouler deux ou trois ans avant d'obtenir une solution finale.

L'Union québécoise pour la conservation de la nature compte 95 organismes en environnement au Québec et représente plus de 45 000 personnes.

M. Simard espère que les autorités du port de Québec, la compagnie Luralco et les autres parties concernées « regarderont avec sérieux cette proposition de médiation, au lieu de la rejeter du revers de la main ».

L'UQCN soutient qu'il n'est pas sain que les organismes et entreprises s'investissent par la presse interposée et que Luralco, de même que les gouvernements et les groupes de conservation de

l'environnement pourraient trouver intérêt à la médiation.

M. Simard dit que c'est « en toute bonne foi » que l'UQCN tend cette perche aux parties.

Il a rappelé que la médiation a été utilisée au Québec dans deux cas lors du choix d'un emplacement pour les stations de traitement des eaux usées de la Communauté urbaine de Québec (CUQ).

M. Simard tient à préciser que les organismes environnementaux savent faire preuve d'ouverture et qu'ils ne sont pas « des gringos qui s'opposent à tout progrès ».

La médiation, poursuit le directeur général de l'UQCN, c'est « une façon élégante » de régler le dossier du projet de Luralco, et « c'est une façon d'aborder le virage vert dans un esprit de concertation. Si les acteurs économiques ne comprennent pas ça, on sème alors du vent et on va récolter une jolie tempête ».

L'organisme a fait parvenir sa proposition aux ministères fédéraux des Transports et de l'Environnement, MM. Benoît et Lucien Bouchard, et fera pression pour qu'ils soutiennent financièrement et techniquement la démarche.

Une demande de participation va aussi être acheminée au ministère de l'Environnement du Québec, qui risque d'être touché lors de l'examen d'emplacements de rechange.

Le succès de la médiation, de dire M. Simard, dépendra de la bonne volonté des parties, du choix du médiateur et des représentants et spécialistes réunis autour d'un groupe de travail.

C'est à Sillery que Luralco veut réaliser son port de transbordement. Or, le maire, Mme Margaret Delisle, a reconnu hier que le conseil municipal exige maintenant que le transport de l'alumine et du coke se fasse par la voie ferrée qui emprunte le tunnel à côté de la côte Gilmour. Mme Delisle a fait parvenir une lettre en ce sens à la Société du port de Québec. À toutes fins utiles ça veut dire que le Canadien Pacifique hériterait du contrat du transport car il est propriétaire de cette voie ferrée.

Cette exigence veut protéger l'environnement des citoyens qui pourraient être incommodés par le transport par camion ou par la voie ferrée qui longe le boulevard Champlain.



Pierre  
**CHAMPAGNE**

## Ils deviennent agressifs

Connaissez-vous Jim Menard de Vancouver ? Non ? Vous ne manquez rien. Il travaille pour une compagnie de distribution de meubles qui a pour nom Playtech Distributor inc. Or, depuis plusieurs années, la compagnie en question est sur la liste des fournisseurs de la ville de Québec.

Le 18 janvier dernier, André Plante, architecte paysagiste du service de l'urbanisme de la ville de Québec, envoyait à tous les distributeurs du Canada et des États-Unis, la lettre suivante :

« Afin de nous permettre d'effectuer une mise à jour de nos dossiers, auriez-vous l'obligeance de nous faire parvenir, à l'adresse ci-haut mentionnée, une récente liste de prix ainsi qu'un catalogue pour l'exercice 1990, en deux exemplaires. Nous vous remercions à l'avance... »

Cette lettre devait choquer le Ménard en question qui, le 26 janvier, répondait ceci :

« Par ici nous utilisons la langue de Shakespeare plutôt que celle de Molière. »

« Nous nous ferons un plaisir de vous servir en français si vous avez l'obligeance et la simple politesse de vous adresser dans une langue que tous nos employés puissent comprendre. »

« P.S. For reasons bordering on childishness, many purchasers in Quebec prefer to deal with U.S. rather than Canadian companies outside Quebec. Surely you don't expect all U.S. manufacturers to correspond entirely in French, do you ? »

Si moi j'étais à la place de M. Plante, j'écrirais une autre lettre à ce M. Menard, toujours en français bien sûr, pour l'inviter, très poliment, à aller se faire cuire un oeuf. Après tout, il n'est pas le seul distributeur de meubles dans le pays.

## Ils deviennent agressifs (2)

Une compagnie de Sault Ste-Marie, la English Enterprises, vient de faire publier une annonce dans le « Sault Star » pour vendre des T-shirts supportant la nouvelle résolution du conseil municipal. Les guenilles en question se vendent 11,95 \$ chacune et ceux qui en commandent peuvent y faire inscrire l'une ou l'autre des phrases suivantes :

- 101- ENGLISH EH!
- 102- CAN YOU SAY ENGLISH, I BET YOU CAN
- 103- OOPS! PARDON MY ENGLISH
- 104- LOVE IS ENGLISH COTING COUNCILS
- 105- IF IT AIN'T ENGLISH, NO COMPRENDE
- 106- ENGLISH, NO PROBLEM
- 107- COAST TO COAST IT'S ENGLISH WE BOAST
- 108- ENGLISH 100 % NATURAL INGREDIENTS

J'ai téléphoné au Centre francophone de Sault Ste. Marie pour connaître le nom des propriétaires de la English Enterprises, mais personne, là-bas, ne les connaissait. Du moins pas pour l'instant. C'est une toute nouvelle compagnie, formée pour la circonstance.

Provocation ou nationalisme ? À vous de juger. Au Québec, on a déjà vendu des T-shirts sur lesquels il était écrit : « Dites-le en français ! » On devrait peut-être en inventer d'autres, comme :

- 102- RÉPÉTEZ EN FRANÇAIS S.V.P.
- 103- HONNI SOIT QUI MAL Y PENSE
- 104- DIEU ET MON ROI
- 105- JE M'AIME EN FRANÇAIS
- 106- AFFICHONS EN FRANÇAIS
- 107- SOT STE MARIE
- 108- SOTTE STE MARY

Provocation ou nationalisme ? À vous de juger.

## La bande à Gillet

Toute l'équipe de la bande à Gillet de CJRP, ils sont une douzaine de joyeux lurons « zé » luronnes, s'était réunie, mardi soir dernier, au restaurant Le Vendôme, dans la côte de la Montagne, pour y inviter à souper leurs valentines et valentins. Plus de 300 auditeurs et auditrices de cette émission matinale populaire avaient répondu à l'invitation de l'animateur Robert Gillet et pris la peine d'écrire un petit mot d'amour à chacun des membres de la bande. C'est parmi ces 300 disciples de Cupidon que la bande à Gillet choisissait son partenaire pour le souper. Au menu, entre autres, le consommé valentine et le lapin amoureuse... et non les amourettes de lapin.

Deux anecdotes à souligner : le directeur de l'information du SOLEIL, mon boss, Denis Angers, était courtois par Annie Galarneau, une toute jeune fille de 15 ans que son papa vint quérir sur le coup de 22 h 30. Denis fait 2,5 fois l'âge d'Annie qui fut conquise, m'a-t-elle déclaré, par la voix et l'érudition de son Valentin.

Quant à la Valentine de l'animateur sportif Jean Perron, elle avait malheureusement eu la délicate attention de lui apporter un radio-baladeur afin que celui-ci puisse, en même temps qu'il mangeait, écouter la partie de hockey opposant les Nordiques aux Canucks... ce qu'il fit. La caouette se limita à bien peu de mots entre la belle et la bête. Les Nordiques gagnaient, c'est tout ce qui importait.

La photographie qui accompagne ce texte a été prise quelques minutes avant les libations. On reconnaît, à l'extrême gauche, le propriétaire du restaurant Le Vendôme, Manuel Garcia.



La bande à Gillet

Vous pouvez joindre l'auteur de cette chronique de 9 h à 12 h, du lundi au jeudi, au numéro 647-3394.

**W.E. BÉGIN**  
BOUCHERIE CHARCUTERIE  
DEPUIS 1904

**HORS D'OEUVRE ET CHEF D'OEUVRE**

PLATEAUX DE HORS-D'OEUVRE SURGELÉS, IDÉAL POUR ACCUEILLIR DE 4 À 6 PERSONNES.

CONTIENT 6 HORS-D'OEUVRE DIFFÉRENTS :

- 4 CHAUSSENS À LA VIANDE
- 4 MINI-QUICHES LORRAINE
- 4 MINI-PIZZAS GARNIES
- 4 MINI-FONDUS PARMESAN
- 4 SAUCISSES ENROBÉES DE BACON
- 4 VOL-AU-VENT AUX FRUITS DE MER

**SPÉCIAL 8,39\$**  
JUSQU'AU 24 FÉVRIER:

DISPONIBLES DANS NOS TROIS SUCCURSALES

500, rue Saint-Jean 524-5271  
520, de la Salle et 535, de la Reine 529-1331  
3261, Chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy 651-5922

**LA CLINIQUE TARDIF ENR.**  
400, boul. Jean-Lesage, bureau 100  
Tél.: 529-9721

**DR BERNARD BERTHIAUME  
DR JEAN DESLANDES  
DR MARTIN GIASSON  
DR PAUL LAMBERT**

**Optométristes**

- Examens de la vue
- Verres de contact
- Lunettes
- Soins professionnels complets

**Très belles horloges grand-père sculptées**

**GALERIE DES SCULPTEURS**  
907, boul. Rochette, Beauport 666-1952

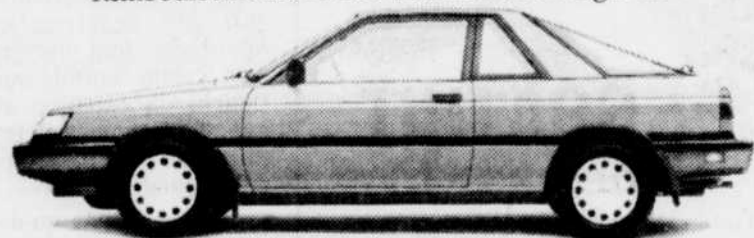
Plus de 25 sculpteurs de renom représentés sous un même toit

# Les coffres-forts de Nissan



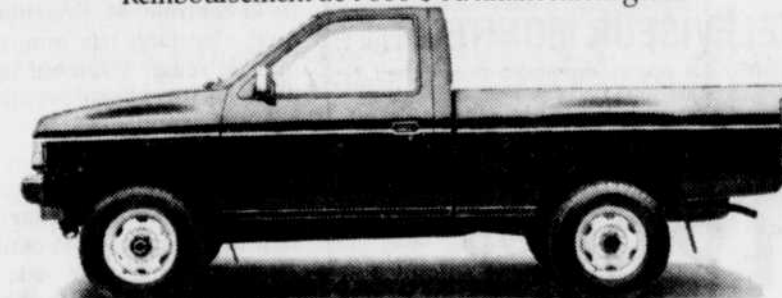
Sentra DLX 4 portes 1990, gagnante du trophée CAA 1990

Remboursement de 1 000 \$ ou financement génial\*



Sentra coupe XF 1990, gagnante du trophée CAA 1990

Remboursement de 1 000 \$ ou financement génial\*



Costard Sport 4x4 1990

Remboursement de 1 000 \$ ou financement génial\*



Costard King Cab DLX 1990

Remboursement de 1 000 \$ ou financement génial\*



Pour une période limitée, toutes les Sentra et tous les camions Costard de Nissan vous donnent quelque chose de plus. De l'argent. En quel honneur ? C'est pour célébrer notre 25e anniversaire.

Mille dollars en argent comptant. Mille dollars, instantanément ! Que vous pouvez ajouter à votre versement initial... ou que vous pouvez garder, tout simplement.

Et le plus fort, c'est que Nissan vous offre le choix : soit 1 000 \$ de remboursement, soit des offres de financement absolument géniales... jusqu'à 60 mois ! Vous pouvez même emprunter le montant total de votre achat.

D'une façon ou de l'autre, vous épargnez. Et en achetant une Sentra ou un Costard, vous avez tout à gagner. Prenez la Sentra, par exemple. Tout le monde sait depuis longtemps que c'est l'une des voitures les plus fiables sur le marché. En voici la preuve : la Sentra vient de remporter le célèbre trophée pyramidal 1990 de l'Association canadienne des automobilistes (CAA), symbole de fiabilité et emblème de la satisfaction générale des consommateurs.

Quant au Costard, il vous offre le moteur standard le plus puissant de sa catégorie : 2,4 litres, 134 chevaux et 58% plus de puissance qu'un camion Mazda ou 30% de plus qu'un Toyota.

Ne perdez pas votre temps, passez vite chez votre concessionnaire Nissan.

Les célébrations 25e anniversaire



génial...et humain\*

\*La remise du fabricant et l'offre de financement incluent la contribution du concessionnaire et s'appliquent aux Sentra et camions Costard en stock chez le concessionnaire. Ces offres ne peuvent être jumelées. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

L'Association des concessionnaires Nissan du Québec.

La ministre Bacon définit l'objectif des prochaines audiences publiques

## La commission ne doit pas tourner au procès d'Hydro-Québec

La ministre Lise Bacon ne veut pas que la commission parlementaire spéciale dont elle a annoncé hier la tenue ne dégénère en procès d'Hydro-Québec mais elle souhaite que cette consultation soit l'occasion de considérer l'ensemble des moyens disponibles pour répondre aux besoins en électricité des Québécois. Le mandat de la commission paraît cependant moins large qu'on aurait pu le prévoir.

par ANDRÉ FORGUES  
LE SOLEIL

Le porte-parole de la ministre, M. Bernard Hogue, explique que les intervenants qui s'y inscriront pourront discuter autant d'énergie nucléaire ou de gaz naturel que d'hydro-électricité. Le mandat rendu public hier porte « sur l'énergie électrique au Québec » et non pas sur la politique énergétique, même si c'est ce dont la ministre parlait il y a deux semaines, lorsqu'elle a pour la première fois évoqué publiquement son projet de tenir une pareille consultation.

M. Hogue disait hier que le but de la commission parlementaire n'est pas de revoir la politique énergétique qui a été adoptée à l'automne 1988 par le gouvernement Bourassa mais de se pencher sur la question de l'électricité qui en était un volet majeur.

Selon le communiqué officiel, la commission doit examiner : la place de l'électricité dans les be-

soins énergétiques du Québec ; la situation et l'évolution à moyen et long termes de la demande québécoise d'électricité ; les orientations à moyen et long termes pour répondre à cette demande ; les moyens proposés au plan de développement d'Hydro-Québec pour fournir l'électricité nécessaire et les moyens de concilier la satisfaction de ces besoins avec la qualité de l'environnement et le développement économique durable.

Cette commission parlementaire entreprendra ses travaux le 8 mai et durera quelques semaines. Ceux qui voudront y participer doivent s'inscrire et faire parvenir leur mémoire avant le 6 avril. On ne pouvait indiquer hier si le premier ministre Bourassa lui-même participera au moins en partie aux travaux, étant donné l'extrême importance qu'il a toujours accordée au développement hydro-électrique.

Quant au plan de développement d'Hydro, il sera publié dès le début de mars, comme à chaque

année, et pourra être discuté par les députés à l'occasion de la commission parlementaire ordinaire qui se penche sur la demande d'autorisation de hausses de tarifs présentée par Hydro.

Dans une entrevue publiée à la fin de janvier, Mme Bacon avait révélé son intention de tenir une telle commission au terme de laquelle elle entendait arrêter sa

propre opinion sur les solutions à retenir en matière d'énergie.

Selon M. Hogue, la ministre n'a pas arrêté de calendrier pour tirer ses conclusions de ce qu'elle entendra. D'ici là, on affirme n'avoir donné aucune instruction à Hydro-Québec de suspendre des pourparlers qui seraient en cours pour exporter de l'électricité, aucune entente à cet effet n'apparaissant d'ailleurs imminente.

### Négos à Hydro-Québec

Par ailleurs, à son arrivée à la réunion hebdomadaire du conseil des ministres, Mme Bacon avait indiqué qu'elle rencontrerait demain les dirigeants du syndicat des employés d'Hydro-Québec qui ont sollicité son intervention dans les négociations en cours.

« Il faudrait bien s'entendre que nous ne les rencontrons pas

pour négocier, nous les rencontrons pour les écouter, entendre ce qu'ils ont à dire », a-t-elle toutefois insisté avant de préciser qu'elle avait hier une réunion avec les dirigeants d'Hydro dont elle affirme qu'ils tentent de modifier le mandat de leurs négociateurs. Pour l'instant, la ministre dit qu'elle n'a pas l'intention d'intervenir, les services essentiels ayant été maintenus.

## Les pourparlers pour assurer le maintien des services essentiels en électricité se multiplient

Les auditions devant le Conseil des services essentiels se multiplient pour Hydro-Québec et les syndicats représentant les 14 000 techniciens, employés de bureau et de métiers. Ces derniers rencontreront demain la ministre de l'Énergie et Ressources, Mme Lise Bacon, afin qu'elle intervienne dans le dossier.

par BRIGITTE BRETON  
LE SOLEIL

Hier, le Conseil des services essentiels avait convoqué à Québec, Hydro et le syndicat des employés de métiers de la région Montmorency, afin de vérifier si les employés respectaient la liste des services essentiels. La partie patronale allègue que le syndicat re-

fuse régulièrement de fournir du personnel afin de réaliser des travaux en surtemps, le soir, les fins de semaine et les jours de grève.

Le Conseil déterminera au cours des prochains jours s'il émettra ou non une ordonnance pour obliger le syndicat des 770 employés de métiers d'Hydro-Québec de la région Montmorency, à réaliser des heures supplé-

mentaires de travail pour réparer les câbles de relève dans le réseau souterrain de l'agglomération de Québec.

Le vice-président de la région Montmorency et responsable du comité provincial des mesures d'urgence, M. Jean-Marie Gonthier, a expliqué que sept câbles souterrains de la haute-ville de Québec, de Sillery, de la pointe Sainte-Foy et du quartier Saint-Roch à Québec, sont toujours privés de système de relève. En cas de bris, les pannes pourraient donc durer entre huit et 30 heures, comparativement à deux heures si le réseau dispose d'un

câble de relève.

Le représentant syndical Roger Bédard a soutenu pour sa part que la situation n'est pas alarmante, ni pour Hydro ni pour les abonnés. Il maintient que les employés ont accepté de faire des heures supplémentaires de travail, sauf lorsqu'Hydro a mal planifié les travaux ou lorsque l'employeur a suspendu un jointeur et ainsi mécontenté ses collègues.

Le procureur d'Hydro, M. André Loranger, estime pour sa part que le syndicat est en « violation claire et chronique, et ce par mauvaise foi, de la liste des services essentiels qu'il a lui-même déposé pour avoir droit à la grève ». Il demande également au Conseil des services essentiels de songer à émettre une ordonnance « nationale » puisqu'en plus de ceux identifiés dans Montmorency, des problèmes persistent dans les régions de Montréal, Mauricie et Richelieu.

Outre cette demande, le Conseil des services essentiels devra aussi se prononcer sur une plainte de lock-out, formulée hier par le syndicat des employés de bureau du secteur Des Seigneuries, à Saint-Bruno. Le syndicat estime qu'Hydro ne respecte pas les services essentiels à cet endroit, puisqu'elle a décrété un lock-out pour 80 employés.

## La situation est tendue à Gentilly 2

La tension monte à la centrale nucléaire Gentilly 2 où la direction et le syndicat s'accusent mutuellement de prendre des risques avec la sécurité.

par GILLES BOIVIN  
LE SOLEIL

Le directeur de la centrale de Bécancour, M. Roland Boucher, réagissait vivement en début de semaine à certains actes de « vandalisme » qui seraient survenus au cours de la fin de semaine. Dans une note interne au personnel, le directeur de la centrale, M. Roland Boucher, dit craindre « qu'une minorité de tristes individus ne mettent en danger l'avenir du nucléaire au Québec ». Cette directive a été motivée par des bris d'équipements « non critiques » au cours de la fin de semaine.

C'est la première fois que de tels événements surviennent depuis l'émission, en octobre dernier, d'une ordonnance du Conseil des services essentiels interdisant tout moyen de pression à cette centrale nucléaire. M. Boucher a expliqué au SOLEIL que six manomètres et une vingtaine de fluorescents ont été endommagés.

Reconnaissant qu'il ne s'agissait pas d'instruments de « haute criticité » pour le fonctionnement de la centrale, M. Boucher estime qu'il n'en était pas moins important de réagir vivement pour empêcher un accroissement des actes de vandalisme.

### Problèmes sérieux

Les représentants syndicaux n'ont pas été long à réagir, accusant la direction de la centrale de chercher à masquer sous ces accusations un bris mécanique important survenu à la centrale la semaine dernière.

Les représentants syndicaux estiment qu'Hydro n'a pas entrepris suffisamment l'appareil de rechange qui devrait normalement prendre la relève de celui qui a été endommagé au cours de la fin de semaine. Si ce dernier ne peut être utilisé, on ne pourra procéder au chargement du réacteur et la centrale devra laisser baisser la puissance, soutiennent les représentants syndicaux.

« On cherche maintenant à monter en épingle des incidents mineurs pour faire porter sur les syndicats l'odieuse d'un éventuel arrêt du réacteur de la centrale », prétend M. Cossette.

**car DécoMeuble est EXTRA**

**... On vient de loin**

**réglez le SOLDE en JUILLET 90\***

**RABAIS DE 50 \$**

**TÉLÉVISEUR 21 POUCES** Rég.: 849<sup>95</sup>  
**799<sup>95</sup>**

doté d'une télécommande multi-fonctions avec affichage des réglages à l'écran, d'une capacité de télédistribution de 181 canaux, d'entrées audio-vidéo et sortie audio variable, d'une réception stéréo multi-voies, et plus encore. Dimensions L. 49,9cm, P. 48cm, H. 51,6cm.

**SONY**

**RABAIS DE 50 \$**  
**MAGNÉTOSCOPE** Rég.: 499<sup>95</sup>  
**449<sup>95</sup>**

avec circuit VHS "HQ", transport de bande "Rapid Access", capacité de télédistribution de 155 canaux, compteur en temps linéaire, minuterie de 1 an/6 interventions, affichage de programmation à l'écran avec télécommande.

**RABAIS ADDITIONNELS**  
**50\$ / 100\$ / 150\$** du manufacturier SONY  
tous les détails en magasin

|                                                                             |                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Achetez un téléviseur Triniton et un magnétoscope Sony                      | Recevez une remise en argent de 50 \$ plus un bon-rabais de 100 \$ sur l'achat d'une caméra Handycam  |
| Achetez un téléviseur Triniton et une caméra Handycam                       | Recevez une remise en argent de 100 \$ plus un bon-rabais de 50 \$ sur l'achat d'un magnétoscope Sony |
| Achetez un magnétoscope Sony et une caméra Handycam                         | Recevez une remise en argent de 100 \$ plus un bon-rabais de 50 \$ sur un téléviseur Triniton         |
| Achetez un téléviseur Triniton, un magnétoscope Sony et une caméra Handycam | Recevez une remise en argent de 150 \$                                                                |

**GRATUIT**  
**une base t.v.**  
d'une valeur de 149<sup>95</sup> \$ avec l'achat de ce modèle moniteur 28 pouces.

**TÉLÉVISEUR MONITEUR**  
STÉRÉO 28 pouces, également doté d'une télécommande multi-fonctions avec affichage des réglages à l'écran, d'une capacité de télédistribution de 181 canaux, d'entrées audio-vidéo, sortie audio variable, une minuterie d'interruption automatique, et plus encore. Dimensions: L. 67,2cm, H. 65cm, P. 52,4cm.

**1299<sup>95</sup>**

**DécoMeuble**

SERVICE APRÈS-VENTE 683-3471 ET 1-800-463-7215  
LIVRAISON GRATUITE

**Vanier**  
100, Chabot (près des Halles Fleurs de Lys) 683-9600

**Sainte-Foy**  
2635, Hochelaga (Place de la Cité) 657-6902

**Charlesbourg**  
8500, Henri-Bourassa 627-3073

**Beauport**  
4175, boul. Sainte-Anne 667-7851

(extérieur de Québec)  
1-800-463-7209

# Ici c'est pire qu'à Sault Ste. Marie, affirme Robert Libman

Ce qu'ont subi les francophones de Sault Ste. Marie n'est rien à côté de ce que doivent endurer les anglophones du Québec, a soutenu, hier, le président du Parti égalité, M. Robert Libman. Pire encore, à en croire le PE, les écoles et les hôpitaux anglophones du Québec sont menacés de disparaître.

par MICHEL DAVID  
LE SOLEIL

« La loi 101 est beaucoup plus restrictive que ce qui s'est passé à Sault Ste. Marie », a déclaré M. Libman en conférence de presse, hier, expliquant que les francophones du « Soo » ne constituaient que 3 % de la population et qu'ils ne recevaient aucun service en français de toute façon.

Sous l'empire de la loi 101, « si 49 % de la population est non francophone, l'Office de la langue française dit que la municipalité ne peut pas fournir des services en français », a poursuivi M. Libman, disant ignorer le fait que dans 92 % des municipalités dites unilingues françaises, des services en anglais étaient quand même disponibles.

Quoi qu'il en soit, le chef du PE a fait valoir que, contrairement à ce qui s'est produit au Québec dans le cas de la loi 178, les francophones de Sault Ste. Marie n'ont subi « aucune suspension des droits fondamentaux ».

De toute façon, on ne peut pas mettre sur un même pied les anglophones du Québec et les francophones hors Québec, a soutenu M. Libman.

« La réalité est qu'il existe ici 1200 000 de personnes qui ne sont pas francophones, dont 75 % sont concentrées dans un rayon de 40 kilomètres de Montréal. Ça représente une population qui dépasse la population totale de sept provinces canadiennes sur dix. Les francophones hors Québec sont dispersés sur une superficie égale à l'Europe », a-t-il expliqué.

Établissant une subtile distinction entre être « bien traité » et être « confortable », le chef du PE s'est élevé contre la croyance selon laquelle la communauté an-

glo-québécoise est « la minorité la mieux traitée au monde ».

« C'est une notion absolument aberrante, s'est emporté le député de Westmount, M. William Holden, assis aux côtés de son chef. On est une minorité qui a une histoire de centaines d'années, des générations de gens, on a créé notre propre... à un moment donné, la ville de Montréal était en majorité anglophone. Ce n'est pas une question d'être bien traités ou mal traités. On ne demande de cadeau à personne. On demande nos droits ».

## Institutions menacées

M. Holden a soutenu que l'avant-projet de loi sur la santé et les services sociaux, qui fait présentement l'objet d'un examen en commission parlementaire, enlèverait aux anglophones le contrôle de leurs hôpitaux.

« C'est un plan d'extermination ou quoi ? » a demandé un journaliste. « Oui ça rime à ça », a répondu M. Holden, sans reprendre lui-même l'expression. « Ça rime à quoi ? » a poursuivi le journaliste.

« Des identités... L'identité des institutions minoritaires, anglophones et juives, vont disparaître sous le régime de l'avant-projet », a précisé M. Holden. « Mais l'avant-projet de loi ne passera pas », a-t-il aussitôt ajouté.

Selon son chef, M. Libman, les écoles anglophones sont également menacées. Cette fois, à cause de la loi 107, dont certains chapitres sont actuellement devant les tribunaux.

## Mauvaise humeur

Les représentants du PE semblaient de bien mauvaise humeur, hier. Quand LE SOLEIL a voulu savoir si le parti avait finalement

réglé ses problèmes avec son attachée de presse, qui avait démissionné à la fin de janvier parce qu'elle n'était pas payée depuis

trois mois, M. Holden s'est encore impatienté, déclarant que la chose avait été réglée entre avocats.

« Comment vous joindre si

vous n'avez pas d'attaché de presse ? »

« Appelez-moi ».

« J'ai essayé, il y a dix jours,

mais je n'ai jamais eu de retour d'appel.

« Je ne voulais pas vous parler ».

# Ryan fait la leçon aux organismes nationalistes

S'il affirme que le gouvernement n'a pas déjà décidé d'autoriser le bilinguisme dans la signalisation routière et dans les centres de ski, le ministre Claude Ryan soutient que les organismes nationalistes n'empêcheront pas que ce dossier soit étudié.

par ANDRÉ FORGUES  
LE SOLEIL

Devant l'opposition déjà exprimée par ces groupes nationalistes, le ministre rétorque qu'il n'a encore jamais rencontré une personne pouvant l'empêcher d'étudier une question qui relève de l'intérêt public.

Si ces organismes « ont des observations à faire, ils peuvent les faire au comité que préside M. (Jean-Claude) Rondeau. Ils sont bienvenus, le comité les écouterait volontiers », dit M. Ryan. « Laissons le comité faire son travail, cessons de multiplier les peurs artificielles », demande le ministre.

Il ajoute ne pas craindre que cette question ranime les tensions linguistiques au Québec. « Si j'avais eu des craintes, je n'aurais pas fait ce que j'ai fait. Si vous adoptez une attitude raisonnable, vous pouvez raisonnablement compter que la population comprendra ».

Interrogé sur la possibilité de

recourir à des pictogrammes dans l'affichage plutôt qu'à une ou à deux langues, le ministre affirme qu'il ne veut pas dicter de ligne de conduite au comité et il a invité ceux qui pourraient avoir des suggestions à formuler à les transmettre à ce comité qui doit lui faire rapport à la fin de mars.

À ce moment, dit M. Ryan, « si on me soumettait un rapport indiquant qu'il est nécessaire d'apporter certaines modifications au régime de manière à ce que la sécurité des gens soit fortement assurée, je serai obligé de l'examiner en conscience. Le rapport sera porté à votre connaissance : on en discutera et on verra ».

Dans cette affaire, M. Ryan admet que le visage français du Québec « est une considération importante. L'esprit de la loi 101 veut que le visage du Québec soit français, en particulier dans l'affichage. Cela reste la politique de base. S'il arrive que cette politique crée, dans certaines situations, un danger pour la vie humaine, on va l'examiner ».

Il donne l'exemple de l'avis imprimé par les fabricants sur des contenants qui renferment des substances dangereuses. Dans ce cas, rien n'empêche d'inscrire un avertissement en français, en anglais et en espagnol, ce qui fait dire au ministre que « la loi du Québec est déjà compréhensive dans ces matières ».

Par ailleurs, le ministre refuse de voir une relation entre cette question et la renaissance du débat linguistique en Ontario.

« Je ne pense pas qu'il y ait de rapport entre les deux. Moi, je suis responsable de l'application de la loi sur la langue française au Québec, je le fais consciencieusement. Nous avons réussi à calmer les choses considérablement depuis un an, je pense bien. J'ai toujours dit que si on me présente une situation qui exige un examen consciencieux, on pourra compter sur moi pour faire l'examen ».

Lennoxville

D'autre part, M. Ryan dit qu'il n'entend pas jouer au « préfet de discipline universel » et intervenir dans le dossier des étudiants ontariens qui fréquentent l'université

Bishop à Lennoxville, en Estrie, et qui ont publié une liste satirique des dix éléments qui font du Québec une société distincte. Ils énuméraient notamment la bière, Mitsou, René Simard, le PQ qu'ils assimilent au FLQ, une forme unique de racisme.

Le principal de l'université Bishop est « parfaitement capable de s'occuper de ces questions sans être l'objet de remontrances particulières du ministre », dit M. Ryan.

**POUR MIEUX CONSOMMER...**

Les pages "Consommation" du Mercredi: Un guide pratique pour une consommation plus rationnelle, un budget mieux équilibré et une meilleure protection du consommateur.

**LE SOLEIL**  
ABONNEMENT: 647-3333  
Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362

Heures d'affaires:  
Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30  
Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00

**BARMAN — BARMAN**

- Cours de Service au Bar
- Offerts par l'École des Maîtres
- Service de Placement
- Permis du Ministère de l'Éducation

GRATUIT pour certains bénéficiaires de l'aide sociale. RABAIIS ÉTUDIANT

737, côte d'Abraham - 529-5333

**BUREAUX À LOUER À CHARLESBOURG**  
(1re Avenue, près boul. de la Capitale)

- Différentes grandeurs disponibles
- De 500 pi ca à 4000 pi ca
- Prix compétitifs
- Tout aménagé
- Grand stationnement gratuit

**623-9878**

**SÉDUISANTE**  
une fois pour toutes!

**Maquillage permanent**

ESTHÉTIQUE NOUVEAU CONCEPT inc.

LE SPÉCIALISTE N° 1  
Le seul à ne faire que du maquillage permanent

|                           |           |                        |
|---------------------------|-----------|------------------------|
| <b>Sourcils</b>           | 399 POUR  | 299\$ ou 49\$ par mois |
| <b>Lèvres</b>             | 399 POUR  | 299\$ ou 49\$ par mois |
| <b>Yeux</b>               | 499 POUR  | 399\$ ou 49\$ par mois |
| <b>Maquillage complet</b> | 1299 POUR | 899\$ ou 89\$ par mois |

Super spécial: ligne du bas de l'oeil seulement 199\$

**PLACE FLEUR DE LYS** Entrée no 5  
Pour rendez-vous et renseignements: **649-1119**

**COUPON-RABAIIS** 25\$ (un par client)

**SPÉCIAL DE LA SEMAINE ORDINATEUR**

**COMPATIBLE IBM**

- 640 Ram • Lecteur 5.25 po 360 K • Clavier 101 touches • Ports série/parallèle/horloge • Carte mono/graphique

|                                 |                   |
|---------------------------------|-------------------|
| ■ Écran monochrome              | 158 <sup>70</sup> |
| ■ Carte contrôleur              | 71 <sup>80</sup>  |
| ■ Souris avec logiciel D. Halo  | 74 <sup>80</sup>  |
| ■ Disquettes 360 K, boîte de 10 | 4 <sup>81</sup>   |

**VENTE SERVICE LOCATION 529-0829**

**A.D.A. Bureautique**

**La semaine de relâche EN ANGLAIS**

**IMMERSION ANGLAISE POUR JEUNES DE 6 À 12 ANS**  
du 5 au 9 mars, de 9 h à 16 h

Animation • Jeux • Activités pédagogiques et culturelles • Excursions. Groupes de 7 maximum (chacun apporte son dîner) **150\$**

UNE FAÇON AGRÉABLE D'APPRENDRE L'ANGLAIS  
Aussi inscriptions en cours pour nos sessions d'été de deux semaines, pour jeunes et adolescent(e)s de 8 à 16 ans

**Les Ateliers de conversation anglaise**

**SAINT-FOY**  
Place de la Cité  
2635, boul. Hochelaga  
Bureau 206, G1V 4T3  
Tél.: 657-2600

**CHARLESBOURG**  
Complexe Quatre-Saisons  
510, boul. de l'Atrium  
Bureau 300, G1H 7H1  
Tél.: 623-1061

**SURPLUS D'INVENTAIRE**

Renaud & Cie vous offre des prix incomparables dans les plus beaux modèles signés

**Johnson Brothers**

Quels que soient les motifs, ils sont aussi beaux les uns que les autres et l'un d'eux comblera certainement vos désirs.

**EN GRAND SPÉCIAL**

Modèles: Caroline, Éternel Beau, Malvern, Summerfields, Tulip Time

|                                                    | SPÉCIAL      |
|----------------------------------------------------|--------------|
| 8 couverts, 45 morceaux<br>prix régulier 695 \$    | <b>382\$</b> |
| 12 couverts, 65 morceaux<br>prix régulier 955 \$   | <b>525\$</b> |
| 8 couverts, 61 morceaux<br>prix régulier 891 \$    | <b>490\$</b> |
| 12 couverts, 89 morceaux<br>prix régulier 1 249 \$ | <b>685\$</b> |

(sur marchandises en magasin seulement)

**Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi**

**Renaud & cie**  
82, rue Saint-Paul  
692-0144

**ACHETEZ EN TOUTE SÉCURITÉ!**  
**EXIGEZ LA QUALITÉ EPSON®**

**LQ-2550**  
"L'IMPRESSION EN COULEUR"

- 400 C.P.S., 24 aiguilles
- Entraînement du papier "Smartpark/Short Tear-Off"
- Panneau de sélection L.C.D. "Selectype"

Travail professionnel avec Word Perfect/Lotus/Autocad.  
Idéal pour les dessins en couleur.

**IDO**

3200, Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy  
**651-1882**  
Sans frais: 1-800-463-5285

**Meubles Design inc.**

**SOLDE BI-ANNUUEL 10% à 50%**

**1000, BOUL. DES CAPUCINS (418) 525-4671**

**PRÉSENTÉMENT EN COURS VENTE ANNUELLE DE CARPETTES**  
exclusives et importées des quatre coins du monde  
1000 nouvelles carpettes en inventaire  
Rabais allant jusqu'à **60%** JUSQU'AU 15 MARS 1990

**ROCHETTE**  
Le plus grand choix de carpettes à Québec

Aussi, faites votre choix de tapis parmi nos super spéciaux à notre

**BOUTIQUE Collection PEERLESS**

Place de la Cité  
2635, boul. Hochelaga  
Sainte-Foy  
**651-2919**

Afin de promouvoir le bilinguisme au Canada

## Des municipalités de C.-B. lancent une contre-offensive

OTTAWA — La capitale de la Colombie-Britannique a lancé un mouvement en faveur de la réconciliation entre anglophones et francophones qui, relayé par la Fédération canadienne des municipalités, est en train de faire tache d'huile.

par MICHEL VASTEL  
Edimedia

Tout a commencé le 8 février lorsque le conseil municipal de Victoria a entériné à l'unanimité une résolution demandant à la Fédération des municipalités « d'exhorter les villes canadiennes et d'autres gouvernements à agir avec créativité afin de promouvoir la bonne volonté et la confiance parmi les diverses communautés du Canada, et surtout dans les relations entre nos peuples d'expression française et anglaise ».

Le parrain de la résolution, Keith Cowan, a tout un passé puisqu'il fut à l'origine, en mai

1980, d'une pétition devant être signée par un million de Canadiens et demandant aux Québécois de rester dans la fédération. Il remit cette pétition en personne à René Lévesque.

Keith Cowan a expliqué, au cours d'un entretien téléphonique, que son mouvement en faveur de la réconciliation entre anglophones et francophones n'est pas seulement appuyé par des leaders du Canada anglais comme Peter Newman ou Bruce Hutchinson, mais également par des personnalités comme Jack Lee, l'un des membres les plus influents de la communauté chinoise, et Moyney Jawl, des communautés autochtones.

Il se trouve aussi que l'actuel président de la Fédération des municipalités, George Ferguson, est maire d'une petite ville de Colombie-Britannique, Abbotsford. Dès vendredi dernier, il expédiait aux 540 municipalités canadiennes, dont les plus importantes villes du Québec, un message rappelant que « les réalités démographiques du Canada sont telles que, dans la plupart des municipalités, la minorité n'est pas assez importante en nombre pour qu'on puisse envisager de lui fournir des services dans sa langue... Mais les villes canadiennes devraient agir avec tolérance et générosité en ce qui concerne les droits des minorités de langue officielle ».

Joint hier soir à Halifax, George Ferguson a expliqué qu'il était personnellement intervenu, mais en vain, auprès de ses collègues de Sault Ste. Marie et de Thunder Bay. « Il y en aura toujours quelques-unes qui agiront de la sorte, a déclaré le président de la fédération. Mais vous allez voir que la majorité des villes ca-

nadiennes agiront dans le sens de notre résolution ».

De fait, après la ville de Victoria, c'est la ville de Duncan, en Colombie-Britannique toujours, qui a passé une résolution identique, lundi soir, et on s'attend à ce que la ville de Nanaimo emboîte le pas à la première occasion. Ainsi, le mouvement de réaction contre les résolutions extrémistes de certaines villes ontariennes vient de l'extrême ouest du pays, puisque ces trois villes sont dans l'île de Vancouver.

Les associations des municipalités du Manitoba et de la Saskatchewan, de même que la ville de Fredericton, songent elles-mêmes à relayer le mouvement parti de Victoria. L'Association des municipalités de l'Ontario a également été saisie de la résolution de Victoria.

La résolution adoptée par la capitale de la Colombie-Britannique rappelle d'ailleurs que « les valeurs anciennes de confiance, de bonne volonté mutuelle et de compromis qui étaient les pierres angulaires de la fondation du Canada en 1867 sont sous la responsabilité de chaque génération qui doit les renouveler et les maintenir, pour le bien-être continu de ce Canada qui fait l'envie du monde ».

Il est aussi intéressant de noter qu'il y a quelques mois, la même ville de Victoria a refusé d'entériner une résolution « unilinguiste » présentée par les membres de l'Association for the preservation of English in Canada (APEC), le même mouvement qui est à l'origine du vote du conseil municipal de Sault Ste. Marie.

Keith Cowan, qui a d'ailleurs son propre correspondant dans la ville de Québec, Robert Pelley, déplore que les médias canadiens, en particulier ceux du Québec, ne donnent pas assez de publicité aux résolutions des villes de Colombie-Britannique, alors que les villes de l'Ontario ont fait les manchettes pendant plusieurs jours.

La ville de Victoria et la Fédération des municipalités ont également fait parvenir leurs messages au premier ministre et aux chefs des gouvernements provinciaux. Il est possible que Brian Mulroney profite du débat en faveur de la reconnaissance des langues officielles, cet après-midi aux Communes, pour en faire écho.

Car après bien des tergiversations, les trois partis fédéraux se sont enfin entendus pour débattre aujourd'hui d'une motion qui « réaffirme l'engagement (de la Chambre des communes) à proté-

ger, appuyer et promouvoir la dualité linguistique canadienne, tel que reflété dans la modification constitutionnelle de 1987 et la loi sur les langues officielles de 1988 ».

À la dernière minute, hier après-midi, libéraux et néo-démocrates ont demandé que seuls les trois chefs de parti soient autorisés à parler et qu'on prenne le vote dès ce soir.

« Le premier ministre croit trop à l'importance de cette question, a confié le leader du gouvernement, Doug Lewis. M. Mulroney veut qu'on débattre de cette résolution. » Ce n'est donc pas avant lundi, ou peut-être même mardi — jour du dépôt du budget — que les députés auront l'occasion de renouveler leur attachement à la politique sur les langues officielles... dans l'esprit de l'entente constitutionnelle du lac Meech.

Les trois chefs de parti sont dans une situation délicate puisque leurs députés sont loin de faire l'unanimité sur la question. Au mieux, ils espèrent que les adversaires de cette politique s'abstiendront de venir aux Communes ce jour-là. Lors de la réforme de la loi sur les langues officielles, en 1988, neuf députés conservateurs avaient voté contre le projet de loi C-72.

# LE REÉR QUI COUPE VOTRE IMPÔT 2FOIS



### UNE DÉDUCTION DE 40%\*

D'abord, comme tous les REÉR, celui du Fonds de solidarité vous permet de déduire de votre revenu imposable la somme investie. Ainsi un investissement de 1 000 \$ réduira le revenu imposable de 1 000 \$. À un taux d'imposition moyen, cela représente déjà une économie d'impôt de 400 \$ environ.

### DES CRÉDITS D'IMPÔT DE 40%

En plus et en exclusivité, votre contribution au REÉR du Fonds de solidarité vous donne droit à des crédits d'impôt totalisant 40% de la somme investie. C'est-à-dire qu'une fois l'impôt calculé sur votre revenu imposable, le même 1 000 \$ investi vous permet de soustraire de l'impôt à payer un 400 \$ supplémentaire.

Si vous voulez savoir comment le Fonds peut aussi travailler pour vous, appelez-nous.

Québec: (418) 622-3258

QUÉBEC  
4715, avenue des Replats  
Bureau 195  
Charlesbourg-Ouest

SAINTÉ-FOY  
3291, Chemin Sainte-Foy  
2<sup>e</sup> étage, bureau 211  
Place Duplessis

De l'extérieur sans frais:  
1-800-361-7111

Montréal: (514) 285-6400  
Trois-Rivières: (819) 373-3447  
Jonquière: (418) 547-6800  
Hull: (819) 778-1656  
Sherbrooke: (819) 821-2070  
Rouyn: (819) 797-4902  
Sept-Îles: (418) 968-6254

**FAITES TRAVAILLER LE FONDS!**

\*selon le taux d'imposition moyen

Cette annonce ne constitue pas une offre publique de valeurs. Vous obtiendrez toutes les informations requises dans le prospectus simplifié du Fonds.

LE  
**FONDS**  
DE SOLIDARITÉ-FTQ

Venez nous rencontrer  
au Salon Épargne-Placements

### LE SOLEIL

ABONNEMENT 647-3333

Extérieur: numéro sans frais

1-800-463-2362

Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h à 17h30  
Samedi et dimanche: 8h à 12h

## ★ LA BAIE ★



1  
SUPER-MODÈLE

2  
PANTALONS POUR  
35\$!

**GRENADIER**  
PANTALON DE VILLE POUR HOMME

Pantalon de ville Grenadier de fabrication canadienne. Poches cavalières, taille qui ne roule pas, sans plis devant, fermeture sous patte à la française, taille u.c. riptex: tous ces petits détails qui plaisent! Choix de marine, noir, gris, brun ou taupe. Polyester d'entretien facile et agréable à porter. Tailles 30 à 42. Ord. 24,99.

**2/35\$**

Pantalon pour homme, rayons 314 et 318  
Prix de soude en vigueur jusqu'au 23 février 1990



**SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!**

- Galeries de la Capitale et Place Laurier, lun. à mer. de 9 h 30 à 17 h 30; jeu. et ven. de 9 h 30 à 21 h; sam. de 9 h à 17 h.
- Galeries de la Capitale, 627-5922 • Place Laurier (mail sud-ouest), 627-5959.

la Baie

En plus de manifester contre la hausse des frais de scolarité

# La CEQ épaulera financièrement la lutte étudiante

MONTREAL (D'après PC) — La Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), qui tient son conseil général à Montréal jusqu'à demain, participera aux manifestations étudiantes contre la hausse des frais de scolarité annoncée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Claude Ryan, et soutiendra financièrement la lutte étudiante.

« Il n'y a aucune raison de dégel les frais de scolarité » et ce pour trois raisons, selon Mme Lorraine

## Le consensus se ferait plutôt autour du gel

Le consensus autour des frais de scolarité à l'université se situerait plutôt du côté d'un maintien du gel de ces frais que d'un dégel comme le propose le gouvernement libéral, soutient le professeur Pierre-Louis Guertin, du cégep de Sainte-Foy.

par VINCENT CLICHE  
LE SOLEIL

M. Guertin participait, hier, avec trois autres experts invités à un débat-midi organisé par l'Association étudiante du cégep de Sainte-Foy.

Il a mentionné que le Conseil du patronat, les recteurs, le ministre Claude Ryan et certains médias semblent avoir intérêt à laisser croire que la population et les étudiants sont pour une hausse des frais à l'université. « Pourtant, maintient M. Guertin, des sondages récents démontrent le contraire. »

Pour les quatre experts invités, dont deux ont parlé pour un dégel des frais et deux pour le maintien du gel, le débat actuel est trop limité. « Il y a un débat de société à faire », a expliqué un autre professeur du cégep, M. Claude Poulin. Ce débat, selon lui, devrait englober des questions comme le rôle de l'État, la situation financière du Québec, le rôle de soutien des parents, le cheminement scolaire des jeunes Québécois, le travail étudiant et la qualité de l'enseignement.

Quant au représentant de l'Association des étudiants du Québec (ANEQ), M. Jeff Bailly, il ne nie pas qu'il existe actuellement une crise de sous-financement des universités.

« Mais ce serait faire illusion que de croire que la hausse des frais de scolarité règlera ce problème », a-t-il dit. Selon lui, les autres provinces, où pourtant les frais de scolarité sont plus élevés qu'au Québec, vivent d'une manière aussi cuisante cette crise de sous-financement.

D'ailleurs, selon le représentant de l'ANEQ, chaque fois que l'État a augmenté les frais de scolarité, il en a profité pour diminuer sa contribution.

Pour le professeur Guertin, c'est le gouvernement lui-même qui a créé cet état de crise en diminuant constamment sa contribution aux universités depuis le début des années 1980.

Pour MM. Guertin et Bailly, la solution est ailleurs, c'est-à-dire du côté des entreprises à qui profitent le plus les diplômés et les recherches universitaires, mais qui ne contribuent qu'à 3 % du financement de ces institutions.

Enfin, un représentant de l'Association des étudiants en génie et en sciences de l'université Laval, M. Luc Giguère, est venu expliquer aux quelque 250 cégépiens réunis les raisons pour lesquelles son organisme s'est prononcé pour le dégel des frais.

Selon lui, cette position n'est pas un appui inconditionnel à la proposition du ministre Ryan. Au contraire, cette hausse pourrait être progressive, segmentée, c'est-à-dire ne toucher que certaines facultés universitaires, et le produit devrait servir essentiellement à une augmentation de la qualité des équipements et de l'enseigne-

### ■ Chapeau bas

MONTREAL (D'après PC) — La mutuelle d'assurance-vie Les Coopérants a dévoilé, hier, le nom des cinq finalistes de son programme Chapeau bas aux Québécoises, qui vise à rendre hommage ce mois-ci à des femmes qui se sont distinguées dans le secteur des sciences.

Ces candidates sont : Isabelle Chapados, 16 ans, élève au collège Lionel-Groulx ; soeur Estelle Lacoursière, professeure à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) ; Abby Lippman, généticienne, épidémiologiste et chercheuse à l'université McGill ; le Dr Lise Thibodeau, professeure et chercheuse au centre de recherche en virologie de l'Institut Armand-Frappier ; et Julie Trudel, 18 ans, élève au programme sciences pures et appliquées au Séminaire de Sherbrooke.

Pagé, présidente de la CEQ.

Premièrement, le Québec n'a pas fini de rattraper le retard qu'il accuse en regard aux autres pro-

vinces pour ce qui est de l'accessibilité à l'université et du nombre de diplômés.

Deuxièmement, les Québécois francophones n'ont pas rattrapé leur retard face aux Québécois anglophones.

Troisièmement, les classes défavorisées sont encore loin de fréquenter l'université dans les mêmes proportions que les classes moyennes et supérieures.

La présidente Lorraine Pagé croit que si les universités sont vraiment sous-financées, on devrait mettre davantage à contribution les entreprises qui, elles, profitent d'une main-d'œuvre qualifiée et scolarisée. Et que le gouvernement investisse davantage en éducation, qu'il cesse d'y comprimer ses dépenses, avertit Mme Pagé.

### Le point sur la négociation

À l'occasion de son conseil fédéral, les délégués de la CEQ ont aussi fait le point sur la présente ronde de négociations dans le secteur public et parapublic. Mme Pagé estime être dans « une phase de conclusion de la négociation »,

puisque'il y a eu quelques ententes de principe pour certains groupes et des progrès sur des sujets qui touchent tous ses salariés.

Des ententes de principe ont été signées pour les questions normatives chez les enseignants de commissions scolaires, le personnel de soutien des cégeps et celui des commissions scolaires.

Il n'y a pas encore d'entente, mais les négociations se poursuivent chez les professionnels de l'éducation des commissions scolaires et des cégeps.

Les professeurs de cégeps continuent la négociation conjointement avec leurs collègues de la CSN.

Il n'y a pas non plus d'entente dans tout le secteur de la santé de la CEQ, qui compte 13 000 membres sur 130 000.

À la table commune, où sont négociées les clauses à incidence pécuniaire, plusieurs points sont réglés, comme les assurances, les disparités régionales, la retraite, les droits parentaux et l'accès à l'égalité. Restent en suspens le partage des frais d'arbitrage —

dans le secteur public, c'est l'employeur qui paie la totalité des frais d'arbitrage — et la question salariale.

L'offre de 4-5-4 %, assortie de clauses d'indexation tient toujours, mais la CEQ veut d'abord obtenir un certain rattrapage pour deux de ses groupes plus touchés lors des réductions de salaires de 1982 : les techniciens de la santé et les professionnels.

### Femmes

La centrale élabore actuellement une politique sur le harcèlement sexuel, qui comprendra une définition claire, un guide d'action et d'information.

Idéalement, la vice-présidente de la CEQ, Rosette Côté, aimerait que la plaignante s'adresse au syndicat avant ses patrons, lorsque survient un cas de harcèlement. Le syndicat devrait défendre la plaignante, comme il le fait lorsqu'il y a problème avec une condition de travail. « Nous ne voulons pas que ça soit la seule responsabilité de l'employeur d'offrir un milieu de travail exempt de harcèlement sexuel », expliquait Mme Côté.



Mme Lorraine Pagé, présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ).

# SONY



## ÉQUIPEMENT GRATUIT

### Rabais de 100\$

Caméra vidéo 8 mm, modèle CCD-V36 de Sony, lentille macro et zoom motorisé 6:1, éclairage minimum 4 lux, micro, image haute résolution.

1 299\$



### Rabais de 100\$

Caméra vidéo 8 mm, modèle CCD-V50 de Sony, lentille macro et zoom motorisé 8:1, éclairage minimum 4 lux, mise au point automatique, fondu. (diffère de la photo)

1 499\$

### Ne payez qu'à l'été 90

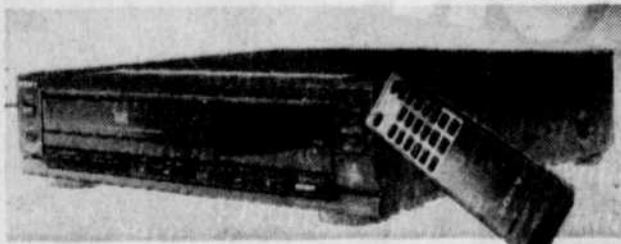
- sujet à l'approbation de crédit
- aucun intérêt avant le 21 mai 90

DÉCOUVREZ  
SONY

Jusqu'à  
**150\$  
DE RABAIS  
SUPPLÉMENTAIRE**

applicable à l'achat de télé, vidéo ou caméra Sony. Détails en magasin.

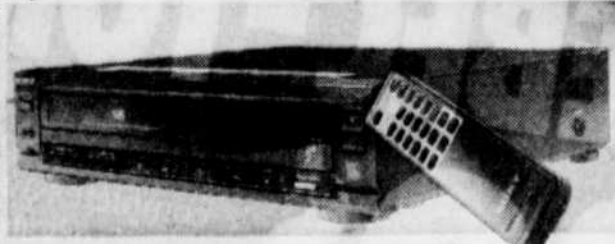
**VALEUR DE 300\$**  
à l'achat de l'un de ces 2 modèles Sony



### Rabais de 50\$

Magnétoscope VHS HQ de Sony, avec télécommande, affichage à l'écran, 6 programmes sur 1 an. La qualité Sony en VHS.

449\$



### Rabais de 70\$

Magnétoscope 4 têtes, VHS HQ de Sony, télécommande, effets spéciaux de haute qualité, programmation et affichage à l'écran.

529\$

Boul. de la Capitale  
sortie P.-Bertrand Nord, 840, Bouvier  
**627-0840**  
2, rue Saint-Jean, angle Salaberry  
**524-8431**

# La clef de sol

# L'Allier estime que le TGV est indispensable pour Québec

Le transport rapide intercités, c'est l'une des clés du développement économique futur, c'est pourquoi Québec doit absolument être desservi par un TGV (train à grande vitesse) qui la relierait à Montréal, Toronto et Windsor.

par BENOÎT ROUTHIER  
LE SOLEIL

C'est le commentaire du maire de la Vieille Capitale, M. Jean-Paul L'Allier, au lendemain de l'annonce par Bombardier et GEC Alsthom de la possibilité de construire et de rentabiliser un TGV de 5,3 milliards \$ qui entrerait en

fonction en 1997.

Naturellement, M. L'Allier est très heureux que Québec fasse partie du projet dès le départ et il espère que l'on ne succombera pas à la tentation d'oublier la Vieille Capitale à court terme pour

une question de rentabilité. « Le corridor Québec-Windsor doit rester intégral, a-t-il déclaré. Ce sera le défi du gouvernement du Québec de défendre cette position. »

Par ailleurs, le maire dit qu'il

est prématuré de parler d'une éventuelle participation financière des villes. On pourra en discuter plus tard, au niveau des structures d'accueil.

Un des avantages pour Québec d'être desservi par un TGV, c'est qu'il sera un outil d'accueil. « Notre ville ne sera plus qu'un territoire de départ, souligne M. L'Allier. Ce train à grande vitesse permettra le développement économique et de Montréal et de Québec. »

M. L'Allier a précisé que le projet de Montréal, Québec et Trois-Rivières de retenir les services de M. Denis de Belleval, ancien président de Via Rail, pour ce dossier, est plus que jamais d'actualité. Enfin, le maire a mentionné qu'il est prêt à rencontrer l'ancien ministre fédéral Pierre MacDonald, chargé de faire la promotion du projet de Bombardier et GEC Alsthom.

## Air Canada ne craint pas le TGV

MONTRÉAL — Air Canada ne s'inquiète pas outre mesure du projet de TGV qui pourrait gruger sa part du marché dans le corridor Québec-Windsor.

par HÉLÈNE BARIL  
LE SOLEIL

« Ce sont des chiffres très hypothétiques », a dit hier le porte-parole de la compagnie, M. Denis Chagnon, des chiffres contenus dans l'étude de préféabilité du projet de 5,3 milliards \$.

Selon les auteurs de l'étude, l'arrivée du TGV ferait baisser de 14 % à 10 % la part de marché de l'avion dans le corridor Québec-Windsor tandis que la part du train passerait de 10 % à 29 %.

Selon M. Chagnon, s'il se réalise, le TGV sera prêt dans sept ans. « Il est difficile de prédire ce que seront les tarifs (pour le train et pour l'avion). Dans sept ans, il peut se passer énormément de choses. »

Le coût total du projet peut aussi augmenter, à son avis, ce qui aurait pour effet de modifier la compétitivité entre les deux modes de transport.

Bombardier et GEC Alsthom prévoient que le TGV canadien prendrait 1 h 35 pour relier Québec et Montréal (de gare à gare) contre 2 h 25 en avion (de la porte au centre-ville). De plus, le TGV coûterait moins cher que l'avion, soit 67 \$ à 70 \$ l'aller simple Québec-Montréal contre 129,40 \$.

Par ailleurs, Air Canada n'est pas intéressée à investir dans le TGV pour diversifier ses activités. « Nous allons nous concentrer sur l'achat de nos nouveaux appareils et nos propres activités », a affirmé M. Chagnon.

Selon lui, Air Canada a déjà été approchée par Bombardier et GEC-Alsthom pour son expertise concernant les services aux passagers. « Si Air Canada s'implique dans le projet ce sera comme consultant à ce sujet et pas plus », a ajouté le porte-parole.

# LE CONFORT À VOS PIEDS GRÂCE À SEARS!

JUSQU'À SAMEDI

## RABAIS 43-47%

'Classique de luxe' à velours nylon traité Résistache\*. Choix de 3 poids.  
Ord. 49,99\$-69,99\$ ver. ca.  
La ver. ca. ....26,99\$-34,99\$  
(32,28\$-41,84\$ m<sup>2</sup>)

Rabais 34%. Moquette 'Jennifer' traitée Staincheck<sup>MD</sup> No 15200.  
Ord. 22,99\$ ver. ca.  
La ver. ca. ....14,99\$ (17,92\$ m<sup>2</sup>)

Rabais 50%. Moquette 'Bartlett' à envers mousse. Sears ord. 19,99\$. ver. ca.  
La ver. ca. ....9,99\$ (11,94\$ m<sup>2</sup>)  
Les prix ord. mentionnés sont des prix Sears.

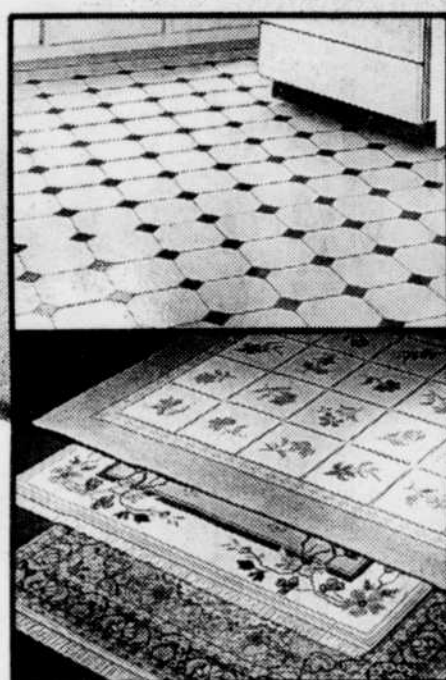
TAPIS  
**RÉSISTACHE**  
CERTIFIÉ PAR DU PONT

### RABAIS 25-50% \* \*

Sur toute notre gamme de revêtements de sol en vinyle sans cirage de Mannington.  
Ord. 18,99\$-49,99\$ ver. ca.  
La ver. ca. ....8,99\$-33,99\$  
(10,75\$-40,65\$ m<sup>2</sup>)

### RABAIS 20-25%

Tapis décoratifs choisis.  
Sears ord. 59,99\$-449,99\$.  
Ch. ....44,99\$-359,99\$



POURQUOI ACHETER  
INTÉGRITÉ?

- Notre étiquette de confiance
- Protection de 6 ans contre taches et usure
- Achat à domicile... pratique!
- Jamais d'acompte, sur approbation du service du crédit
- Devis gratuit sans aucune obligation de votre part
- Sears peut faire faire l'installation par des spécialistes moyennant des frais
- Livraison gratuite si nous faisons faire l'installation

TAPIS  
**INTÉGRITÉ**  
DE SEARS

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 17 FÉVRIER 1990,  
sauf avis contraire, dans la limite des stocks disponibles

## SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU  
REMBOURSEMENT

SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ  
DANS TOUT LE CANADA

LA CARTE DE CRÉDIT NO 1 DES  
MAGASINS À RAYONS AU CANADA

LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE  
DIEHARD, CRAFTSMAN

Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Québec, Place Fleur de Lys, 529-9861, Ste-Foy, Place Laurier, 658-2121, Lévis, Galeries Chagnon, 833-4711. Copyright Canada, 1990, Sears Canada Inc.

# QUÉBEC-TORONTO

## 99\$

aller simple

En vigueur pour tous les vols Canadien complétés au plus tard le 30 avril 1990. Aucune pré-réservation requise. Certaines conditions s'appliquent. Ce tarif ne vous permet pas de vous qualifier pour la promotion «Février en folie». Appelez votre agent de voyages ou Canadien à Québec au 692-0912.



Pegasus : G/RUL/CPA/HWALK  
Reservec : DRIFARE/CPHOT  
Sabre : Y/SYS/QCP/FARES

Canadien va plus loin

## Québec n'aura pas de réglementation avant l'été sur l'entreposage des vieux pneus

Le ministre de l'Environnement Pierre Paradis reconnaît qu'il ne dispose pas d'une réglementation qui lui permettrait d'intervenir dans l'entreposage des vieux pneus au Québec. Il n'a pas non plus les moyens financiers de s'attaquer définitivement au problème du recyclage des quelque 15 millions de vieilles carcasses de caoutchouc disséminées à travers la province.

par GILLES BOIVIN  
LE SOLEIL

En conférence de presse hier, le ministre Paradis a indiqué que cette réglementation, en préparation à son ministère, ne sera pas disponible pour étude en comité ministériel avant le printemps prochain. En dépit du fait que l'entreposage des vieux pneus soit soumis depuis décembre 1988 à la loi sur les déchets solides, cette réglementation ne risque donc guère d'être adoptée avant l'été prochain.

À défaut de tels règlements, le ministre ne peut intervenir pour prévenir la répétition d'un désastre comparable à celui en cours à Hagersville en Ontario où une montagne de vieux pneus brûlent depuis quelques jours. Tout au plus peut-il ordonner la fermeture d'un lieu d'entreposage qui ne se conforme pas à la loi, a-t-il indiqué.

À Saint-Amable, où sont entreposés près de quatre millions de vieux pneus, le gouvernement assume les frais de gardiennage 24 heures par jour pour prévenir la répétition d'incendies criminels. Le ministre Paradis soutient qu'il ne peut intervenir à Saint-Gilles de Lotbinière, près de Québec, où sont entreposés plus d'un million de vieux pneus dans des conditions que le DSC du CHUL juge peu sécuritaires.

De la même façon, le ministre Paradis estime ne pas avoir les moyens financiers pour éliminer les quelque 15 millions de pneus disséminés sur le territoire québécois. Il en coûterait environ \$1 par pneu pour ce faire, soit quelque \$15 millions, estime-t-il. De plus, la technologie de recyclage des vieux pneus manque le pas. Le ministère estime qu'il s'ajoute près de quatre millions de nouvelles carcasses par année.

Le projet d'une taxe-consigne sur les pneus mis de l'avant par l'un de ses prédécesseurs à l'Environnement, M. Clifford Lincoln, ne semble pas lui non plus avoir cheminé très rapidement. Le ministre Paradis a indiqué hier qu'il avait été étudié par un comité ministériel mais n'a pas encore franchi toutes les étapes qui lui permettrait d'être mis en oeuvre par le ministre des Finances. Une telle taxe-consigne sur les pneus — à la manière de la consigne sur les canettes — permettrait notamment d'en financer le recyclage.

Jusqu'ici, une seule expérience de recyclage est en cours au Québec, aux frais du gouvernement. La firme Caoutchec-Animat les transforme en tapis pour les animaux. L'expérience a cependant connu des ratés et n'est parvenue jusqu'ici à transformer que 5000 tonnes de vieux pneus en cinq

mois alors qu'elle devait atteindre 4000 tonnes par mois. Il semble que les difficultés connues au démarrage aient été solutionnées, indiquait hier M. Paradis.

Le député péquiste de Bertrand, François Beaulne, doute pour sa part de l'efficacité du procédé utilisé par Caoutchec-Animat. Celle-ci s'est engagée, moyennant une subvention de 4,8 millions \$ du gouvernement québécois, à éliminer la montagne de pneus de Saint-Amable. D'autant plus que les activités de déchetage ont été suspendues depuis le 1er février, précise M. Beaulne.

De son côté, le critique péquiste en matière d'environnement, M. Denis Lazure, juge « inconcevable » que les hauts risques d'incendie associés à ces dépôts de pneus ne soient pas parvenus à faire « bouger » le Menviq. M. Lazure presse le ministre « d'ordonner que les principaux dépôts de pneus hors d'usage soient clôturés et surveillés en permanence ».



À Saint-Amable (ci-dessus), où sont entreposés près de 4 millions de vieux pneus, le gouvernement assume les frais de gardiennage 24 heures par jour. Par ailleurs hier, à Hagersville, en Ontario, le froid a rendu difficile la lutte contre l'incendie de 14 millions de pneus de la société Tyre King Recycling.

### LE SOLEIL ABONNEMENT 647-3333

Extérieur: numéro sans frais

1-800-463-2362

Heures d'affaires:

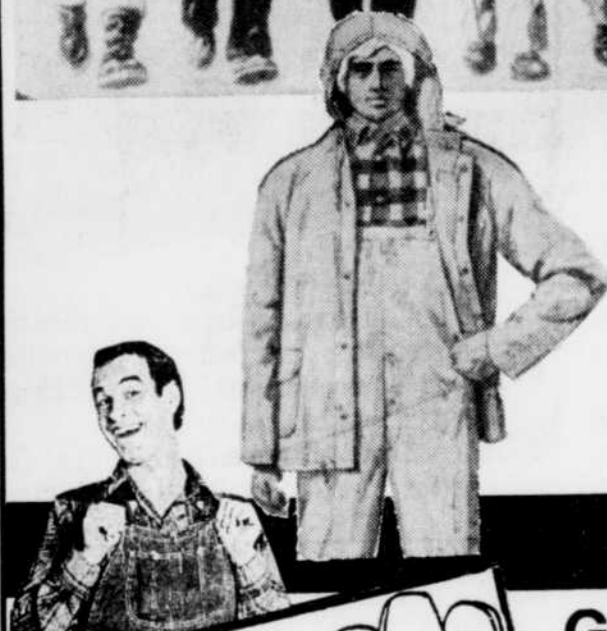
Lundi au vendredi: 7h à 17h30

Samedi et dimanche: 8h à 12h

## PERSONNE N'HABILLE LES TRAVAILLEURS QUÉBÉCOIS COMME LE MAGASIN LATULIPPE



**HABIT DE PLUIE  
DE TRAVAIL  
JAUNE SEULEMENT  
SPÉCIAL 6<sup>95</sup>\$**



**GANTS DE TRAVAIL  
Cuir et coton  
Tels que vignette ci-contre  
1<sup>25</sup>\$ la paire 12\$  
12 paires pour**



**GANTS ENDUITS  
DE CAOUTCHOUC**



**Modèle long ou court  
SPÉCIAL 1\$ la paire**

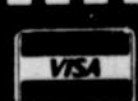
## BOTTES



**BOTTES DE SÉCURITÉ "KAUFMAN"  
"KINGTREADS"  
Confort et sécurité.  
• Isolée  
• Bout de sécurité  
• Semelle coussinée**

**SPÉCIAL 69<sup>50</sup>\$**

**MAGASIN LATULIPPE**



637, RUE ST-VALLIER OUEST, QUÉBEC - TÉL.: 529-0024

STATIONNEMENT FACILE ET GRATUIT



# VENTE

## 3 DERNIERS JOURS!

# RABAIS DE 50% ET PLUS

SUR TOUTE LA MARCHANDISE DE SAISON.

PALETOTS, VÊTEMENTS DE CUIR, HABITS,  
VESTONS SPORT, PANTALONS, CHANDAILS,  
CHEMISES SPORT, ETC.

**ARMAND  
BOUDRIAS**

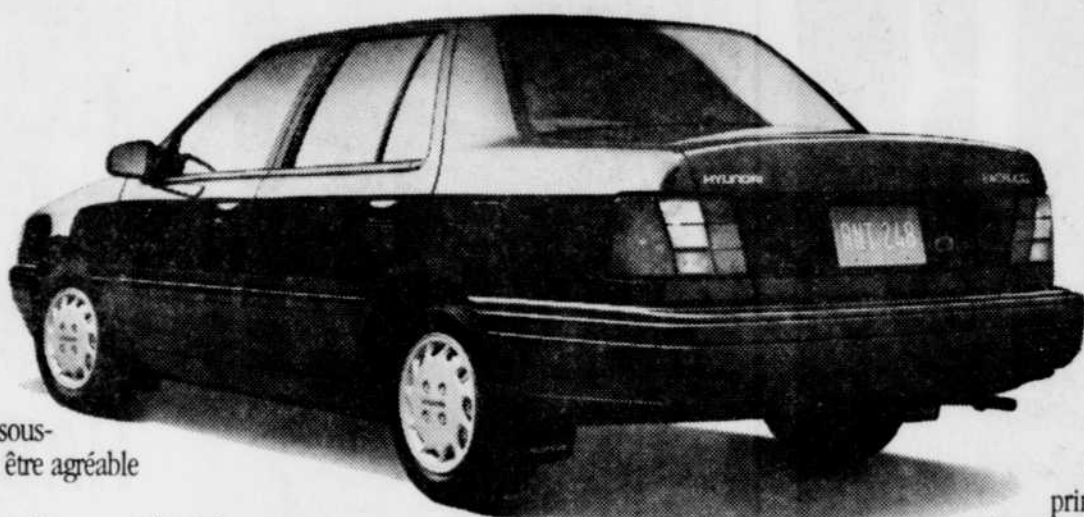
Place Québec - Galeries de la Capitale

Armand Boudrias est une entreprise membre de la Fédération des Associations de Commerce de la Capitale

# Les ministres fédéraux ont du mal à défendre le dossier de la MIL



## La toute nouvelle Hyundai Excel : on se retourne sur son passage!



L'Excel 1990 prouve qu'une sous-compacte à prix raisonnable peut être agréable à voir et à conduire.

L'extérieur de l'Excel a été complètement redessiné, de façon à fendre l'air et frapper l'oeil.

L'intérieur aussi est nouveau : 3 pieds cubes d'espace en plus, pour le confort de la tête, des épaules et des jambes.

Sous le capot, un moteur à injection multipoint contrôlée par ordinateur possède 20 % plus de puissance et un couple amélioré de 11 % (modèles

L, CX et CXL). Nous avons également repensé la suspension à quatre roues indépendantes : avec la direction à crémaillère et les freins à disques à l'avant, elle vous donne une tenue de route enviable.

Et pour finir de vous convaincre que c'est du sérieux, l'Excel comporte une nouvelle garantie des

véhicules neufs de 3 ans/60 000 km et une garantie sur les éléments principaux de 5 ans/100 000 km (sans franchise ni frais de transfert).

Bien sûr, l'Excel est toujours la voiture standard la mieux équipée de sa catégorie, sans parler d'une fiabilité légendaire et d'un prix plus que raisonnable.

Venez jeter un coup d'oeil maintenant...

chez votre concessionnaire Hyundai.

**HYUNDAI**  
Des voitures bien pensées.

Sans être dans une impasse, les négociations entre les représentants des gouvernements fédéral et provincial quant à l'avenir du dernier chantier maritime au Québec, MIL-Davie, sont plus difficiles que prévu à cause des nombreuses restrictions budgétaires qu'Ottawa s'est imposées depuis quelques mois.

par RÉJEAN LACOMBE  
LE SOLEIL

Selon différentes informations recueillies par LE SOLEIL, il ressort que certains ministres du gouvernement conservateur de M. Brian Mulroney admettent ouvertement qu'il s'agit là d'un dossier difficile à défendre.

Ainsi, mardi dernier, des représentants du comité de sauvegarde du chantier de Lévis-Lauzon ont rencontré le ministre fédéral de l'Environnement, M. Lucien Bouchard. Ce dernier leur aurait confié que les « deux parties se parlaient toujours », mais que Marine Industrie (MIL) avait entre les mains un dossier difficile à défendre. Toutefois, le ministre Bouchard a encouragé les représentants du groupe à rencontrer d'autres membres du gouvernement Mulroney dans le but de les sensibiliser à leur cause.

Refusant de lancer la serviette, les membres du comité et les représentants syndicaux de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) ont décidé de poursuivre leur offensive auprès des autorités gouvernementales fédérales. Au cours des prochains jours, ils feront part de leurs doléances au ministre fédéral du Travail, M. Jean Corbeil.

Samedi, le président de la CSN, M. Gérald Larose, et les présidents des syndicats de MIL-Davie et MIL Tracy, MM. Robert Monette et Claude Sylvestre, rencontreront, à Saint-Gabriel-de-Brandon, le président du Conseil du Trésor, M. Robert de Cotret.

Il y a près d'un mois, les dirigeants de MIL et ceux de la CSN avaient adressé trois demandes aux autorités gouvernementales fédérales. Dans un premier temps, ils demandaient la réouverture de l'entente globale de 1987 qui avait fait passer les chantiers Davie et Vickers sous la direction de MIL. En fait, les dirigeants de Marine Industrie veulent qu'Ottawa éponge une partie du déficit prévu. Dans un second temps, ils exigent la réouverture du contrat de construction des trois frégates et finalement, ils demandent au fédéral de leur préciser la nature des contrats de construction navale après 1992.

Ste-Foy Hyundai  
2650, Dalton  
Ste-Foy 654-9292

Galerie de l'Auto  
de Québec Inc.  
60, Dorchester Sud  
Québec 648-1252

Automobiles Lévis Ltée  
144, rte. Kennedy  
Lévis 833-7140

M. Lessard Ltée  
659, boul. St-Joseph  
Québec 623-5471

Luxoto Inc.  
484, Côte Joyeuse  
St-Raymond  
1-800-463-3818

Hyundai Laurier Station  
164, boul. Laurier  
Laurier Station  
728-4044

Hyundai St-Georges  
105 55, 1ère Avenue  
St-Georges Est  
Comté de Beauce 228-8814

Cité Hyundai  
150, boul. Taché ouest  
Montmagny 248-7877

Rivière-du-Loup Hyundai  
289, Témiscouata  
Rivière-du-Loup  
862-8144

Rimouski Hyundai  
375, boul. Ste-Anne  
Pointe-au-Père  
724-2231

Garage C. L. Auto Inc.  
163, boul. LaSalle  
Baie Comeau  
296-8824

Portier Automobiles Inc.  
100, Napoleon  
Sept-Îles 962-1828

Gaspésie Auto Inc.  
Route 132  
Bonaventure ouest  
Bonaventure 534-2191

Îles de la Madeleine  
Chemin des Caps  
Fatima, Île de la Madeleine  
986-5566

Garage Jean-Roch Thibault  
909 MGR de Laval  
Baie St-Paul  
435-2379

Hyundai s'implante chez nous pour mieux nous servir

**POUR BIEN CONSTRUIRE ET RENOVER...**

**LE SOLEIL**

Le cahier "HABITAT" du SAMEDI... un outil indispensable pour simplifier vos projets de rénovation.

**ABONNEMENT: 647-3333**

Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362

**Heures d'affaires:**  
Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30  
Samedi et Dimanche: 9h00 à 12h00

**QUÉBEC-MONTREAL**  
**49\$** aller simple

En vigueur pour tous les vols Canadien complétés au plus tard le 30 avril 1990. Aucune pré-réservation requise. Certaines conditions s'appliquent. Ce tarif ne vous permet pas de vous qualifier pour la promotion «Février en folie». Appelez votre agent de voyages ou Canadien à Québec au 692-0912.



Pegasus : G/RUL/CPA/HWALK  
Reservac : DRIFARE/CPHOT  
Sabre : Y/SYS/QCP/FARES

Canadien va plus loin

# L'Âge d'or soumet une pétition de 50 000 noms contre la TPS

OTTAWA — La Fédération de l'Âge d'or du Québec a remis au gouvernement fédéral une pétition de 50 000 noms contre la nouvelle taxe de vente sur les produits et services.

par MARIE TISON  
de la Presse canadienne

Les huit membres de la délégation de la fédération ont rencontré mardi la ministre d'État au Troisième âge Monique Vézina, la ministre de la Santé nationale et du

Bien-être social Perrin Beatty et le ministre d'État aux Finances Gilles Loiselle pour exprimer leurs doléances.

Ils ont affirmé que, malgré le crédit d'impôt qui sera accordé, la nouvelle taxe grèvera fortement le budget des personnes à faibles

revenus.

La ministre Vézina a réfuté cet argument à la période des questions hier, affirmant que les personnes âgées étaient mal informées.

Elle a soutenu que la nouvelle taxe était une mesure sociale et économique équitable qui permettrait au gouvernement de maintenir et d'améliorer ses programmes sociaux.

« Comme ministre et comme

membre de ce cabinet, je supporte cette mesure, et je vous invite à donner de vraies informations aux personnes âgées afin qu'elles puissent prendre les décisions qui s'imposent », a-t-elle déclaré.

Le critique libéral en matière de finances Doug Young a déploré cette façon d'insulter les opposants à la taxe sur les produits et services en les accusant de ne rien comprendre.

Il a soutenu que cette taxe

constituait un fardeau intolérable pour les personnes à revenus fixes.

Le ministre des Finances Michael Wilson a affirmé de son côté que la réforme de la taxe de vente favoriserait 75 % des personnes âgées.

## Déficit

M. Philippe Lapointe, trésorier de la Fédération de l'Âge d'or du Québec, a affirmé en conférence de presse hier que le gouvernement pouvait régler son problème de déficit sans recourir à cette nouvelle taxe. Il a notamment suggéré au gouvernement de diminuer ses dépenses en rationalisant ses services et en éliminant les postes de fonctionnaires inutiles, de diminuer ses dépenses militaires en fait d'appareillage et de personnel et d'éliminer les abris fiscaux.

Il a même suggéré de faire disparaître les postes de lieutenant-gouverneur dans chaque province.

La Fédération de l'Âge d'or du Québec a également remis au gouvernement un mémoire sur l'autonomie sociale et financière des aînés.

Elle a notamment recommandé de rétablir la déduction d'impôt sur les revenus d'intérêts et de dividendes et de la porter à 2500 \$, d'instaurer une pension pour la femme au foyer, d'indexer pleinement le crédit d'impôt pour taxe de vente, de rétablir la possibilité de transférer les cotisations de pension dans un REER, d'améliorer le programme Nouveaux-Horizons et d'aider au financement des organismes bénévoles de maintien à domicile.

La délégation a également rencontré mardi et hier les députés libéraux et la leader du Nouveau Parti démocratique, Mme Audrey McLaughlin.

La fédération entend répéter chaque année cet exercice de lobbying aux niveaux fédéral et provincial. Elle se rendra à Québec à cet effet d'ici deux mois.

## Laurier-Sainte-Marie

# Les espoirs du NPD risquent de conduire à l'affrontement entre deux vedettes du parti

OTTAWA — À plusieurs mois du scrutin, les néo-démocrates québécois s'agitent déjà pour rééditer dans Laurier-Sainte-Marie l'exploit de Phillip Edmonston. Les espoirs sont tels qu'ils conduiront vraisemblablement à l'affrontement entre deux des rares vedettes du NPD fédéral au Québec.

par PIERRE-PAUL NOREAU  
LE SOLEIL

Le président du parti fédéral au Québec, Paul Cappon, et Louise O'Neill, un autre membre de l'exécutif fédéral, sont actuellement sur le fil de départ pour décrocher l'investiture néo-démocrate dans ce comté montréalais devenu vacant à la suite du décès du député libéral Jean-Claude Malépart le 16 novembre.

« Je pense que le président du parti devrait se faire élire aussi rapidement que possible au Parlement et que tous les membres du parti devraient m'appuyer dans cette démarche », tranche d'entrée de jeu le président Cappon, tout en précisant qu'il n'est pas encore candidat.

Une rencontre aura cependant lieu bientôt entre lui et la direction de l'association néo-démocrate de Laurier-Sainte-Marie, puisqu'il estime qu'un candidat à l'investiture doit au préalable avoir l'aval de l'exécutif local avant de plonger.

Mme O'Neill affirme quant à elle, que sa décision est prise. Elle sera de la course à l'investiture, ayant même déjà mis en branle le processus de recrutement des militants.

Et l'idée de devoir se mesurer à son président ne la gêne nullement. « C'est ça la démocratie. Les militants vont trancher. Certains croient en tout cas que j'ai un meilleur profil » pour répondre aux attentes des électeurs de Laurier-Sainte-Marie, plaide-t-elle.

Au sein du Nouveau Parti démocratique, certains voient venir avec déception cette collision entre M. Cappon et Mme O'Neill, un choc qui ne peut que causer une division des forces.

Le président de l'association néo-démocrate du comté, Roch Denis, est bien au courant de l'affrontement qui se prépare entre l'ex-candidat dans Laval et l'ex-candidate dans Outremont.

Certains, comme François Beaulne qui portait les couleurs néo-démocrates en 1988 et qui est depuis devenu député péquiste, croient davantage à une candidature locale, justement comme celle de M. Denis. Ce dernier écarte toutefois cette possibilité, étant présentement trop engagé au plan professionnel.

Quant à savoir quelle sera l'attitude du nouvel élu Phillip Edmonston vis-à-vis cette élection partielle, le président Cappon s'attend à son aide, mais aussi à sa neutralité. « Je pense que c'est de tradition qu'un député ne s'occupe jamais d'une investiture. Je pense que tout le monde sait ça. » De toute façon, Paul Cappon qui a rappelé Phillip Edmonston à l'ordre au milieu de la campagne de Chambly en l'invitant à se plier à la résolution du parti sur l'accord constitutionnel, soutient qu'il prendra sa décision indépendamment du nouvel élu.

Mme O'Neill qui, contrairement à M. Cappon, était présente dans Chambly le soir de la victoire de Phillip Edmonston, estime pouvoir jouer d'un certain avantage sur ce plan. « Je sais qu'il penche plus d'un côté que de l'autre », explique-t-elle. Elle ne croit toutefois pas que le député néo-démocrate choisisse de mousser une troisième candidature dans une tentative de faire retraiter les deux autres.

L'élection partielle est cependant encore loin. Selon les informations fournies par Élections Canada, le premier ministre Brian Mulroney a jusqu'au 23 mai pour annoncer la date de cette partielle qui devrait avoir lieu à l'automne, probablement en même temps que celle destinée à remplacer le démissionnaire Edward Broadbent dans Oshawa.

Laurier-Sainte-Marie est enfin

loin d'être une bataille gagnée pour le NPD. Si Mme Pierrette Malépart se présente, il sera extrêmement difficile pour quiconque d'arracher ce siège, reconnaît

Louise O'Neill. Mais Mme Malépart est toujours au repos, indique-t-on au bureau de comté, et aucune décision n'a encore été prise quant à son avenir politique.



# SUPERVENTE

## SPÉCIAUX SUR MODÈLES 89

plusieurs modèles et grandeurs disponibles

### VOGUE

## DE RELOCALISATION

355, MARAIS, VILLE VANIER



## VOGUE

**ouvert le DIMANCHE**

**1 SEUL ENDROIT**

# LE MAÎTRE PISCINIER VOGUE

## 355, MARAIS "Ville Vanier"

# 683-7777

### Heures d'ouverture

Lundi au mercredi: 9 h à 18 h  
Jeudi et vendredi: 9 h à 21 h  
Samedi: 9 h à 17 h  
Dimanche: 11 h à 17 h

Galerie de la Capitale

boul. de la Capitale Ouest

boul. de la Capitale Est

Sud

Embauche d'un contractuel pour trois ans

## Québec mettra un ingénieur sur le projet de la « grande place »

Ingénieur contractuel pour la ville de Québec depuis un an et demi, M. Marc Bergeron n'a nullement participé à la préparation des plans de la passerelle entre le Mail centre-ville et le palais de justice de Québec, dans lesquels furent décelés des problèmes de structures.

par MARCEL COLLARD  
LE SOLEIL

Rappelons qu'il y a deux semaines, le conseil municipal de Québec a autorisé le service du contentieux à étudier la possibilité

de réclamer à qui de droit une somme de 158 000 \$ dépensée pour corriger certaines faiblesses constatées dans les plans commandés à la firme Côté, Bergeron et associés au cours des travaux de construction de la passerelle.

Interrogé à ce propos, hier, M. Bergeron a reconnu qu'il était associé de l'entreprise au moment où le conseil, à l'époque du maire Jean Pelletier, eut recours à son bureau d'ingénieurs. Il a cependant affirmé qu'il n'avait pas personnellement participé à ces plans dont la préparation fut interrompue durant quelques mois, à la demande du conseil, semble-t-il, pour avoir le temps de négocier avec le ministère de la Justice.

Entre-temps, M. Bergeron si-

gnait un contrat de trois ans avec la ville de Québec, pour un salaire annuel de 85 000 \$. Sa tâche sera de coordonner à compter du 1er septembre 1988, le projet de la « grande place », un ensemble immobilier de 250 millions \$ dans le quartier Saint-Roch, soumis par les promoteurs Cadillac Fairview, Citicom et Laurent Gagnon. Ce concept avait déjà été accepté par le précédent conseil du Progrès civique.

Le projet ayant été écarté par le

Rassemblement populaire qui a pris le pouvoir aux élections du 5 novembre 1989, M. Bergeron fut rattaché au service de l'ingénierie afin de coordonner certains projets.

Au conseil municipal, M. Bergeron avait été pointé du doigt comme l'un des ingénieurs du bureau auquel l'erreur serait attribuable. Cette semaine, le conseiller Lemoine a même décrit M. Bergeron comme un ami du Progrès civique qui a bénéficié du

« patronage » de l'administration Pelletier. Il faut préciser que l'opposition du PC avait elle-même jeté la première pierre en prétendant qu'un contrat de 5000 \$ accordé à une militante du RP, Mme Solange Hudon, pour rédiger un document synthèse sur « l'espace Saint-Roch » constituait un acte de favoritisme.

À cela, les dirigeants du RP avaient répliqué que ce contrat était financé à même un budget de la mairie.

# Coupez court à vos hhhhésitations!

### Camionnettes compactes

**Chevrolet S-10**  
**S/T Blazer**

**GMC S-15**  
**S/T Jimmy**

Plus que jamais c'est le temps de vous procurer une camionnette compacte GM 1990. Choisissez parmi les modèles à deux ou à quatre roues motrices, à cabine classique ou allongée. Tous vous font bénéficier d'une remise de 1 000\$ ou du taux de crédit de 10,9%.

Cette offre ne dure qu'un temps limité.

TAUX DE CRÉDIT DE

**10,9%**\*

• remboursable en 48 mensualités ou moins • pas de montant limite

**OU**  
REMISE DE

**1000\$**†

**DES VRAIS GM**

**FIDÈLES COMME J'AIME!**

GMC Chevrolet

## À vous de trancher!

**GM TOTAL**  
GARANTIE  
DE 3 ANS/80 000 KM

\* Ces offres ne peuvent être combinées. Elles s'appliquent aux véhicules neufs ou de démonstration 1990 et des années précédentes des camionnettes compactes Chevrolet S-10 et GMC S-15, S/T Blazer et S/T Jimmy achetées à partir du stock d'un concessionnaire. Tous ces modèles sont offerts en quantité limitée et ils ne sont pas nécessairement disponibles chez tous les concessionnaires. Cette offre est en vigueur à compter du 5 février 1990 jusqu'à la fermeture des bureaux le 2 mars 1990 ou jusqu'à épuisement des stocks. L'acheteur sera tenu de payer les taxes applicables, y compris la taxe fédérale d'accise, les frais d'immatriculation et de transport au moment de l'achat. Toutes les demandes de crédit doivent être approuvées par GMAC qui se réserve le droit d'exiger un acompte si tous les détails, incluant les économies offertes par le programme Location Plus™, s'appliquent aux locations au détail. Renseignez-vous aussi au sujet du programme pour les diplômés universitaires et les ensembles d'options offerts avec certains véhicules.

† La remise de 1 000\$ offerte directement par General Motors s'applique aux camionnettes compactes Chevrolet S-10 et GMC S-15, S/T Blazer et S/T Jimmy. Vous pouvez garder ce montant ou l'appliquer à votre transaction.

## Selon un rapport de la DGPI Les citoyens de Rimouski sont mal protégés contre les incendies

RIMOUSKI — Les citoyens de la ville de Rimouski sont inadéquatement protégés contre les incendies : nombre insuffisant des pompiers volontaires, absence de plan d'intervention en cas de désastre majeur au Centre hospitalier ou au Foyer, lacunes au Service de Protection-Incendie, etc.

par J.-CLAUDE RIVARD  
LE SOLEIL

Un rapport jalousement gardé secret par la Direction générale de la Prévention des Incendies (DGPI) est enfin sorti de l'ombre, sans recours à la Commission d'accès à l'information.

Pendant que le torchon brûle entre le maire Philippe Michaud et le Syndicat de ses pompiers, dans le cadre de la négociation d'une nouvelle convention collective, la DGPI y affirme qu'à défaut de pouvoir augmenter le nombre de ses pompiers à temps plein, parce que ce serait trop onéreux, la ville de Rimouski doit hausser à 30, le nombre de ses pompiers à temps partiel (pompiers volontaires). Il y en a actuellement huit, en plus de la dizaine de pompiers à temps plein oeuvrant par quarts de deux personnes à la fois.

Ce rapport du ministère des Affaires municipales constate aussi l'inexistence d'un plan d'intervention en cas de sinistre grave dans l'un ou l'autre des gros édifices publics de la ville, tels le Centre hospitalier régional ou le Foyer, en dépit des plans d'intervention et de protection implantés dans chacun de ces établissements.

En plus de faire à la ville de Rimouski diverses recommandations d'ordre technique (v.g. code 911, achat de matériel, etc.), la DGPI recommande de l'inspection, au moins deux fois l'an, de

tous les édifices de plus de trois étages ayant une superficie de plancher de plus de 10 000 pieds.

Le rapport précise aussi que les pompiers volontaires devraient pouvoir intervenir lors d'une première alarme sans contrainte dans la convention collective des pompiers permanents.

### Les pompiers réagissent

S'il est évident que les pompiers ne rateront pas l'occasion d'utiliser ce rapport dans leurs négociations avec la ville, ils ne sont pas d'accord sur le dernier point.

Aux yeux du président de l'Association des Pompiers du Québec, Me Gilles Raymond, il s'agit d'une ingérence induite de la DGPI dans la négociation d'une convention collective.

Quant au reste, il estime que c'est la sécurité du public qui devra guider la conduite des administrateurs municipaux.

« La ville n'a pas d'autre choix que de tenir sérieusement compte de ce rapport plutôt que de faire des déclarations qui veulent rien dire » estime-t-il.

Toujours menacé de congédiement par le maire Michaud, en cas de déclarations publiques, le président du Syndicat, M. Daniel Jean, a préféré garder le silence. Le souci syndical est de concentrer les efforts sur la négociation et d'éviter les ennuis relatifs à l'arbitrage d'un éventuel grief pour tant gagné d'avance, explique Me Raymond.

### Hôtel incendié

SAINT-PAUL-DE-MONTMINY — L'hôtel Château Blanc, sis dans la route 216, à Saint-Paul-de-Montminy, a été rasé au sol par un incendie vers 3 h, dans la nuit de mardi à hier. L'immeuble était inhabité au moment du sinistre qui laisse derrière lui des dégâts évalués à 100 000 \$. L'origine des flammes demeure inconnue.

## Les cégépiens de Lévis-Lauzon ont remplacé les balles du jeu « Killer » par des fleurs

Au cégep de Lévis-Lauzon, on ne tire plus de fausses balles avec des simulacres de fusils. Des fleurs ont remplacé les fausses munitions et le jeu « Killer » a été remplacé par le jeu « Anticipation ».

par ANNE-LOUISE CHAMPAGNE  
LE SOLEIL

Le comité du Hobgobelin, du cégep Lévis-Lauzon, avait défrayé la manchette au lendemain du

massacre de l'École polytechnique. Ce comité réunit en effet des élèves qui ont choisi comme activité parascolaire les jeux de simulation, tel le jeu « Killer », dont le but est d'éliminer les adversaires à l'aide de fausses

balles.

Un communiqué émanant de ce comité explique que les élèves ont d'abord été surpris de la réaction des médias devant leur jeu. Mais après réflexion, mentionnent-ils, ils ont décidé de réviser l'orientation de cette activité. Ainsi est né le jeu « Anticipation », un peu semblable à celui du drapeau, selon le communiqué. Ce jeu fait plus appel à

la créativité et utilise des outils inoffensifs, comme une fleur ou une rondelle de mousse. De plus, on « n'élimine » plus un adversaire, on disqualifie un concurrent.

Le communiqué se termine en disant que le cégep Lévis-Lauzon s'associe pleinement au mouvement anti-violence lancé par l'École polytechnique de Montréal.

## Investir dans un REÉR? Aussi facile que de compter jusqu'à trois.

Il y a plusieurs façons d'investir dans un REÉR. La BNE vous les offre toutes :

Les REÉR — dépôts. Vous avez le choix entre des placements à taux garanti remboursables ou non avant l'échéance et l'option Épargne à intérêt quotidien. Nos taux d'intérêt sont difficiles à battre.

Les REÉR à Fonds Scotia\*. Fonds de sécurité et de revenu Scotia, Fonds de revenu Scotia, Fonds d'actions et d'obligations Scotia et Fonds de valeurs de croissance canadiennes Scotia. Quatre fonds communs de placement gérés par des portefeuillistes professionnels et ayant chacun son potentiel de croissance et de rendement.

Les REÉR autogérés. Les REÉR autogérés offrent aux investisseurs un grand choix de



placements et leur permettent de tirer pleinement parti de l'évolution du marché et des nouvelles occasions de placement. Si vous le désirez, nous pouvons vous mettre en relation avec un Représentant en placements de ScotiaMcLeod qui vous aidera volontiers à vous constituer un portefeuille parfaitement adapté à vos objectifs financiers.

Pourquoi chercher ailleurs? Vous trouverez à la BNE un choix complet d'options.

Pour plus de renseignements, demandez à votre succursale BNE un exemplaire gratuit de l'édition 1989-1990 de la brochure « Réponse à tout sur les REÉR », ou téléphonez au numéro suivant :

Libre appel  
1-800-361-6605

La BNE est là pour vous aider...  
et vous le prouve tous les jours.

**BNE**  
LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE



\* Cette annonce ne constitue pas une offre, laquelle ne peut se faire que par le biais d'un prospectus simplifié. Les parts des Fonds Scotia sont offertes, selon les provinces ou territoires, par La Banque de Nouvelle-Écosse, Placements BNE Inc., ou ScotiaMcLeod Inc. Filiales en propriété exclusive de La Banque

de Nouvelle-Écosse, ces deux dernières fonctionnent cependant comme des entités distinctes.  
\*\* Ce taux d'intérêt est révisable. Non remboursables avant l'échéance. Intérêts capitalisés et crédités annuellement et à l'échéance. Dépôt minimum : \$500.

## UN REER... c'est tellement personnel

Et le REER SNF... c'est un REER adapté à vos besoins, en plus d'être un abri fiscal de premier ordre, pour une retraite à votre goût.

N'hésitez pas! Pour votre contribution 1989, vous avez jusqu'au 1<sup>er</sup> mars pour souscrire à un REER SNF et profiter des avantages suivants... selon votre choix personnel:

### UN CPG SNF - REER

Investissez dans les CPG SNF - REER et bénéficiez de nos taux spéciaux.

**11 1/2 %**  
16 mois intérêts payables à l'échéance

BONI  
additionnel  
pour les personnes  
ayant atteint 60 ans.  
Minimum 5 000 \$

### UN PRÊT REER SNF

D'ici au 1<sup>er</sup> mars 1990, nous pouvons vous prêter la totalité de votre contribution annuelle à seulement 1/2% de plus que le taux préférentiel. Cette offre s'applique aux CPG SNF d'un an et plus et au Fonds SNF.

Personnellement,  
moi... c'est la SNF

Appelez-nous.  
Un de nos conseillers  
s'occupera de vous...  
personnellement.



**SOCIÉTÉ  
NATIONALE  
DE FIDUCIE**  
GROUPE MFQ

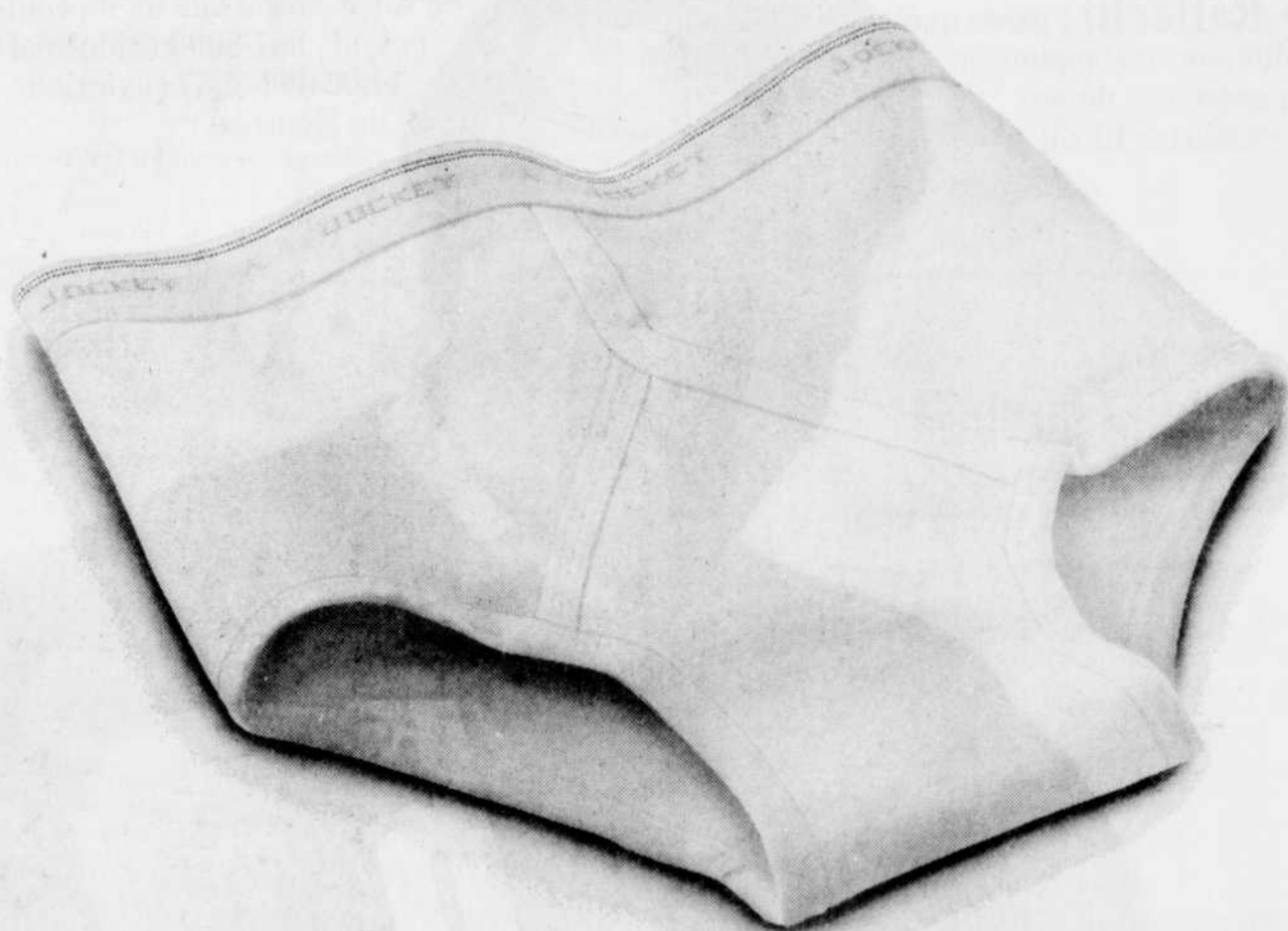
MONTREAL  
425 boul. de Maisonneuve Ouest  
Montréal (Québec) H3A 3G5  
(514) 844-2050 1-800-361-8625

LAVAL  
3030 boul. Le Carrefour  
Laval (Québec) H7T 2P5  
(514) 687-7360

QUÉBEC  
1307 av. Maguire  
Sillery (Québec) G1T 1Z2  
(418) 681-1550

Au service des Québécois depuis plus de 70 ans

## Le confort à bons prix!



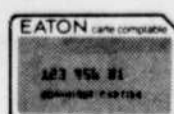
**25% de rabais!**  
**Sous-vêtements**  
**Jockey en coton**  
**pour hommes**

1. Maillot athlétique en tricot côtelé. Blanc. Tailles: petite, moyenne, grande, forte. Prix courant Eaton 5.95 **4.39** ch.

1A. Caleçon en tricot côtelé blanc, noir, bleu ou marine. Tailles: 30 à 42. Prix courant Eaton 5.95 **4.39** ch.

1B. (Hors photo): T-shirt en tricot jersey de coton, avec coutures d'épaules et encolure renforcées d'un galon. Blanc ou noir. Tailles: petite, moyenne, grande ou forte. Prix courant Eaton 7.95 **5.89** ch.

Vendus à ou par tous les magasins Eaton. Rayon 228.



Crédit accepté  
avec  
la carte Eaton



Les cartes American Express,  
Visa et MasterCard  
sont aussi acceptées  
pour les achats en personne.

**EATON**  
Nous sommes...le grand magasin du Canada

## Mandela a promis à Mulroney de venir au pays

(CP, Reuter, AFP) — Au cours d'une conversation téléphonique avec le premier ministre Brian Mulroney, mardi, le leader noir sud-africain Nelson Mandela a remercié le Canada d'avoir assumé le leadership en faveur de sanctions contre le gouvernement raciste de Pretoria.

De sa résidence de Soweto, Mandela qui a été libéré dimanche après 27 ans de prison pour cause d'activisme contre le régime de l'apartheid a parlé avec le premier ministre du Canada pendant dix minutes, selon Christopher Davis, du bureau de M. Mulroney.

Celui-ci a écrit à Mandela pour

l'inviter au Canada. Au cours de cette conversation téléphonique, le chef noir a accepté l'invitation, de dire Davis. « Il a manifesté son désir de venir au Canada le plus tôt possible. »

Ce message du bureau de M. Mulroney a été rendu public le jour même où le gouvernement britannique faisait part de son in-

tention d'abandonner unilatéralement si nécessaire les sanctions contre de nouveaux investissements en Afrique du Sud après la libération de Mandela.

Le Canada comme les États-Unis et la Communauté économique européenne dont fait partie Londres ne veulent pas abandonner les sanctions contre Pretoria tant que l'apartheid n'aura pas été complètement rayé de la carte de l'Afrique du Sud.

Au Cap, hier, le ministre de la Loi et de l'Ordre, M. Adriaan Vlok, a entre-temps dévoilé un

plan en six points pour tenter de mettre fin à la véritable guerre civile qui, d'après la radio d'Etat, a déjà fait 249 morts cette année dans les ghettos noirs du Natal (sud-est du pays). Les éléments principaux en sont l'envoi d'un millier de soldats supplémentaires (il y en a actuellement environ 800) et de renforts de police.

En outre, six des quelque 350 prisonniers du bagne de l'île de Robben (au large du Cap), où M. Mandela séjourna de 1964 à 1982, ont été relâchés hier.



Le général Miguel Gomez Padilla, directeur de la police colombienne, ainsi que le général Miguel Maza Marquez, directeur de la police secrète, ont répondu à certaines questions, hier, à la veille du sommet anti-drogue de Carthagène.

## L'ETA basque aurait fait sauter l'avion colombien

CARTHAGENE (AFP, AP) — L'organisation séparatiste armée basque ETA a fait sauter le Boeing d'Avianca qui avait explosé en vol, le 27 novembre dernier, au sud de Bogota, faisant 111 morts, a affirmé hier le directeur du département de la Sécurité colombienne (DAS), le général Miguel Maza Marquez.

« Il existe des preuves qu'une bombe a été placée (à bord de l'appareil) par deux terroristes de l'ETA », a déclaré le général au cours d'une conférence de presse, à la veille du sommet anti-drogue qui doit réunir à Carthagène les présidents américains George Bush, colombien Virgilio Barco, bolivien Jaime Paz Zamora et péruvien Alan Garcia.

Le général Maza Marquez a ajouté qu'il allait remettre lesdites preuves au juge chargé de l'enquête sur la catastrophe du Boeing 727 d'Avianca, qui avait décollé de l'aéroport Eldorado de Bogota le 27 novembre à destination de la ville colombienne de Cali (500 km au sud-ouest de Bogota). Il avait explosé en vol quelques minutes plus tard, au-dessus de la localité de Soacha, à 25 km au sud de Bogota.

Le jour même, un inconnu avait revendiqué la responsabilité de l'attentat dans un appel à une radio privée de Bogota, au nom des « Extradables », un groupe qui s'oppose à l'extradition vers les États-Unis de trafiquants de drogue colombiens, rappelle-t-on.

Le général Maza Marquez a, par ailleurs, affirmé détenir les

preuves de la responsabilité de l'ancien colonel israélien Yair Klein dans l'attentat contre le quartier général de la DAS qui avait fait 64 morts, le 6 décembre dernier à Bogota.

Selon le chef de la DAS, le colonel Klein « a agi en tant que chef des mercenaires » à la solde de la mafia de la drogue colombienne, engagée dans une « guerre totale » avec le gouvernement depuis août 1989.

Les preuves de ces affirmations seront remises dès aujourd'hui à un juge afin d'aboutir à l'inculpation de Klein, a ajouté le général.

Par ailleurs, le cartel colombien de la drogue de Medellin que l'on soupçonnait de vouloir s'en prendre au président George Bush au cours de son périple en Colombie, a apparemment décidé de se donner une meilleure image par la fermeture, mardi, de trois laboratoires d'une valeur de 25 millions \$ pour la fabrication de 20 tonnes de cocaïne.

Toutefois, le chef de la police colombienne, le général Miguel Gomez, a confié, hier, que ces laboratoires n'avaient pas été utilisés depuis un certain temps du fait de l'absence et de cocaïne et de produits chimiques...

# Cette année, ajoutez un petit quelque chose à votre REÉR.

En cette période de l'année, plusieurs institutions financières vous proposent leur REÉR.

À la Banque Royale, nous vous invitons à opter pour un REÉRRRRR: un Régime Enregistré d'Épargne-Retraite Royal, Réfléchi, pour un Rendement Rentable!

### • Retraite Royale:

parce que nos nombreuses options vous permettent de choisir en fonction de vos besoins et surtout de votre objectif—l'atteinte d'une retraite Royale.

### • Réfléchi:

parce que vous pouvez compter sur l'expérience de nos spécialistes REÉR

qui vous aideront à mieux cibler votre choix.

### • Rendement Rentable:

**11<sup>1/8</sup>%\***

\*Taux en vigueur en date du 12 février 1990. Basé sur un dépôt à terme de retraite de 10 mois sans privilège de retrait.

parce que la Banque Royale vous garantit des taux hautement concurrentiels.

**Vous pouvez obtenir jusqu'à 1/2% de plus en transférant vos REÉR à la Banque Royale: informez-vous sur nos bonis d'intérêt.\*\***

En somme, un REÉRRRRR

de la Banque Royale, c'est un placement qui rapporte. Renseignez-vous sans plus tarder auprès de votre succursale ou en composant: 987-8000 (Montréal) 1-800-363-3967 (extérieur de Montréal)

**Jusqu'à 1/2%**

\*\*Offre valable au Québec seulement.

# REÉRRRR

Régime Enregistré d'Épargne-Retraite Royal, Réfléchi, pour un Rendement Rentable.



**BANQUE ROYALE**

*Y a pas meilleur REÉR*

# REÉR

*Placement plus*

**12%\***

\*12% pour les placements de plus de 50 000 \$

Pour en connaître davantage sur les REÉR, consultez notre représentant de la Laurentienne Vie ou votre courtier de la Laurentienne Générale participant.



LAURENTIENNE VIE

# GRATUIT

ASSISTEZ GRATUITEMENT AUX SEMINAIRES SUR LES LOGICIELS



Réservez dès maintenant pour les lundi et mardi 19 et 20 février. Le nombre de places est limité.

**LES LOGICIELS DE COMPTABILITÉ INTÉGRÉE LES PLUS PERFORMANTS ET LES PLUS ABORDABLES SUR LE MARCHÉ.**

Pour plus d'inf.: **Les Logiciels Avantage Inc. (418) 622-8288**  
5400, boul. des Galeries  
Bureau 110  
Québec

# LE MONDE

## Les concessions soviétiques à Ottawa

### Chevardnadze sur la défensive

OTTAWA (PC) — Le programme adopté à Ottawa cette semaine pour les consultations sur l'unification des deux Allemagnes est d'une grande portée historique, a déclaré hier le ministre des Affaires étrangères d'Union soviétique, M. Edouard Chevardnadze.

Par ailleurs, il a nié que l'accord de l'URSS à la présence maximum de 195 000 militaires américains et de 195 000 militaires soviétiques en Europe centrale constituait une concession de son gouvernement. Cet accord, a-t-il affirmé, est dans l'intérêt des États-Unis, de l'Union soviétique et de toute l'Europe.

M. Chevardnadze s'est adressé aux journalistes à l'issue d'une longue rencontre avec le ministre canadien des Affaires étrangères Joe Clark.

Le « Georgien génial » a répondu aux questions sur un ton distingué et avec patience par l'intermédiaire d'un interprète.

L'échange s'est déroulé dans une atmosphère « de compréhension mutuelle et de respect mutuel », a-t-il souligné.

M. Chevardnadze demeurait deux jours à Ottawa après la conférence « Ciel ouvert ». Au cours de cette conférence, les 23 ministres des affaires étrangères de l'OTAN et du Pacte de Varsovie ont considéré une suggestion accordant à chacune des deux alliances militaires la permission d'effectuer des vols de surveillan-

ce non armés au-dessus du territoire de l'autre.

#### Troupes canadiennes

En plus durant cette conférence, les deux Allemagnes, les États-Unis, la France, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne se sont entendues pour tenir des consultations à chaque étape de la réunification des deux Allemagnes.

« Hier, nous avons approuvé une décision très importante qui, à mon avis, est d'une grande portée historique », a déclaré M. Chevardnadze.

« Elle concerne la mise en place d'un mécanisme très important des Six — soit des deux États allemands qui existent déjà, et des quatre grandes puissances. Plusieurs questions... (et) tous les aspects connexes seront discutés à l'intérieur de ce plan de discussion ».

M. Chevardnadze a noté que, si un pays accepte quelque chose qui semble très bien à tous et chacun, il ne s'agit pas d'un pas en arrière, « c'est une concession au bon sens ».

Actuellement, les Soviétiques ont environ 560 000 militaires en

Europe centrale. Les États-Unis en ont environ 325 000.

M. Chevardnadze et M. Clark ont aussi parlé du retrait des 7500 militaires canadiens stationnés en Allemagne de l'Ouest. Mais M. Chevardnadze a remarqué que cette question n'était pas urgente.

#### Aide canadienne

C'est au cours d'autres rencontres que l'on discutera de limites à toutes les troupes de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, a-t-il indiqué.

MM. Chevardnadze et Clark ont aussi discuté de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui pourrait jouer un rôle plus actif dans la future Europe. Il a été également question des régions troublées par des conflits comme l'Amérique centrale et le Cambodge, mais ni M. Chevardnadze ni M. Clark n'ont fourni de détails.

M. Clark a indiqué que le Canada avait offert à l'Union soviétique de l'aider dans la formation de cadres pour les banques et les services de transport, ainsi qu'au sujet de son système parlementaire naissant.

Aujourd'hui, M. Chevardnadze doit paraître devant une session conjointe du comité permanent des relations extérieures du Sénat, du comité des Affaires extérieures des Communes et du comité de la défense des Communes.

## Un chef à l'avenir nébuleux

MOSCOU (CP, AFP) — Mikhaïl Gorbatchev a déclaré hier qu'il n'avait pas encore décidé s'il briguera les suffrages pour un nouveau poste de président qui aura de nouveaux pouvoirs élargis.



Le « président » Mikhaïl Gorbatchev

« Je ne sais pas si je serai parmi les candidats », a-t-il dit hier au cours d'un débat orageux au Soviet suprême, la chambre basse du parlement soviétique.

C'est la deuxième fois en une semaine que le leader soviétique laisse planer le doute quant à ses intentions d'occuper la présidence même si tous et chacun admet à Moscou qu'il sollicitera un mandat à cette fin.

La session de printemps du Soviet Suprême a débuté hier dans une atmosphère tendue, au point que M. Gorbatchev a perdu son calme devant les députés, lassé de « perdre du temps » en bavardages, a constaté un journaliste de l'AFP au parlement soviétique.

Les députés ont finalement décidé d'ajouter à leur ordre du jour une discussion sur la situation au Caucase, mais ont refusé de fixer une date pour la réunion d'une session extraordinaire du Congrès des députés.

Reprenant les discussions sur le projet d'ordre du jour en 20 points du présidium, les députés ont décidé à la majorité d'y inscrire une discussion sur la réu-

pas contre sur le principe, mais exige des garanties et un contre-poids constitutionnel à ceux du président ».

« La clé est le rapport entre le président et le parlement. Les Baltes sont d'accord avec les radicaux », a précisé Mme Mariu Lauristin, député et dirigeante du Front populaire estonien.

« Nous voulons d'abord voir les dispositions prévues pour l'équilibre du pouvoir avant de voter un renforcement des pouvoirs de Gorbatchev », a ajouté un autre député balte dans le hall à l'issue de la séance.

Finalement, devant les protestations et les réticences de l'assemblée, M. Gorbatchev a proposé un vote de principe sur la seule inscription de la question à l'ordre du jour, le débat sur la date du Congrès étant repoussé à plus tard.

Par ailleurs, face à l'insistance des députés arméniens et azéris pour l'inscription à l'ordre du jour des problèmes du Caucase, les uns et les autres se renvoyant la responsabilité de l'explosion du mois de janvier, les députés ont voté pour « discuter de la situation et décider des mesures nécessaires pour ramener le calme et l'ordre ».

« La discussion aura lieu à la fin de la session », a précisé M. Gorbatchev.

nion extraordinaire d'un congrès, refusant toutefois la date du 27 février avancée par le présidium afin d'adopter rapidement les changements constitutionnels.

La réunion d'une session extraordinaire du Congrès permettrait de « trouver une solution définitive au problème de la propriété, des statuts du président et de l'article 6 », a indiqué Gorbatchev.

Interrogés dans les couloirs du parlement, M. Boris Eltsine, un des co-président du groupe inter-régional (progressiste) et chef de file des réformateurs, a indiqué que son groupe « n'est

## En Bref

### Guérilleros et policiers tués

BOGOTA (AFP) — Six membres présumés de l'Armée populaire de libération (ELN) et quatre policiers ont été tués hier lors d'un affrontement, près de la localité d'Arbolete (province d'Antioquia, à 1000 km au nord de Bogota), ont annoncé des sources militaires. L'affrontement a duré plusieurs heures entre les guérilleros et la patrouille de police, qui était tombée dans une embuscade, a ajouté la source.

### Meurtre des six Jésuites

SAN SALVADOR (Reuter) — Des membres du gouvernement salvadorien pourraient avoir été impliqués dans le meurtre des six prêtres jésuites, en novembre au Salvador, en plus des neuf militaires déjà accusés, a révélé hier un membre du Congrès américain. Le représentant démocrate Joe Moakley, qui a dirigé une mission du Congrès au Salvador, a déclaré que selon certaines allégations, il pourrait y avoir « un coupable » pour tous ces meurtres.

### Avril accusé de faillite

PORT-AU-PRINCE (AFP) — Onze partis politiques haïtiens, dont les principales formations de l'opposition, ont accusé hier soir le gouvernement militaire du général Prosper Avril d'avoir « fait faillite sur tous les plans ». Dans un communiqué conjoint, ces onze formations, qui accusent la politique du régime « personnel » du général Avril d'être la cause du climat de méfiance généralisée, estiment que les conditions pour des élections libres et honnêtes, à tous les niveaux, ne peuvent être rétablies par l'actuel gouvernement.

### Les Travaillistes en avance

LONDRES (AFP) — Les Travaillistes sont crédités de 51 % des intentions de vote dans le cas d'élections immédiates et devancent les Conservateurs de 15 points, dans le dernier sondage mensuel ICM que le Guardian publie aujourd'hui. C'est la plus forte avance jamais enregistrée par l'Institut ICM, depuis que M. Neil Kinnock est devenu chef du parti Travailliste en octobre 1983, souligne le journal de centre-gauche.

## Quatre fois plus de chômeurs en Pologne

VARSOVIE (AFP, AP) — Le ministre polonais du Travail, M. Jacek Kuron, a annoncé hier à Varsovie, devant la commission de la Diète (parlement) sur la politique sociale, que « le nombre de chômeurs prévus est de 1,7 millions », soit quatre fois plus que prévu.

Ces prévisions, conformes à celles de la Banque mondiale selon PAP, sont très supérieures au chiffre de 400 000 chômeurs avancé jusqu'à présent par les experts gouvernementaux, à la suite de l'introduction le 1er janvier de mécanismes de l'économie de marché.

Au cours du mois de janvier, les prix ont augmenté de 79 % cependant que 56 000 personnes se sont inscrites au chômage, un phénomène officiellement inconnu en économie socialiste.

Le ministre du Travail a souligné que « dans un bref laps de temps, 50 000 personnes doivent être touchées par des licenciements collectifs ». Selon lui, le chiffre de 1,7 millions de chômeurs inclut également de nombreux travailleurs proches de la retraite et de paysans-ouvriers.

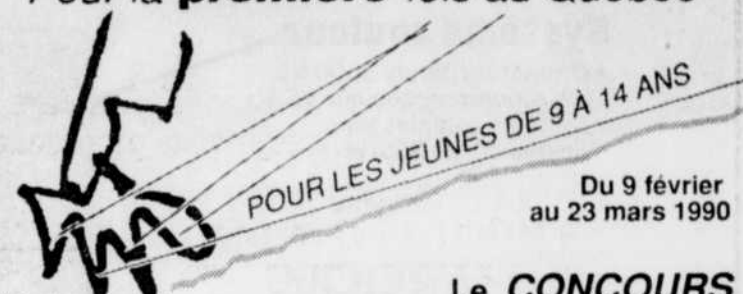
M. Kuron a proposé de créer une banque qui puisse « accorder des crédits bon marché à ceux qui voudront fonder leur entreprise ». Celle-ci devrait démarrer dans les trois mois, a-t-il précisé.

La politique du gouvernement a été critiquée par plusieurs députés, dont Mme Maria Dmochowska, de Solidarité. Accusant les agences pour l'emploi « d'inertie » et « d'improvisation », elle a estimé que les futurs chômeurs ne trouveront pas facilement du travail dans les ateliers et petites entreprises, dont 30 000 à 40 000 ont dû fermer leurs portes en janvier, selon elle.

D'autre part, selon le député Marek Boral, du parti social-démocrate SDRP (ex-communiste), 35 % des travailleurs de l'industrie légère de Lodz, la deuxième ville du pays, aujourd'hui en chômage technique, seront licenciés à la fin du mois de mars, s'il n'y a pas d'ici là une reprise de la production.

Un autre député du SDRP prévoit de son côté 30 % de licenciement lors du deuxième trimestre dans plusieurs mines, en raison de la mévente du charbon.

## Pour la première fois au Québec



Du 9 février au 23 mars 1990

## Le CONCOURS provincial de création de MARIONNETTES

La Semaine Mondiale de la Marionnette du Québec invite les 9 - 14 ans à créer une marionnette sur le thème « Mon Portrait ».

Les gagnants se partageront plus de 6200 \$ en prix... et le plaisir d'être interviewé au « Club des 100 watts ».

Les marionnettes du concours seront exposées à Jonquière lors de la Semaine Mondiale de la Marionnette, du 30 juin au 7 juillet 1990.

Les règlements sont disponibles dans les supermarchés Provigo participants et dans le numéro de février de la « Bande à Quenoi ».

Ce concours est rendu possible grâce à la collaboration de Radio-Québec, Provigo, la Ville de Jonquière et le Groupe Unimédia.

Radio Québec

Provigo

ville de jonquière

LES SOLEIL QUOTIDIEN

## LES CARAVANES 2000 INC.

6000, boul. Hamel, Québec

### GRANDE VENTE DE FÉVRIER Citation

DE MOTORISÉS CITATION SEULEMENT NEUFS ET USAGÉS

Vendredi 16 février Ouvert de 9 à 20 heures  
Samedi 17 février Ouvert de 10 à 16 heures  
Dimanche 18 février Ouvert de 11 à 16 heures

GRAND RABAIS SUR TOUS LES MODÈLES CITATION NEUFS ET USAGÉS EN INVENTAIRE PRÉSENTMENT.

CETTE OFFRE EST VALABLE UNIQUEMENT PENDANT CES TROIS JOURS AUX ACHETEURS SANS ÉCHANGE.



Modèle C de 21 à 28 pieds en fibre de verre  
Prix à partir de 39 900\$



Classe A 32 à 37 pieds  
Choix de suspension Mor-Ryde ou à air Ride-Rite, isolé pour l'hiver, double plancher complètement redessiné



Suspension à air tandem (36" et 37"), rangement pour bagage à la largeur du double plancher.

PLUSIEURS AUTRES MODÈLES D'OCCASION tous équipés et en parfait état



DU NOUVEAU!  
Nous sommes maintenant distributeurs des roulottes Fithwheels Citation.

1990 CITATION SUPRÊME 24 pieds, 8 000 km

1988 CITATION EXCELLA 27 pieds, 21 000 km

1989 CITATION EXCELLA 28 pieds, 10 000 km

1988 MALLARD 30 pieds, 23 000 km

1986 FRONTIER 27 pieds, 55 000 km

POUR PLUS D'INFORMATIONS: 872-0403  
Sans frais: 1 (800) 463-5943  
Fax: 872-5493

MOTORISEZ-VOUS AVANT L'APPLICATION DE LA TPS

NOUVEAU chez Yves Rocher

Pour un teint clair, éclatant, jeune et en santé  
BIONUTRITIVE à la germastine

30% de rabais pour l'essayer

Centres de Beauté Yves Rocher

Place Ste-Foy 654-9334  
Place Laurier 652-2355  
Galeries de la Capitale 623-9338  
Place Fleur de Lys 649-7111  
Galeries Chagnon (Lévis) 835-5321



Centres de Beauté

Yves Rocher  
La beauté par les plantes

## Un Airbus s'écrase en Inde : 92 morts

NEW DELHI (Reuter) — Quatre-vingt-deux personnes ont péri dans l'accident d'un Airbus d'Indian Airlines qui a pris feu à l'atterrissage et s'est écrasé hier sur l'aéroport de Bangalore, dans le sud de l'Inde, rapporte l'Agence Press Trust of India.

La police avait déclaré auparavant que 90 personnes étaient mortes et que 56 autres avaient été sorties vivantes de la carcasse calcinée de l'appareil. Selon la compagnie, il y avait 146 personnes à bord.

Le ministre indien de l'Aviation civile, Arif Mohammed Khan, qui s'est rendu sur les lieux de l'accident, a annoncé de son côté qu'une enquête judiciai-

re serait ouverte pour faire la lumière sur l'accident.

«La partie supérieure de l'avion a été soufflée et des corps ont été projetés hors de la carlingue», a rapporté un témoin.

«Avec l'aide de quelques autres, j'ai réussi à extraire huit personnes. Elles étaient toutes vivantes», a-t-il ajouté.

L'appareil, qui venait de Bombay, a manqué la piste avant d'aller heurter le mur d'un par-

cours de golf voisin de l'aéroport.

Des survivants ont expliqué qu'une hôtesse avait ouvert une porte à l'arrière de l'appareil et les avait aidés à sauter.

«J'ai vu un incendie se déclarer dans la rangée des sièges devant moi», a raconté l'un d'eux. «Je me suis précipité à l'arrière, j'ai vu une porte ouverte et j'ai sauté».

La compagnie a annoncé que l'A-320 avait été livré en décembre 1989. A Toulouse, un porte-parole d'Airbus a annoncé que le consortium européen avait envoyé des experts en Inde pour

déterminer les causes de l'accident.

L'accident de Bangalore est le premier impliquant un Airbus depuis la catastrophe de l'A-320 qui s'était écrasé en juin 1988 lors d'un vol de démonstration à Habsheim, dans l'est de la France. Cet accident avait été imputé à une erreur de pilotage. Trois des 130 passagers avaient péri.

La plus grande catastrophe aérienne en Inde remonte à octobre 1988. Un Boeing 737 d'Indian Airlines s'était écrasé à Ahmadabad, dans l'ouest du pays. Cent trente des 135 personnes à bord avaient péri.

## Accalmie en pays chrétien

## Les Libanais restent les otages de soldats

BEYROUTH (AFP, AP) — La trêve s'est maintenue hier dans les combats interchrétiens au Liban mais, en l'absence d'accord politique, la population civile reste l'otage de milliers de combattants sur le pied de guerre.

La fragilité de l'accalmie, qui a prévalu pour le deuxième jour consécutif, a été mise en évidence par des tirs sporadiques sur les fronts à l'intérieur du «pays chrétien» entre l'armée du général Michel Aoun et la milice des Forces Libanaises (FL).

Les accrochages les plus violents ont eu lieu à l'aube autour de la banlieue populaire d'Ain Remmaneh, un fief des FL encerclé par l'armée depuis deux semaines.

«Les rafales de mitrailleuses et les tirs de francs-tireurs continuent de paralyser la vie, et nous font craindre un nouveau massacre», assurait un cadre d'Achrafiyeh, le cœur densément peuplé du Beyrouth chrétien, dont les accès ont été minés par les FL pour empêcher l'avancée des blindés de l'armée.

À une vingtaine de kilomètres plus au nord, le port de Jounieh offre le visage d'une ville fantôme : selon des témoignages concordants, des milliers d'habitants y restent tapis jour et nuit dans les caves.

Ils craignent une reprise des combats sur le front du Kesrouan, où les FL et l'armée se partagent la localité de Qolaiat, ancien fief exclusif de la milice, dans une zone montagneuse en surplomb de la mer.

Depuis le 31 janvier, les combats pour le contrôle du «pays chrétien» ont fait au moins 509 tués et 1840 blessés.

### Formation d'un comité national

La formation d'un comité national figure parmi les six points d'un accord de cessez-le-feu annoncé le 8 février par une commission de médiation, composée de personnalités politiques et religieuses chrétiennes.

Le général Aoun ne s'est pas prononcé sur ces points parmi lesquelles ne figurent pas ses deux principales exigences, l'intégration des FL au sein de l'armée et le rejet explicite par cette formation de l'accord de Taef.

M. Geagea a d'autre part accusé le général Aoun d'entraver l'action de la commission de médiation pour «pouvoir mener une nouvelle action militaire». Il a ajouté que «toutes les éventualités sont possibles en cas d'échec des médiateurs» et qu'à ce moment «toutes les régions chrétiennes seront menacées de destruction».

Geagea a refusé une demande du général Aoun de dissoudre sa milice et qualifié de «folie» le drame intérieur du «pays chrétien».

## Téhéran ne veut pas amnistier Salman Rushdie

TÉHÉRAN (AP, AFP) — Le gouvernement iranien a fait savoir, hier, que l'écrivain indo-britannique Salman Rushdie sera tué en conformité avec l'édit de feu l'Ayatollah Khomeini et ce en dépit des importantes mesures de sécurité prises autour de l'auteur des «Versets sataniques».

À l'occasion du premier anniversaire de cet édit, le président du parlement iranien, M. Mehdi Karubi, a déclaré hier que «les complots et les ruses contre l'islam n'ont aucun effet» et que «Salman Rushdie n'échappera pas à la vengeance des musulmans». Une récompense de 6,2 millions \$ était promise à quiconque assassinerait l'écrivain accusé d'avoir blasphémé l'islam dans son livre publié en 1988.

Rushdie qui est sous bonne garde policière en Grande-Bretagne, depuis le 14 février 1989, a rompu le silence, il y a quelques jours, en publiant dans un journal britannique un essai pour la défense de ses écrits. Rushdie soulignait néanmoins qu'il n'avait nullement voulu offenser les musulmans.

Par ailleurs, un groupe de jeunes musulmans de Bradford, en Angleterre, a renoncé à brûler une effigie de Rushdie, hier soir, la police craignant que cette manifestation n'entraîne des scènes de violence.

Le Mouvement de la Jeunesse Musulmane avait prévu de brûler un mannequin pour marquer le premier anniversaire de la «fatwa» (décret de mort) déclarée par l'Imam Khomeini. Le livre de Salman Rushdie avait été brûlé en public à Bradford l'an dernier avant que n'intervienne l'Ayatollah Khomeiny dans cette affaire.

# S.O.S.

**Rabais sur systèmes — 2 systèmes Tandy 3000 NL en solde à des prix incroyablement bas. Choisissez celui qui vous sauvera de vos problèmes**

AUSSI  
BAS  
QUE

**1999<sup>00</sup>**  
Total des prix courants 5005.95  
En solde jusqu'au 31 mars 1990

### Système couleur

- Ordinateur Tandy 3000 NL avec moniteur couleur VGA
  - Système complet avec disque 40 Mo SCSI et contrôleur
  - MS-DOS 3.3 incorporé
- Total des prix courants 5355.95  
solde... **2399<sup>00</sup>**  
25-8073/4159/4161/8061/4109

### Système mono

- Avec unité 40 Mo SCSI, contrôleur, écran mono VGM-100 et MS-DOS 3.3
- Total des prix courants 5005.95  
solde... **1999<sup>00</sup>**  
25-8073/4159/4161/4040/4109

### Fonctions incorporées

- Le 3000 NL comprend:
- Unité de 3 1/2", 1.44 Mo
  - Expansion possible
  - Sortie imprimante parallèle et série RS-232.

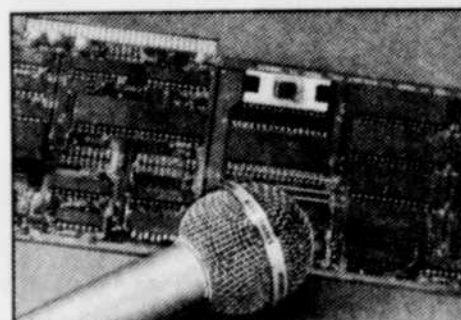
### Fabuleux!

- RAM 640K
- Microprocesseur 80286 Intel et MHz
- Exécute les logiciels de gestion MS-DOS et compatible avec système MS OS/2

### Clavier amélioré

- Le 3000 NL avec clavier de 101 touches, bloc numérique, verrouillage de clavier et support.

## BEAUCOUP D'AUTRES FONCTIONS!



**VoiceKey vous relie à votre ordinateur en reconnaissant vos commandes orales**

Pour accélérer le traitement, une commande verbale peut remplacer jusqu'à 64 frappes. Améliore la productivité de 25 à 200%. 25-8330 **RABAIS \$100.** Cour. 899.00... solde

**799<sup>00</sup>**

Réglettes pour logiciels populaires pour démarrage et fonctionnement rapides. DeskMate®, BusinessVision, Maximizer, Word Perfect, Lotus, AutoCad. 25-8332/3/4/5/6/91 chaque... **19.95**



### Imprimante à matrice DMP-300

Rapide et efficace, accessible. Imprime jusqu'à 225 caractères par seconde en qualité ordinateur. 26-2818 Cour. 899.00

**799<sup>00</sup>**

En solde jusqu'au 28 février 1990

Accessoires non compris. Nous nous réservons le droit de corriger les fautes de frappe.

# TANDY / Radio Shack®

DIVISION INTERCAN CANADA LEE

Consultez les pages blanches pour le magasin ou le détaillant autorisé Radio Shack le plus proche.





## En Bref

## ■ Bruit TTV chez Obscure

À l'occasion du vernissage de l'installation de Marcel Jean à la galerie Obscure, la formation inter-disciplinaire Bruit TTV présente aujourd'hui, à 21 h, « Disséminations III », une rétrospective des créations de ce groupe qui se consacre à diverses expérimentations musicales. Les locaux d'Obscure sont situés au 729, côte d'Abraham.

## ■ Autour de Johannes Brahms

L'Ensemble vocal André Martin propose, samedi à 20 h, à la chapelle du Bon-Pasteur, un concert sous le thème « Échos romantiques autour de Johannes Brahms ». En plus d'œuvres « a capella » et avec accompagnement de piano de ce compositeur, le programme comprend des pièces de Grieg, Barber, Delius, Verdi, Debussy, Fauré, Duparc,

## ■ Christine Bernard à la Chambre blanche

L'Association de musique actuelle de Québec présente aujourd'hui, à 20 h, à la Chambre blanche, un concert de Christine Bernard et André Fecteau. « Suite alchimique pour texte et synthétiseur » est un collage de textes inédits de Christine Bernard chantés par l'auteur sur une musique séquentielle d'André Fecteau. La Chambre blanche est située au 185, Christophe-Colomb Est.

## Où aller à Québec

Faire parvenir vos communiqués à: Lise GIGUÈRE, journal LE SOLEIL, C.P. 1547, 390, St-Vallier Est, Québec, G1K 7J6. Tél.: 647-3489.

## Cinéma

La classification des films est établie par l'Office des communications sociales. Voici le barème d'appréciation des films qui sont présentement projetés sur les écrans dans les cinémas de Québec et de la Rive-Sud.

Les chiffres réfèrent à la valeur artistique de l'œuvre: (1) chef-d'œuvre; (2) remarquable; (3) très bon; (4) bon; (5) moyen; (6) médiocre; (7) minable.

Les appréciations des films sont établies sur les copies présentées dans la province de Québec.

CANARDIÈRE (Galerie Canardière, 661-8575). Retour vers le futur 2 (4) 19h, 21h15. G. Prix d'entrée: \$7; \$4, moins de 14 ans et pour les 65 ans et plus.

CINEPLEX CHAREST (coin du Pont et boul. Charest, 529-9745) La guerre des Rose (4) 13h10, 16h, 19h, 21h30. 14 ans. Valmont (3) v. française. 12h40, 16h, 19h, 21h45. 14 ans. Mon cher papa (4) 13h40, 16h20, 19h15. G. Shocker (5) v. française. 21h45, 18 ans. Cruising Bar (5) 12h35, 14h50, 17h30, 19h50, 21h55. 14 ans. Romero (4) 13h15, 16h10, 19h25, 21h50. 14 ans. Tango & Cash (5) 13h30, 16h30, 19h05, 21h30. 18 ans. Rip-o-ix contre Ripoux (1) 13h, 15h10, 17h20, 19h30, 21h40. Retour vers le futur 2 (4) 14h, 16h45, 19h15, 21h45. G. Prix d'entrée: \$7; \$4, âge d'or et enfants moins de 14 ans. N.B.: Il est possible de se procurer ses billets à l'avance, la journée même de la représentation à laquelle vous désirez assister.

CLAP (2360 Chemin Sainte-Foy, 650-CLAP) ★ Un monde sans pitié (3) 12h, 15h45, 21h30. G. Roselyne et les lions (4) 13h, 17h. G. ★ Romero (4) 13h45, 17h30, 14 ans. Rôles parlants (1) 15h15, 19h15, 14 ans. Trop belle pour toi (3) 19h30. G. Camille Claudel (3) 21h15. G. Prix d'entrée: \$4,50; \$3,50 pour les 50 ans et plus et les moins de 14 ans. Les films précédés d'un ★ ont un prix spécial de \$7, du ven. au dim. et de \$4,50 du lun. au jeudi. Aussi carte d'abonnement disponible: 10 films pour \$35.

GALERIES DE LA CAPITALE (5401 des Galeries, 628-2455) Salle 1: ★ Salle fermée. Le party (5) 19h, 21h25. 18 ans. Salle 3: Patrouilles en folie (5) v. française de Ski Patrol. 19h20, 21h20. G. Salle 4: Music Box (4) Version française. 18h40, 21h05. G. Salle 5: De quoi j'me mêle (4) 19h30, 21h30. G. ★ Ceci n'est pas un programme double. Salle 6: Stella (4) 19h10, 21h20. G. Prix d'entrée: \$6; \$4, enfants 13 ans et moins et âge d'or.

LIDO (Lévis 837-0234). Salle 1: La guerre des Rose (4) 19h, 21h15, 14 ans. Salle 2: Le party (5) 19h15, 21h15, 18 ans. Salle 3: Tango & Cash (5) v. française. 18 ans. 19h, 21h. Salle 4: Retour vers le futur 2 (4) 19h, 21h. Prix d'entrée: \$4,50, pour adultes et adolescents; \$3, pour les moins de 13 ans et plus de 65 ans. N.B.: Il est possible de se procurer ses billets à l'avance, la journée même de la représentation à laquelle vous désirez assister.

MIDI-MINUIT (252 rue Saint-Joseph est, 522-2828) Belle à confesser (1) 12h15, 15h10, 18h05, 21h. Née pour baisser (4) 13h40, 16h35, 19h35. 18 ans. Prix d'entrée: \$6.

PARIS (Place d'Youville, 694-0891). Salle 1: Born On the 4th July (3) 19h, 21h40. 18 ans. Salle 2: Révolution française - les années lumières (4) 20h. G. Salle 3: Révolution française 2 - les années terribles (4) 20h15. 14 ans. Prix d'entrée: \$7; \$4, âge d'or moins de 14 ans pour chaque salle.

PLACE QUÉBEC (525-4524). Salle 1: Le party (5) 19h, 21h15. 18 ans. Salle 2: Hard To Kill (1) 19h15, 21h20. 18 ans. Prix d'entrée: \$6; \$4, enfants 13 ans et moins et âge d'or.

SAINT-FOY (Place Sainte-Foy, 656-0592). Salle 1: Loose Canons (1) 19h15, 21h30. 14 ans. Salle 2: Driving Miss Daisy (3) v.o.a. 19h10, 21h20. G. Salle 3: Flashback (4) v.o.a. 19h, 21h15. G. Prix d'entrée: \$6; \$4, enfants 13 ans et moins et âge d'or.

VIDÉOTHÉÂTRES - Bibliothèque Gabrielle-Roy, 350 rue Saint-Joseph est. Rens: (529-0924). Ce soir 19h: Un monologue Nord-Sud.

## Théâtre

SOIRÉE MEURTRE ET MYSTÈRE AU BONAPARTE. Souper-théâtre tous les jeudis de 18h30 à 22h présenté par les Mystères Éduard May. Restaurant Bonaparte, 680 Grande-Allée est. Réservation: 647-4747. Côté: \$29,95. Aussi, tous les premiers vendredis du mois.

DANS DE BEAUX DRAPS! par le Théâtre Parminou. Avec Réjean Bedard, Louise Deslèves, Hélène Major et Pierre Pirozzi. Mar. au sam. 20h. Implanthéâtre, 2 rue Crémazie est, angle de Salaberry. Réservation: 529-2183.



S'inspirant de son neuvième et plus récent microsillon «Un aller simple», Sylvain Lelièvre présente son spectacle au Théâtre du Petit Champlain.



Ghislaine RHEAULT

## Cinéma à la télé: la récolte des légumes

C'est un peu tôt pour la récolte des légumes? Eh bien non! L'Office des communications sociales présente comme chaque année son bilan du cinéma à la télévision pour la dernière année. L'Office, à partir de ses cotes, peut comptabiliser les navets, tout comme les chefs-d'œuvre, diffusés par les stations de télé.

L'Office administre sept cotes: du rarissime chef-d'œuvre absolu (cote 1) au minable torchon (7).

Dans la catégorie « médiocres ou minable », le championnat de cette catégorie revient à CFCE, canal 12 (164 films sur 810). Il est suivi de près par le canal payant Super Écran (129 sur 680). J'oublie volontairement First Choice qui fait pire encore. Viennent ensuite ex aequo dans cette catégorie, le canal 10 (Télé-Métropole) avec 94 films, et Quatre Saisons (82 films) soit 14 % de leurs programmes de cinéma chacun.

## La palme d'or

Radio-Québec mérite encore cette année la palme d'or pour la qualité de son cinéma. C'est devenu une bonne habitude. Cent quinze de ses 247 films étaient remarquables ou très bons, selon les cotes de l'Office des communications sociales. Radio-Québec n'avait aucun navet (cotes 6 et 7) à l'affiche cette année.

L'Office signale une augmentation constante des productions américaines d'une année à l'autre. Elles représentent 59 % de la programmation en 1989. Cette proportion s'accroît de 2 à 3 % chaque année.

À l'opposé, à CFCE et CBC, on n'a même pas 1 % des films qui viennent de la France. Mais toutes les stations francophones du Québec projettent entre 5 et 7 % de films de la Grande-Bretagne et entre 30 et 74 % de films américains. C'est encore Radio-Québec qui est la moins « américanisée » avec le tiers de films venant du Sud. C'est Télé-Métropole qui en diffuse le plus. Soit les trois-quarts de ses programmes ciné.

Sauf à Radio-Québec et à Radio-Canada, les téléspectateurs n'ont que peu accès au cinéma européen autre que français et britannique. Ainsi, Radio-Québec projette 21 % de films d'autres origines. Et ils sont de qualité.

Les films canadiens occupent de 3 à 14 % de la grille cinéma des stations. La moyenne est de 8 %. C'est Quatre Saisons qui a la plus faible cote à cet égard alors que First Choice en offre 14 %. On les voit donc presque tous.

L'Office note aussi la baisse substantielle du nombre de primeurs. On constate cependant que les films apparaissent au petit écran de plus en plus rapidement après leur sortie en salle.

En résumé: la qualité des films de TM a très légèrement augmenté, celle de Radio-Canada légèrement diminuée, alors que Radio-Québec conserve à peu près sa cote. Les très bons films à TQS étaient moins nombreux cette année.

## Le prix Glenn-Gould à Yehudi Menuhin

Le prix international Glenn-Gould 1990 a été décerné au violoniste Yehudi Menuhin, annonçait hier Allan Gotlieb, président du Conseil des Arts du Canada.

Concours international Bach tenu à Toronto en 1985.

À une bourse de 50 000 \$, s'ajoute une œuvre commandée de l'artiste canadienne Fay Rooke.

Du nom du célèbre pianiste canadien, ce prix qui est attribué à tous les trois ans a pour objet de récompenser une contribution exceptionnelle à la musique et à la communication de la musique par l'utilisation des technologies des communications.

Il a été créé par la Fondation Glenn-Gould, grâce à la contribution de la fondation Floyd S. Chalmers de Toronto à laquelle se sont ajoutées les recettes du

## LES CHOIX DU SOLEIL par Ghislaine RHEAULT

## CE SOIR À LA TÉLÉ

■ 21h00-RQ  
Le romantisme, c'était hier. Ce soir, Le marché du couple un document qui jette un regard sur l'industrie qui fleurit autour du sexe, du mariage ou de la lutte à la solitude.

■ 21h00-RC  
On a l'embarras du choix. Il y a aussi un excellent document sur l'histoire de la révolution chinoise. Images remarquables, d'après ce que la télé nous a montré jusqu'ici.

■ 21h00-TV5  
C'est aussi la fête à « Bébel » à l'avis de recherche. Belmondo qui joue présentement Cyrano, est à l'honneur. Invités: Vanessa Paradis, Claude Lelouch, Guy Bedos, Jean Rochefort, Annie Girardot.

|                                  | 18h30                       | 19h00                       | 19h30              | 20h00                    | 20h30                                    | 21h00                                           | 21h30                        | 22h00                    | 22h30                   | 23h00                      | 23h30                           |
|----------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------|------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| 2 CABLE 13<br>CFAP (TQS)         | Coup de foudre              | 24/24                       | Elle et nous       | Flic à tout faire        | Le hockey des Nordiques à Quatre Saisons | Nordiques de Québec affrontent Blues à St-Louis |                              |                          |                         |                            | Dernière édition                |
| 3 CABLE 14<br>WCAX (CBS)         | The News (en cours)         | CBS News                    | Family Feud        | 48 Hours                 | Island Son                               |                                                 |                              | Knot's Landing           |                         | The News                   | The Pal<br>Sajak Show           |
| 4 CABLE 7<br>CFCE (Pathonic)     | Charivari                   | Vie des gens riches et cel. | Chambres en ville  | UN PEUPLE DÉCHIRÉ        |                                          |                                                 |                              | Ad Lib                   |                         | Nouvelles TVA              |                                 |
| 5 CABLE 3<br>CKMI (Ind.)         | Newswatch (en cours)        | On The Road Again           | Dear John          | Front Page Challenge     | Family Pictures                          | Codco                                           | Kids in The Hall             | The National/The Journal |                         | Newswatch                  | Newhart                         |
| 6 CABLE 19<br>WPTZ (NBC)         | NBC News                    | Jeopardy!                   | Cheers             | Cosby Show               | Family Ties                              | Cheers                                          | Grand                        | L.A. Law                 |                         | News 5<br>Nightside        | Tonight Show                    |
| 7 CABLE 15<br>TV5 (CTOC)         | Des chiffres et des lettres | Le journal de A2            | L'info 5           | Ex Libris                |                                          | Avis de recherche                               |                              | Vues d'Afrique           |                         | Carabine FM                |                                 |
| 8 CABLE 10<br>CFM (TVA)          | Charivari                   | Vie des gens riches et cel. | Chambres en ville  | UN PEUPLE DÉCHIRÉ        |                                          |                                                 |                              | Ad Lib                   |                         | Nouvelles TVA              |                                 |
| 9 CABLE 6<br>CBVT (R.C.)         | Québec ce soir              | CTYVON                      | La cour en direct  | Lance et Compte III      | La Chine en révolution                   | Le téléjournal/Le point                         |                              |                          |                         | Supplément                 | Le monde du vélo                |
| 10 CABLE 12<br>CFCE (CTV)        | Pulse (en cours)            | Entertainment Tonight       | My Secret Identity | Cosby Show               | A Different World                        | Cheers                                          | My Two Dads                  | L.A. Law                 |                         | CTV National News          | Pulse                           |
| 11 CABLE 8<br>CIVQ (R.Q.)        | Debut de soirée             | Degrassi                    | Lumières           | Questions d'argent       |                                          | Points de vue                                   |                              | C'est la vie             |                         | Profession prof            |                                 |
| 12 CABLE 28<br>WYNY (ABC)        | ABC World News Tonight      | Wheel of Fortune            | A Current Affair   | Father Dowling Mysteries |                                          | The Young Riders                                |                              | Prime Time Live          |                         | Newscenter 22<br>Nightline | ABC News                        |
| 13 CABLE 16<br>WCPE (PBS)        | The Nightly Business Report | MacNeil/Lehrer Newshour     | Frontline          |                          | Great Performances<br>THE WINSLOW BOY    |                                                 |                              |                          |                         |                            | The MacNeil/<br>Lehrer Newshour |
| 14 CABLE 9<br>Vidéotron          | Action santé                | Parlons d'art               | Coup d'oeil        | Écriture d'ici           | Les vrais mords                          | Les arts et les autres                          | Rassemblements à son image   |                          |                         |                            | L'envers des apparences         |
| 15 CABLE 20<br>MusiquePlus       | Fax: l'infoplus             | Solidrock                   | Musique Vidéo      |                          | Rock en bulle<br>LEE AARON               | Musique Vidéo                                   |                              |                          |                         |                            |                                 |
| 16 CABLE 24<br>Télé Plus         | Dossier actualité           | La Croix-Rouge              | Option-24          | Mieux profiter de la vie | Mon bien-être... j'y vois                | Les amis de la nature                           |                              | L'art de se défendre     | Justice et justiciables | Entre bonnes mains         |                                 |
| 17 CABLE 25<br>Réseau des sports | Sports 30                   | Classique de tennis         |                    |                          |                                          |                                                 | Série Autosport Players Liée |                          |                         |                            |                                 |

Super Écran présente plus de primeurs, ce qui ne surprend pas.

Mais les films médiocres y sont en revanche plus nombreux.

Combien y a-t-il eu de films au petit écran en 1989 dans les huit stations recensées par Christian Depoorter pour l'OCS? Réponse: 4572.

Comptez maintenant le nombre de grains de pop corn qu'on a vendus en moins dans les cinémas en 1989!

## Drôle de vidéo

La vidéo domestique est encore trop jeune ici pour nourrir une heure d'émission par semaine. On le voit à Drôle de vidéo, l'émission à l'affiche depuis deux semaines à TVA, le vendredi à 19 h.

C'est pourquoi l'animateur Serge Grenier est bien obligé de montrer des images américaines... souventes fois étirées, trafiquées par la répétition des images pour en accentuer le « punch ».

Parmi celles qu'on a pu voir à la dernière émission, il y en avait de savoureuses: la bouquetterie et son bouquetier se bagarrant, se talochant dans l'allée de l'église avant d'être séparés par une main parentale autoritaire. Ou la mariée perdant son jupon. Ou le golfeur se lançant la balle dans les parties tendres... Ou le chat devant un écran, essayant d'attraper des voitures Formule un en se glissant derrière le téléviseur.

Serge Grenier, lui-même collectionneur d'images cocasses, livre petit à petit ses propres réserves. Les affiches ridicules le séduisent particulièrement. La perle de vendredi dernier: « Ille St-Amour... cul-de-sac ».

Mais dans l'ensemble, la cueillette de Grenier est un peu faible. Les images « locales » sont de piètre qualité. Les rires en conserve se mêlent aux rires en studio.

Voici donc une suggestion: pourquoi ne pas lancer un appel à tous dans les quotidiens japonais? On a vu tant et tant de touristes capter des images ici en étreignant leur Sony. Entre leurs tatamis, ils doivent avoir des casiers de rangement pleins de nos folies.

Malgré la pauvreté des sources, Serge Grenier arrache parfois le sourire. Car il a encore des punchs à la manière des ex-Cyniques! Exemple après une série « importée » sur des chutes spectaculaires de gymnastes, il dit: « C'est pas une médaille qu'ils vont avoir! C'est un bracelet d'hôpital! »

Il faudra des trésors d'ingéniosité pour enrichir cette émission. Car jusque là, c'est un peu comme les Insolences d'une caméra. Pas terrible!

## Le Théâtre à la radio

On ne parle malheureusement pas ici souvent des belles productions de la radio FM, celles de Radio-Canada notamment.

Lundi prochain à 19 h, Le veau à trois pattes, un texte de Victor Lévy Beaulieu sera présenté au réseau FM de Radio-Canada. Les rôles sont tenus par Gilles Pelletier (un acteur aimé de VLB), par Françoise Gratton et Louis Amiot.

C'est Mme Doris Dumais qui a réalisé ce théâtre radiophonique à Rimouski.

Mme Dumais signe aussi à compter d'aujourd'hui et jusqu'au 24 mai, une grande série de 15 émissions sur le théâtre en France. On y entend notamment Roger Planchon, Antoine Vitez, Ariane Mnouchkine, André Brassard, Michel Piccoli, Robert Hossein, Marie Laberge.

L'émission est diffusée à 19 h tous les jeudis, au réseau FM de Radio-Canada.

## Claire Bonenfant est élue unanimement présidente du Salon du livre de Québec

Mme Claire Bonenfant a été élue à l'unanimité présidente du nouveau Salon du livre de Québec.

Telle est la décision prise mardi par le conseil d'administration qui avait à son ordre du jour de son assemblée la formation d'un comité exécutif.

La vice-présidence va à Jean Payeur, bibliothécaire directeur général de l'Institut Canadien. Denis LeBrun, éditeur du magazine littéraire Nuit Blanche a accepté la charge de secrétaire-trésorier. De même, il continuera à assumer la coordination des activités, jusqu'à la nomination d'un directeur général, « d'ici au maximum deux mois », note M. LeBrun.

Aux postes de directeurs, deux élus complètent la liste du comité

exécutif. Ce sont: Guy Champagne, éditeur responsable du Centre de recherche en littérature québécoise et Paul-André Bourque, auteur. Parmi les 15 membres du conseil d'administration, on remarque également la présence de Christian Laliberté, dont le nom n'apparaissait pas dans la liste publiée vendredi dans nos pages.

Rappelons enfin que Mme Claire Bonenfant fut la première présidente du Conseil du statut de la femme. Longtemps aussi elle a travaillé comme libraire. Elle est actuellement coordonnatrice aux programmes d'accès à l'égalité du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

## Pour la remise des Oscars du 26 mars

# « Driving Miss Daisy » mène le peloton talonné par « Born on the 4th of July »

BEVERLY HILLS (AFP) — Deux films aux antipodes l'un de l'autre, *Driving Miss Daisy* et *Born on the 4th of July*, ont collectionné hier matin les « nominations » pour les 62e Oscars du cinéma, la plus haute distinction cinématographique américaine, qui seront décernés le 26 mars.

Rappelons que *Jésus de Montréal*, de Denys Arcand, est en lice pour l'Oscar du meilleur film en langue étrangère. Il se mesurera notamment à *Cinéma Paradiso* (Italie) et à *Camille Claudel* (France). En 1987, Arcand avait aussi été mis en nomination pour l'Oscar du meilleur film étranger avec *Le Déclin*. Il s'était alors incliné devant le film hollandais *L'Assaut*.

L'Académie du cinéma a par ailleurs créé la surprise en sélectionnant la comédienne française Isabelle Adjani pour le meilleur premier rôle féminin, pour son interprétation du sculpteur Camille Claudel dans le film du même nom du cinéaste français Bruno Nuytten. Elle affrontera, pour ce titre, Pauline Collins (*Shirley Valentine*), Jessica Lange (*Music Box*), Michelle Pfeiffer (*The Fabulous Baker Boys*) et Jessica Tandy (*Driving Miss Daisy*). *Camille Claudel* a également été sélectionné pour l'Oscar du meilleur film étranger.

Avec neuf « nominations », *Driving Miss Daisy*, de Bruce Beresford, qui relate sur un ton aigre-doux les relations entre une femme âgée blanche du Sud des États-Unis et son chauffeur noir, apparaît comme le grand favori à la course aux Oscars, décernés tous les printemps à Hollywood en présence de nombreuses personnalités du cinéma américain.

*Driving Miss Daisy* est talonné par *Born on the 4th of July*, un *The Godfather* (Le parrain) de Francis Ford Coppola. Il est cité pour le meilleur second rôle masculin épique d'Oliver Stone sur l'itinéraire d'un combattant revenu paralysé du Vietnam et qui

devient un militant anti-guerre. L'œuvre de Stone, inspirée d'une histoire vraie, celle de Ron Kovic, a obtenu huit nominations, dont une pour Tom Cruise, l'un des grands favoris pour l'Oscar du meilleur rôle masculin. Elle est aussi citée comme meilleur film et pour la meilleure mise en scène.

Deux autres films, *Glory*, qui raconte l'histoire de soldats noirs pendant la guerre de Sécession, et *My Left Foot*, de Jim Sheridan, qui retrace celle d'un Irlandais gravement handicapé, ont obtenu chacun cinq nominations.

Avec quatre nominations, *Dead Poets Society* (Le cercle des poètes disparus) de Peter Weir et *The Fabulous Baker Boys* figurent également en bonne place dans la compétition.

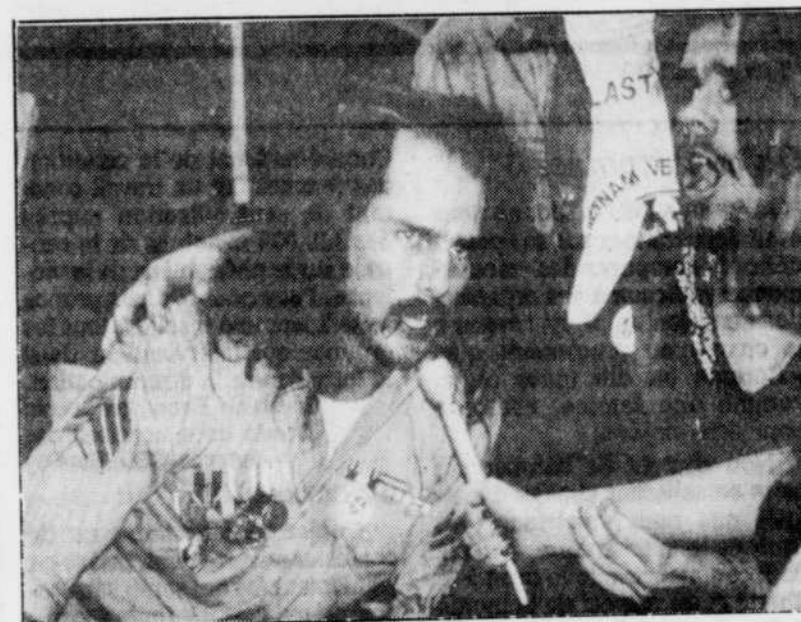
*Driving Miss Daisy* a notamment obtenu les nominations pour le meilleur film, le meilleur rôle masculin (Morgan Freeman), le meilleur rôle féminin (Jessica Tandy) et le meilleur second rôle masculin (Dan Aykroyd).

Parmi les acteurs sélectionnés figure un familier des Oscars, Marlon Brando, qui avait obtenu cette distinction en 1954 pour son rôle dans *On the Waterfront* (Sur les quais) d'Elia Kazan et avait refusé l'Oscar qui lui avait été décerné en 1972 pour son rôle dans *A Dry White Season* (Une saison blanche et sèche), un film sur l'apartheid dans lequel il interprète un avocat sud-africain.

Une surprise : *Batman*, de Tim Burton, qui a battu les records d'audience l'an dernier en rapportant 251,2 millions \$, est quasiment ignoré avec une seule sélection, pour la meilleure direction artistique.



« Driving Miss Daisy » a recueilli neuf mises en nomination pour les Oscars, dont celles de la meilleure actrice (Jessica Tandy), du meilleur acteur (Morgan Freeman, à droite) et du meilleur acteur de soutien (Dan Aykroyd, à gauche).



« Born on the 4th of July » est en nomination entre autres pour le meilleur film, le meilleur réalisateur et le meilleur acteur, Tom Cruise, que l'on voit ici dans une scène du film.

## Liste des nominations



Oliver STONE



Jessica LANGE

Voici les nominations annoncées hier pour les Oscars du cinéma dans les principales catégories :

— MEILLEUR FILM : *Born on the fourth of July* d'Oliver Stone, *Dead Poets Society* de Peter Weir, *Driving Miss Daisy* de Bruce Beresford, *Field of Dreams* de Phil Robinson et *My Left Foot* de Jim Sheridan.

— MEILLEUR RÔLE MASCULIN : Tom Cruise (*Born on the Fourth of July*), Daniel Day-Lewis (*My Left Foot*), Morgan Freeman (*Driving Miss Daisy*), Robin Williams (*Dead Poets Society*), Kenneth Branagh (*Henry V*).

— MEILLEUR RÔLE FÉMININ : Isabelle Adjani (*Camille Claudel*), Pauline Collins (*Shirley Valentine*), Jessica Lange (*Music Box*), Michelle Pfeiffer (*The Fabulous Baker Boys*), Jessica Tandy (*Driving Miss Daisy*).

— MEILLEURE MISE EN SCÈNE : Oliver Stone (*Born on the Fourth of July*), Kenneth Branagh (*Henry V*), Woody Allen (*Crimes and Misdemeanors*), Peter Weir (*Dead Poets Society*), Jim Sheridan (*My Left Foot*).

— MEILLEUR SECOND RÔLE MASCULIN : Danny Aiello (*Do the Right Thing*), Dan Aykroyd (*Driving Miss Daisy*), Martin Landau (*Crimes and Misdemeanors*), Denzel Washington (*Glory*), Marlon Brando (*A Dry White Season*).

— MEILLEUR SECOND RÔLE FÉMININ : Brenda Fricker (*My Left Foot*), Anjelica Huston et Lena Olin (*Enemies, a Love Story*), Julia Roberts (*Steel Magnolias*), Diane Wiest (*Parade*).

— MEILLEUR FILM ÉTRANGER : *Camille Claudel* (France), *Cinéma Paradiso* (Italie), *Jésus de Montréal* (Québec), *Santiago, the Story of his New Life* (Porto Rico), *Waltzing Regitze* (Danemark).



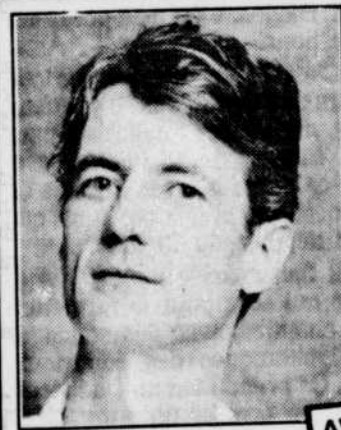
Julia ROBERTS



Marlon BRANDO



Après avoir reçu, mardi, 16 mises en nomination pour le gala canadien des prix Génie, « Jésus de Montréal » se retrouve finaliste pour l'Oscar du meilleur film en langue étrangère. Sur la photo : Catherine Wilkening, Lothaire Bluteau et Johanne-Marie Tremblay.



**SAMEDI 17 MARS**  
**20h**

Salle Jacques-Marquette  
950, rue Joffe, Québec

Sieges réservés: 19<sup>50</sup>\$

Billetech  
Renseignements: 643-8131

AVEC NIC POTTER, BASSE  
STUART GORDON, VIOLON

PETER HAMMILL

EN VENTE  
DEMAIN

BILLETTECH  
VENTE DANS  
LE RÉSEAU

Billetech

EXTRA-PROGRAMME LE 17 MARS

SYLVAIN LELIEVRE

UN  
ALLER  
SIMPLE

LA BRASSERIE  
O'KEEFE  
PRÉSENTÉ

CHOI  
98 FM

LE SOLEIL

ANTOINE HUBERT • JULIEN HUBERT  
RICHARD BOHRINGER / un film écrit et réalisé par  
JEAN-LOUP HUBERT



Une présentation

FAMOUS PLAYERS

ICFP  
DISTRIBUTION

LESOLEIL

CHOI  
98 FM

invitent 400 personnes  
à la première du film

**APRÈS LA GUERRE**

Galerie de la Capitale  
5401 boulevard des GALERIES, 626 2450

Le mercredi 28 février  
à 19H30

• Le concours débute le 15 février pour se terminer le 26 février 1990.  
• Le texte des règlements relatifs à ce concours est disponible à C-PP.  
• La valeur des prix offerts est d'environ 2 400\$.

Envoyez le coupon-réponse à:  
CONCOURS « APRÈS LA GUERRE »  
à l'attention de CHRC/CHOI  
Déposez à 2136, ch. Ste-Foy, Sainte-Foy QC  
ou postez à C.P. 8080, Ste-Foy, QC G1V 4S5

Nom \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Restaurant  
Charles Baillarge

LES SOIRÉES LYRIQUES  
DU VENDREDI

LE LYRISME EST À L'HONNEUR

Léonard Bilodeau, ténor  
Danielle Bédard, soprano  
Dina Martin, au piano  
Jean-François Clément, baryton

TABLE D'HÔTE à partir de 19,95 \$

Accès direct par le stationnement de l'Hôtel de ville

HOTEL CLARENDON  
57, Sainte-Anne, Québec - 692-2480

ce soir en direct  
Music-Hall

DU 13 FÉVRIER  
AU 10 MARS

LA DORDÉE

LESOLEIL  
réservations  
694-9631

CHOI  
98 FM

## ÉDITORIAL

## Oui au TGV pour 1997

**E**mballant ce projet de trains à grande vitesse (TGV) pour le corridor Québec-Toronto dont la liaison la plus achalandée serait Québec-Montréal. Réjouissant aussi de constater qu'il serait rentable — avec un petit coup de pouce gouvernemental — et que des entreprises privées comme Bombardier et GEC Alsthom (fabricant du TGV français) en soutiennent la promotion.

Les conclusions de l'étude de *préaisabilité* apportent un nouvel éclairage aux débats sur le transport en commun et la protection de l'environnement. Bombardier estime que ce train à propulsion électrique ferait grimper à 5 300 000 voyageurs par an la clientèle actuelle de 1 600 000 personnes de Via Rail. De quoi régler une bonne partie de l'engorgement de l'aéroport de Toronto tout en réduisant sensiblement la pollution.

Confronté à une situation économique qui frise le désastre, le gouvernement fédéral a démontré par les coupures à Via Rail sa détermination de ne plus supporter un déficit permanent dans le transport ferroviaire des passagers. Bombardier offre une planche de salut: que les pouvoirs publics investissent 1,6 milliard \$ et l'entreprise privée déboursa les autres 3,7 milliards \$ nécessaires. Une offre alléchante qui devrait séduire le ministère fédéral des Transports.

En effet, le ministre Benoît Bouchard lorgnait du côté du TGV pour renflouer sa société de chemin de fer, mais rejetait l'idée faute d'argent pour financer un tel projet. Ses fonctionnaires ont déjà échafaudé une solution, mais à la condition de compter sur la participation des provinces et du privé. Voilà justement ce que propose Bombardier, avec la rentabilité en prime.

Les avantages d'un TGV ne se calculent pas qu'en termes de revenus et dépenses d'exploitation. Il faut y ajouter des coûts moindres de lutte à la pollution, d'entretien du réseau routier et d'agrandissement des aéroports. En ce sens, tous les gouvernements sont financièrement impliqués.

On doit tenir compte aussi de l'impact économique à long terme si les entreprises canadiennes peaufinent avant les autres d'Amérique des technologies mises au point en Europe. Le projet de Bombardier promet beaucoup avec un contenu canadien à 85 %. Un TGV Québec-Windsor (via Ottawa) ne manquera pas d'étendre ses tentacules vers Boston, New York, Washington...

Autre argument non négligeable bien que plus régional, la liaison Québec-Montréal avec ses 41 % de la clientèle assure sa propre rentabilité. Les industries touristiques de la Capitale et de la Métropole tireraient grandement profit d'un trajet d'une heure 35 minutes, centre à centre. Non seulement pour les excursions d'un jour et les gros congrès, mais aussi pour le transport du courrier et de petits colis.

Bombardier propose de propulser à l'ère du transport moderne les quatre agglomérations urbaines qui représentent la moitié des emplois et de la production du pays. Il s'agit d'un projet de société pour lequel on peut trouver de l'argent quand la volonté politique s'arrime au choix populaire. On l'a vu avec les programmes d'épuration des eaux usées.

Ne ratons pas le rendez-vous de 1997 en retardant la mise en place des structures de concertation. Les gouvernements du Canada, de l'Ontario et du Québec doivent rapidement s'associer au projet pour l'analyser dans ses moindres détails; souhaitons aussi que les entreprises financières de chez nous, comme le Mouvement Desjardins à titre d'exemple, ne se contentent pas de regarder passer le train...

VIANNEY DUCHESNE

## Pourquoi pas ici?

**L**e dossier des dépotoirs de vieux pneus, au Québec, donne raison à Pierre Paradis quand il dénonce les lenteurs de ses fonctionnaires à l'Environnement. Une réglementation pourtant demandée par le Conseil des ministres à la fin d'août 1988, traîne encore dans les officines.

Après l'affaire des BPC de Saint-Basile-le-Grand, les Québécois ont cru que leur gouvernement prenait les choses en main. Légitime attente quand on sait que la facture — que l'on n'a pas fini d'acquitter puisque le dépôt de barils n'a pas encore été vidé — dépasse les 35 millions \$.

Et pourtant... On a bien entrepris un relevé des dépotoirs d'autres produits dangereux; les vieux pneus s'y retrouvaient. Un petit feu à Saint-Amable, le plus important de ces sites au Québec, avait rappelé le péril possible en juin 1988. Il fallait donc au moins réduire les risques.

Or, les Québécois découvrent qu'il n'existe toujours pas de législation précise dans ce domaine, même si certaines contraintes sont imposées pour les nouveaux permis.

Sur les anciens sites rien n'a changé, sauf à Saint-Amable où, aux frais des contribuables, on a débroussaillé, construit une clôture et organisé du gardiennage. Pour regarnir les coffres, M. Lincoln parlait d'une taxe. Mais l'idée a été abandonnée. L'été passé, Mme Bacon accordait 4,9 millions \$ à Caoutchuc-AniMat qui défait les pneus dont elle utilise le caoutchouc, à son usine de Sherbrooke.

Dans notre région, le dépôt de Saint-Gilles reste dans le même état qu'à l'automne 1988. Malgré les inquiétudes que dit avoir la municipalité, rien n'a encore été fait.

Ce qui se passe dans la petite localité ontarienne de Hagersville où des familles ont été évacuées d'un territoire de 100 kilomètres carrés, constitue un avertissement.

Disposer des vieux pneus reste le problème, même si l'on sait le recyclage possible. Mais des projets comme celui du chercheur québécois Christian Roy dont la pyrolyse sous vide permet d'extraire l'acier, l'huile et le noir de carbone des vieux pneus, n'arrivent pas encore à mettre en marche la machine qui débarrasserait notre environnement tout en lançant une nouvelle industrie. Pourquoi?

La CUQ a étudié avec Ciment Québec de Saint-Basile de Portneuf, la possibilité d'utiliser les pneus comme substitut énergétique. Cela se fait déjà au Japon et en Allemagne fédérale. Encore une fois, pourquoi pas chez nous?

MARTINE R. CORRIVAUT

## LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:

PIERRE DES MARAIS II

Éditeur adjoint et rédacteur en chef par intérim et directeur de l'édition:

J.-JACQUES SAMSON

Vice-président et trésorier:

CHARLES-A. POULIN

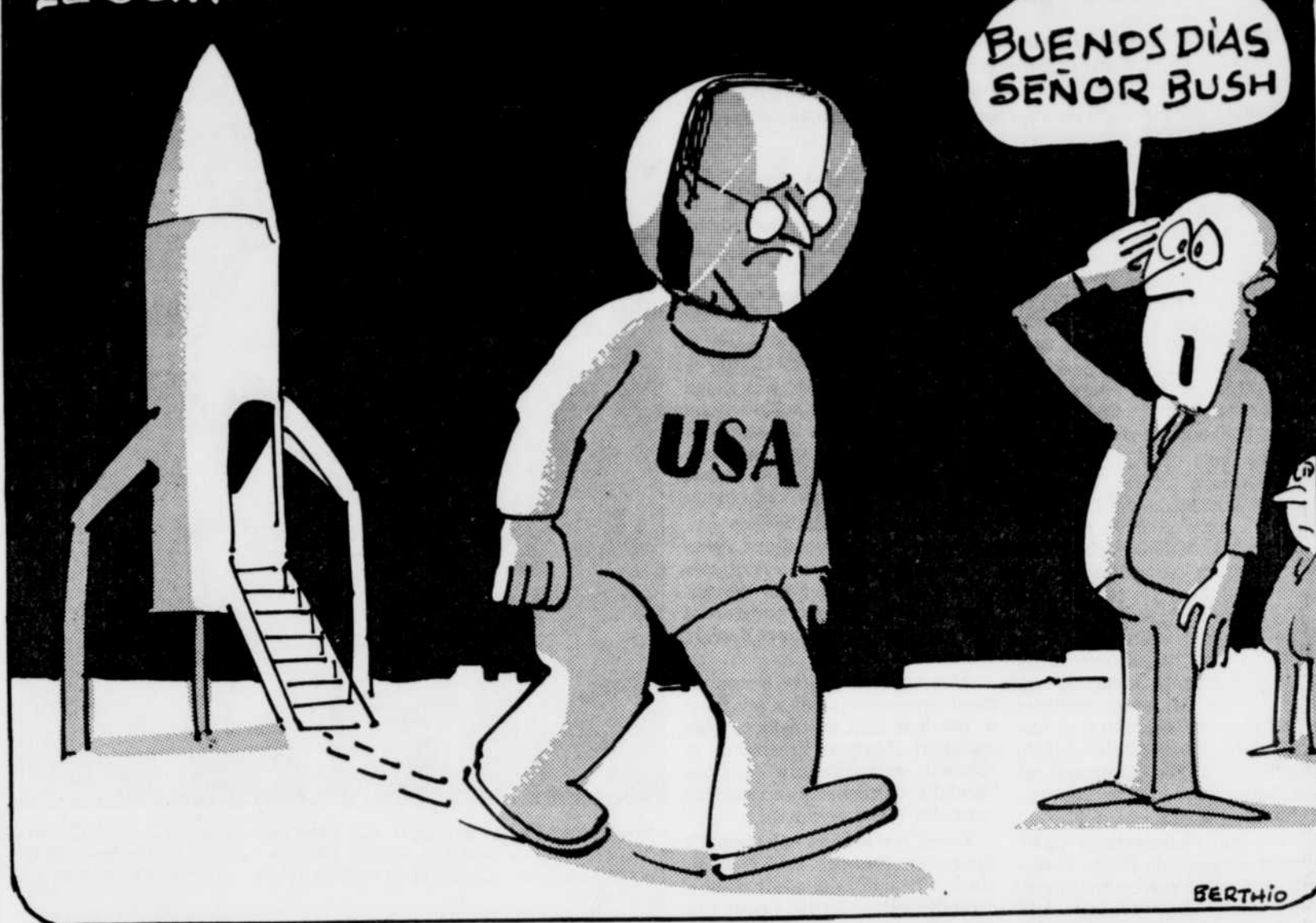
Président et Éditeur:

ROBERT NORMAND

Directeur de l'information:

DENIS ANGERS

## LE SOMMET ANTI-DROGUE DE COLOMBIE



## Votre Opinion

## Qu'on l'expulse

M. le juge Denys Dionne nous avait déjà étonnés par sa spontanéité à comparer les mouvements syndicaux à des organisations criminelles. Il est revenu à la charge en proclamant que: « Comme on dit: toute règle, comme une femme, est faite pour être violée ».

Non content de bafouer ses pairs en salissant l'image d'intégrité que nous voudrions tous avoir de la magistrature; il dénie de façon méprisante le droit à la liberté et au respect de la moitié de l'humanité: les femmes, en cautionnant comme naturel l'acte criminel le plus coercitif qui soit: le viol.

Sa conscience a sans doute été contaminée par ses délires de jadis avec la viande avariée (CECO); toujours est-il que l'honorable juge n'a plus sa place parmi nous et nous pouvons nous passer de ses exemples de justice. Son message est clair: dans notre société, les femmes ne sont pas considérées comme des citoyens à part entière.

Même dans les pays de l'Est, le fascisme est aujourd'hui condamné; il lui reste la possibilité de démentir en Afrique du Sud où il pourrait à son aise, pour être conséquent avec lui-même, affirmer que: tout chien, comme un Noir, est fait pour être battu! Mais qu'il fasse vite car, à Pretoria aussi, le vent est aux changements.

Je souhaite, en finissant, que le juge Dionne ne démissionne pas, mais plutôt que l'appareil de justice lui impose de disparaître, lavant du même coup, la tache qu'un tel individu fait sur notre société.

Jean-Michel Schembré Québec

## Une insulte!

(Lettre à M. Gil Rémillard, ministre de la Justice)

Les 9 et 10 février derniers le Réseau de la condition des femmes de la CEQ se réunissait à Montréal.

Ce réseau regroupe les responsables politiques de la condition des femmes des syndicats et fédérations affiliés à la CEQ de toutes les régions du Québec. Lors de cette rencontre, les 70 participantes ont pris connaissance des propos du juge Dionne à l'effet que... « toute règle est faite comme une femme, pour être violée ».

Plusieurs personnes appelées à commenter le meurtre des 14 étudiantes de l'École polytechnique, en décembre dernier, ont souligné la nécessité de faire un examen de conscience collectif sur la violence qui traverse l'ensemble de nos rapports humains.

Nous avons maintenant la responsabilité politique de signifier clairement que nous ne tolérerons plus ce type de message d'incitation à la violence contre les femmes.

Depuis plusieurs années, le

Comité national de la condition des femmes fait un travail constant de sensibilisation auprès des 130 000 membres de la centrale sur le phénomène de la violence. Pour nous, de tels propos constituent une insulte à tous les groupes qui interviennent dans la lutte contre la discrimination.

Ghyslain Fleury, présidente Comité de la condition des femmes CEQ, Ste-Foy

## Je conteste!

L'objet de cette lettre est de contester ouvertement, mais non légalement (ce qui serait sans espoir de ma part, de toute façon), votre réglementation sur l'enlèvement de la neige.

Dans la nuit du 3 au 4 janvier, vous avez fait remorquer notre voiture pour débayer la rue Liénard du très peu de neige qu'elle contenait.

Je conçois que la ville de Ste-Foy a comme politique de ne pas installer de panneaux de stationnement interdit dans les rues, pour indiquer à l'avance si un débayerage est prévu. La municipalité semble plutôt utiliser un autre moyen de communication aux automobilistes, soit d'annoncer à une ou plusieurs stations radiophoniques les heures prévues de débayerage.

Mais pour un citoyen venant d'une autre ville (Montréal) et ne connaissant pas les règles et procédures de l'opération « déneigement » de votre municipalité, il est plutôt difficile de prévoir.

En effet, comment savoir quand tout l'appareil mécanique des souffleuses à neige, des camions et des remorqueuses va se mettre en branle pour affronter les pauvres illicites qui ont osé stationner leur voiture dans la rue réservée à ces monstres « bouffeurs de neige »?

Je peux vous affirmer, et je suis persuadé ne pas être le seul, que j'étais bien loin de me douter qu'une opération de déneigement allait se produire cette nuit-là.

Vous allez sans doute me demander: Mais où étiez-vous ce soir-là et pourquoi ne vous êtes-vous pas informé sur les heures de déneigement? Je répondrai que lorsqu'on arrive chez des amis le soir à une heure tardive un 3 janvier et qu'il n'y a presque pas de neige dans la rue, on n'a pas nécessairement envie de téléphoner à la police de la municipalité pour savoir si, par hasard, la « gratte va passer ».

Pourquoi tout simplement ne pas indiquer, par des panneaux dans les rues, les heures de stationnement interdit? Cette méthode me semble un moyen d'information bien plus crédible qu'un message à la station radiophonique, qui risque de toutes façons d'atteindre une mince partie de la population.

Mais, naturellement, moins la population est informée, plus cela fait l'affaire de l'administration municipale.

Daniel Audet Montréal

## Un peu de respect!

L'émission « Le Point » à Radio-Canada du 7 février dernier, diffusait une interview avec l'ex-femme de Roch Thériault dénommée « Moïse ». Cette entrevue m'a beaucoup déplu.

Nous nous aurions cru dans un espèce de cabinet privé où surgissaient des questions d'ordre personnel remettant en cause les sentiments profonds de cette femme agressée, qui semblait assez facile à la manipulation.

Certes, je suis d'accord qu'un questionnaire à propos d'un dérangé comme Moïse soit remis en cause. Mais malheureusement la grande partie de l'entrevue ne concernait guère les gestes violents posés par ce déséquilibré public.

Si ce fameux journaliste et les autres membres de cette équipe ont voulu nous expliquer le comment d'un tel acte, je considère alors que nous le public et cette pauvre femme avons été l'appât encore une fois du sensationnalisme.

Martine Dolbec Québec

## Glissant! Slippery!

Non, merci!

Les Québécois ont lutté avec acharnement pour maintenir et améliorer le visage français de leur province. Mais quelle déception, quand on prend conscience de la gifle que s'apprête à lui administrer, MM. Bourassa et Ryan, en « bilinguisme » la signalisation routière!

Pour poser ce geste, ces messieurs se réfugient sous le prétexte de la sécurité. Avant que cette action ne soit entreprise, les Québécois ont le droit de connaître les résultats des études qui nous diraient le nombre d'accidents ou de tragédies provoqués par notre pauvre signalisation française.

Mais je doute fortement que nous ne connaissions jamais le contenu de ces études, pas plus d'ailleurs que les véritables intentions qui se cachent sous cet acte de démission.

Quand je pense que pour me rendre à Chicoutimi, je devrai emprunter la « Laurentienne Highway-North », j'ai peine à contenir ma colère!

Réginald Côté Charlesbourg

## Et nous, alors?

À propos des « troubles linguistiques » de Sault-Sainte-Marie, M. Giroux écrit, dans la page éditoriale, que: « L'élite anglo-canadienne s'insurge contre cette réaction de masse raciste. Elle a perdu le contrôle de l'opinion publique ».

Dans la page voisine (A-15), M. Marc Chevrier, digne représentant de cette élite bien pensante, dénonce la violence que nous proposons « la télévision, le cinéma, les vidéos ainsi que la

presse écrite (...) ». « Ils ont créé, dit-il, des habitudes de consommation, remporté l'adhésion d'un large public (...) ».

Quelle chance exceptionnelle nous avons de pouvoir compter, dans notre divine démocratie, sur une élite altruiste, dont un des nobles rôles consiste à baliser le chemin de la vertu à un public et son opinion qui ne serait, autrement, que masse raciste et violente.

Albert Sévigny Rimouski

## Écrire au député

Je vous écris pour vous faire part de ma peur de voir le dernier chantier maritime du Québec disparaître à tout jamais.

La plupart des intervenants savent que ce qui se passe à la MIL Davie est durement relié à la politique fédérale.

Avec ce que Marine Industrie a eu en contrats douteux, exemple: sous-traitance de Litton Canada qui est à Toronto, sous-traitance de St. John qui est au Nouveau-Brunswick et qui est le plus proche concurrent de la MIL Davie... c'est à se poser des questions.

C'est drôle que les agriculteurs de l'Ouest, eux, il y a deux ans, ont eu des milliards \$ pour les sauver de la sécheresse. Est-ce parce que les députés de l'Ouest sont plus compétents que nos députés du Québec?

Il faut aussi voir des Québécois qui sont pour la fermeture du chantier, avec des sondages radiophoniques des éditoriaux, etc. Ça prend bien un Québécois pour en écraser un autre. Si le chantier ferme demain, c'est dire adieu à 2200 emplois (hommes et femmes) qui sont à jamais perdus.

Donc, j'espère que les Québécois et Québécoises nous donneront leur appui, si important pour sauver le dernier chantier maritime au Québec en écrivant à leur député fédéral partout au Québec. (...)

Serge Gosselin Pintendre

## Quel radotage!

Dans les communications parlées et écrites, une étrange maladie a fait son apparition, je l'appellerai « l'effectivité », maladie qui affecte mes oreilles, et peut-être les vôtres.

Quelle est cette nouvelle mode d'utiliser l'adverbe « effectivement » à tout propos, à tort et à travers, à la radio, à la télévision un déluge « d'effectivement », même dans ce journal, il alourdit les textes, en plus d'être inutile.

D'où vient ce radotage? Viendrait-il de France, qui en fait un grand usage et à toutes les sauces. Est-ce un manque de vocabulaire?

Chose certaine ou effectivement et effectivement fatigant.

Dan Pouleur St-Antoine-de-Tilly

# LES IDÉES DU JOUR

## Il faut une véritable réforme des congés parentaux

par le CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

**Le Conseil du statut de la femme a présenté au cours du mois de février, un mémoire à la Commission des affaires sociales sur l'avant-projet de loi modifiant la Loi sur les normes du travail. Cet avis avait été adopté par le conseil à une assemblée tenue les 17 et 18 janvier 1990. Suivent quelques extraits.**

**L**es femmes forment près de la moitié de la main-d'œuvre et leur participation a désormais un caractère permanent et irréversible. Le marché du travail et les politiques sociales doivent s'adapter à cette réalité si l'on veut que les femmes et les hommes puissent, sans trop de désavantages, accueillir les enfants qu'ils souhaitent.

Au moment où le taux de natalité et le solde migratoire laissent entrevoir une décroissance de la population, on se rend mieux compte que la décision de mettre un enfant au monde revêt une dimension sociale.

### Politique globale

Selon le Conseil du statut de la femme, la mise sur pied d'une politique québécoise globale et cohérente de congés parentaux comprenant la création d'un régime de prestations parentales apparaît comme une réforme nécessaire pour assurer cette reconnaissance sociale de la maternité et de la parentalité. Elle constitue en outre un des jalons importants d'une politique familiale efficace et de la politique d'accès à l'égalité déjà amorcée.

Des congés adéquats assortis d'une meilleure compensation de la perte de revenu subie permettront aux femmes et aux hommes de s'absenter du travail sans préjudices économiques ou professionnels importants et de bénéficier du temps nécessaire pour assumer pleinement leurs fonctions parentales à l'occasion d'une naissance ou d'une adoption. (...)

Au Canada et au Québec, c'est pendant les années 1970 et au début des années 1980 qu'ont été mises en place, souvent de façon disparate, les principales mesures de notre système actuel de congés parentaux.

### Insuffisances majeures

Avec le recul des ans, force est de constater qu'il présente des insuffisances majeures et se fonde encore sur des conceptions traditionnelles qui font peser sur les femmes la plus grande partie des conséquences sociales, professionnelles et économiques de leurs maternités.

La principale lacune du régime actuel est qu'il fait subir aux travailleuses couvertes par les diverses lois ou programmes en vigueur une perte de revenu importante durant les congés.

Sauf pour les employées des secteurs public et parapublic, la plupart des Québécoises qui cessent de travailler pour donner naissance à un enfant reçoivent un traitement moins favorable que celui qui est réservé, par les régimes québécois d'assurance sociale, aux victimes d'accidents du travail, de maladies professionnelles, d'actes criminels ou d'accidents routiers.

### Couverture limitée

En outre, le régime actuel n'a qu'une couverture limitée. Le programme d'assurance-chômage, qui octroie actuellement une indemnité afférente aux congés de maternité, ne s'adresse au départ qu'aux salariées et les conditions d'admissibilité écartent du programme des travailleuses à temps partiel ou dont l'emploi est instable.

Les travailleuses ayant le statut d'indépendantes ne peuvent non plus bénéficier de prestations de maternité au moment de la naissance d'un enfant.

De plus, le régime assurance-chômage-maternité n'attribue à l'heure actuelle des prestations que dans des circonstances limi-

tées et quelquefois de façon incohérente.

Conçu avant tout pour des chômeurs et des chômeuses, il n'indemnise que partiellement le manque à gagner subi par les travailleuses et les travailleurs qui font face à de nouvelles responsabilités parentales.

De même, l'avant-projet de loi

québécois modifiant la Loi sur les normes du travail suggère des pistes intéressantes en vue d'adapter les normes minimales du travail aux responsabilités parentales des personnes salariées, notamment en introduisant la possibilité d'un congé parental sans solde.

### Un aspect majeur

Il reste qu'à l'exception de dé-

tails, le projet gouvernemental ne traite pas de la question du remplacement du revenu durant les congés, alors qu'il s'agit là d'un aspect majeur d'une politique de congés parentaux.

Or, au Québec, depuis quelques années, d'aucuns préconisent un système mieux adapté que l'actuel programme d'assurance-chômage de même que la mise sur pied d'un régime de prestations proprement québécois qui assurerait un remplacement presque intégral du revenu pendant une période plus ou moins longue de congé.

De même, un examen des situations qui prévalent dans plusieurs pays européens à économie de marché fait ressortir qu'il est possible d'offrir un système de congés parentaux adéquatement rémunérés tout en demeurant compétitif sur le plan économique.

Dans huit pays étudiés, le congé de maternité est compensé à au moins 75 % des gains assurés si ce n'est en totalité. De durée variable, souvent dépassant pour la plupart notre norme de 15 semaines payées, plusieurs offrent également un congé parental payé.

La proposition de directive adoptée par le Conseil des communautés européennes relative au congé parental et aux responsabilités familiales ouvre selon nous des perspectives intéressantes, car elle prépare la voie à la réalisation effective d'un partage plus égalitaire des responsabilités parentales entre les travailleurs et les travailleuses.

### Véritable réforme

Devant les besoins et les attentes exprimés ici et à la lumière des droits reconnus à l'étranger, le Conseil du statut de la femme propose une véritable réforme de la politique de congés parentaux au Québec.

Avantages consentis aux pères et mères adoptifs alors que les

pères biologiques n'y ont pas droit, imposition d'un délai de carence qui n'a pas sa raison d'être dans un régime de prestations parentales et qui empêche la compensation de congés de courte durée, règles complexes qui sont compréhensibles dans un programme visant à indemniser le chômage, mais qui sont mal adaptées à une situation de maternité.

### Aux seuls salariés

Même si le projet de loi C-21 modifiant la Loi sur l'assurance-chômage introduit un volet de prestations parentales et corrige certaines des lacunes observées, l'ensemble des prestations continueront d'être octroyées dans le cadre d'un régime fédéral, s'adressant aux seuls salariés et salariées.

L'objectif visé est double: arriver à ce que l'ensemble de la société reconnaisse les coûts inhérents à la maternité à l'avantage de toutes les femmes qui donnent naissance à un enfant et permettre à celles qui sont en emploi de concilier travail rémunéré et maternité de façon harmonieuse sans mettre en cause leur progression vers l'égalité économique.

Cela veut dire des droits et des avantages plus étendus pour les femmes qui portent et donnent naissance aux enfants. Cela veut également dire qu'il faut veiller à ce que les droits consentis n'accentuent le déséquilibre actuel dans la prise en charge des responsabilités parentales et domestiques entre les parents ou encore ne créent des conditions pouvant limiter l'employabilité.

En ce sens, la reconnaissance des droits parentaux dans les lois et les programmes doit s'inscrire à l'enseignement de l'égalité et amener les hommes comme les femmes à assumer leur part des responsabilités familiales.

La maternité et la paternité comportent une dimension sociale importante et les enfants constituent un apport positif pour la société. Il est donc juste que la société dans son ensemble apporte un appui aux parents.



## KAWAI les PLANOS de grande qualité...

Musique Beaudoin vous propose une collection complète de pianos acoustiques et électroniques ou choisissez l'instrument qui conviendra à votre talent!

**LA CHANCE QUE VOUS ATTENDIEZ! ECONOMISEZ DE 2500\$ à 5000\$**

**PIANO ÉLECTRONIQUE KORG C-800, 88 notes, support inclus 1995\$**

**CLAVIER ÉLECTRONIQUE avec notes format standard, système de mélodie automatique FS-610 AdLib exclusif à Kawai 375\$**

À VOTRE SERVICE DEPUIS 25 ANS

**MUSIQUE BEAUDOIN**

17, rue Desjardins, Lévis 833-2141

# ESPRIT

## VENTE FIN DE SAISON

# rabais de 70%

sur toute la marchandise automne-hiver, pour faire place aux nouveautés printanières.

boutique

# LE TEMPS inc.

Pour toute la famille

Carrefour Charlesbourg 623-4642  
Place Fleur de Lys 524-8655  
Galeries de la Capitale 623-1923  
Place de la Cité 652-7088

# VENTE DU 15 JOURS!

1987 1986 1987 1990

AMEUBLEMENTS TANGUAY

DES MILLIONS DE \$ ECONOMIES POUR VOUS!

PLUS  
15 M  
de me  
agers  
nerts  
S PRIX!  
de vente!

**FUTURS COUPLES!**

Profitez de cette grande vente pour meubler votre avenir à prix exceptionnel!

**GENERAL ELECTRIC**



**LAVEUSE**

- 7 programmes
- 5 combinaisons de température de lavage et rinçage
- 3 vitesses de lavage et essorage
- Sélecteur de niveau d'eau à réglage continu

Blanc ou amande

**SÈCHEUSE**

- 5 programmes
- Cycles automatiques et cycles minutés
- Choix de températures

**SUPER SPÉCIAL**

**899<sup>95</sup>**

L'ENSEMBLE

**BLANC SUR BLANC**



**CUISINIÈRE GE**

Modèle J34WK

- Horloge
- Prise pour appareils
- Commandes à réglage continu
- Caisson en émail vitrifié
- Lèchefrite et grille sans fumée
- Porte en verre blanc

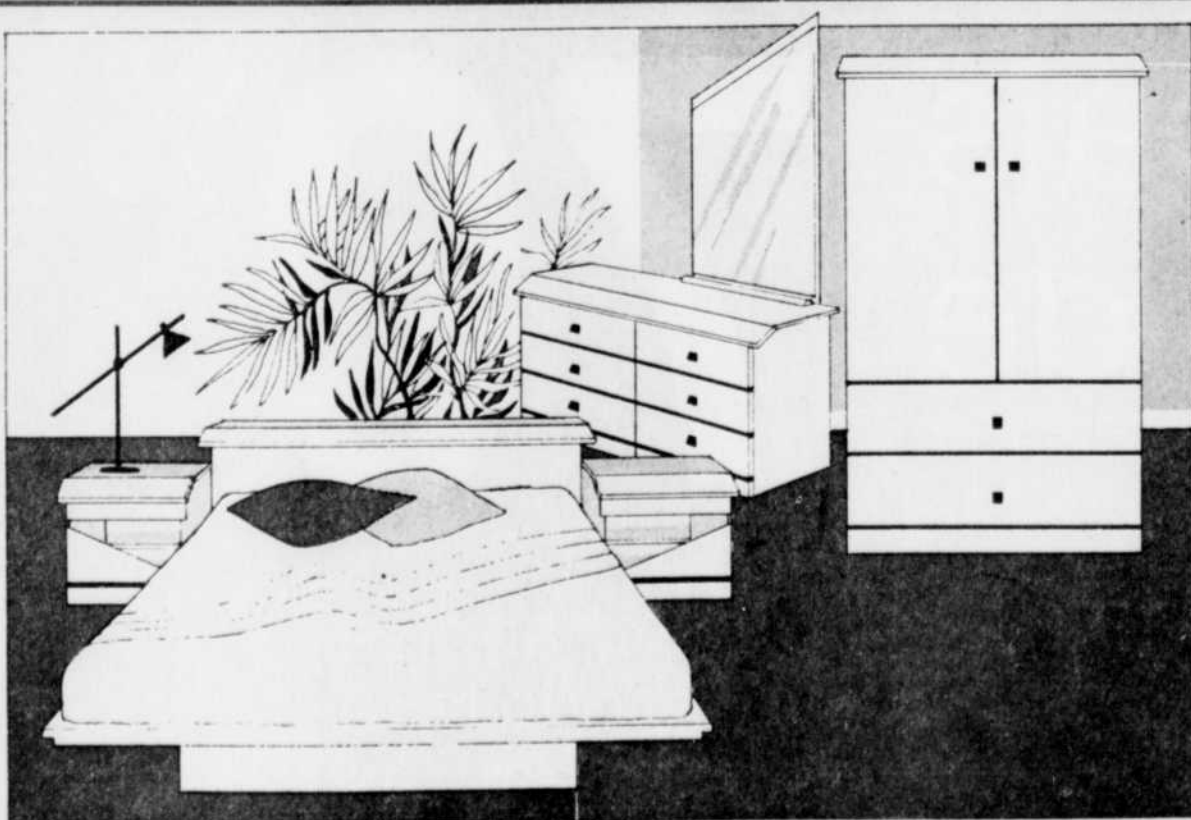
**649<sup>95</sup>**

**RÉFRIGÉRATEUR GE**

Modèle LW17JMK

- Capacité de 17 pieds cubes
- Fonctionnement sans givre
- Balconnet intérieur amovible
- 2 bacs à légumes
- Bac à viande
- 1 compartiment à produits laitiers

**849<sup>95</sup>**



**meq**

Ce mobilier de chambre fabriqué de mélamine et stratifié vous offre ces séries nouvelles.

**6 PIÈCES**

(PLATE-FORME EN SUS)

**995\$**

LIVRAISON GRATUITE À LA GRANDEUR DE LA PROVINCE

**LÉVIS**

Place Tanguay  
833-4511

**BEAUPORT**

535, boul. Ste-Anne  
667-6282

**AMEUBLEMENTS**

**CARREFOUR  
LES SAULES**

5150, boul. l'Ornière  
871-4411

**ADMINISTRATION  
ET SERVICE**

872-2242